

Une société à reconstruire

Engageons-nous !

Semaines sociales de France

Une société à reconstruire

Engageons-nous !

**Actes de la 94^e session
27, 28 et 29 novembre 2020
En ligne**

Cette 94^e session des Semaines sociales de France a été pilotée par Alban Sartori et préparée par Laurent de Mautort, Dominique Quinio et Béatrice Wettstein.

www.ssf-fr.org

La réalisation de ces Actes a été assurée par Marie-Sylvie Rivière

L'intégralité de la session est accessible en replay
sur la chaîne YouTube des Semaines sociales de France

Les conférences et tables-rondes sont également téléchargeables en podcast
sur la plate-forme SoundCloud

Les Actes peuvent être commandés sur le site de l'éditeur
www.bod.fr

ISBN 9782322271887

© Semaines sociales de France, 2021

Ouverture

DOMINIQUE QUINIO¹

Je remercie Monseigneur Migliore² de nous avoir transmis le message du cardinal Pietro Parolin au nom du pape François. Ce message et les dernières encycliques, *Laudato si'* et *Fratelli Tutti*, sont pour nous de précieux encouragements et nous confortent dans la conviction que nous devons, comme chrétiens, participer à la transformation sociale dont le monde a tant besoin (cf. *Lettre au peuple de Dieu*, août 2019).

Bonjour à vous tous qui êtes, c'est inédit pour nous, derrière vos écrans. Nous savons que beaucoup auraient préféré se retrouver (pour de vrai, comme disent les enfants), physiquement, sans distanciation, dans un lieu unique. Rien ne remplace une vraie rencontre, comme le dit le cardinal Parolin. Mais faisons de cette contrainte une chance, une chance de toucher des publics qui n'auraient pas pu se déplacer, des personnes venues de toute la France et de l'étranger, aussi. Pour que notre session annuelle, la 94^e, soit véritablement une rencontre nationale.

Notre association a de l'âge, vous le savez ; elle est plus que centenaire. Et ce n'est pas son moindre mérite que d'avoir su, poussée par la nécessité, se saisir des outils de la modernité. Merci à tous ceux qui nous ont aidés, intellectuellement, techniquement, financièrement, à nous lancer dans l'aventure. Et merci à vous d'embarquer avec nous, dans cette traversée que nous ne voulons pas vivre en solitaire, malgré les apparences. Et que nous espérons paisible et enrichissante.

Peut-être, derrière l'écran, y a-t-il des personnes qui ne nous connaissent pas vraiment. Rappelons simplement que notre association, créée par des laïcs catholiques

¹ Dominique Quinio est présidente des Semaines sociales de France.

² Mgr Migliore est nonce apostolique.

lillois et lyonnais, est née après la parution des premières encycliques sociales ; elle s'est donnée pour mission de travailler la pensée sociale de l'Église catholique et de la diffuser au regard des évolutions sociales et sociétales. Penser pour mieux agir, faire dialoguer l'Église et la société, chercher les moyens de rendre le monde plus juste, plus fraternel, plus attentif aux personnes démunies et fragiles, ici et ailleurs. En somme, guérir le monde pour le rendre plus évangélique, selon les mots du message reçu du Vatican.

Depuis deux ans, les Semaines sociales de France et les antennes régionales ou locales ont choisi de travailler sur les fractures de la société française (si l'on suit l'actualité étrangère, on comprend que d'autres pays connaissent la même évolution, les mêmes fossés, les mêmes divisions). Nous savons que ce morcellement ne date pas d'hier, mais il avait pris une forme nouvelle avec le mouvement des Gilets jaunes qui mettait en avant des tensions territoriales. Comme souvent, dans l'histoire des Semaines sociales, le thème travaillé a été percuté par l'actualité. Il y eut les protestations sociales contre la réforme des retraites. Puis est arrivée la Covid-19, ses conséquences sanitaires et son long cortège de difficultés économiques et sociales. Puis le terrorisme, visant un enseignant et des fidèles à l'intérieur d'une église, a de nouveau frappé notre pays.

À Lille, il y a un an, nous avons dressé un diagnostic sur l'état de ce pays fracturé. Mais nous avons voulu aussi mettre en lumière tous les artisans du lien social, de l'« amitié sociale », l'autre nom de la fraternité – et le Nord en est un riche terreau, vous le savez. Ils créent des lieux de rencontre, se mettent à l'écoute de ceux qu'on n'entend pas, imaginent des processus de solidarité avec et pour eux. Dans l'acte II de notre réflexion, nous voulions aller plus loin et proposer des pistes d'action, car l'urgence est grande sur bien des plans. C'est d'ailleurs pourquoi nous n'avons pas voulu reporter notre rencontre et avons décidé de la tenir sous cette forme.

Il est plus que jamais nécessaire de réfléchir, de débattre, de s'engager pour le bien de toutes les femmes et de tous les hommes de ce pays, au-delà de nos simples intérêts particuliers, partisans ou communautaires.

Car le découragement nous guette. On le constate avec le nombre d'articles soulignant le malaise de beaucoup de Français, les risques psychologiques induits par la durée de la crise sanitaire et sociale. Nous caressons l'espoir, lors de la première vague, que nous serions amenés à dessiner un avenir qui ne ressemblerait pas au monde d'avant. Aujourd'hui, ne sommes-nous pas tentés d'espérer au contraire que tout redevienne comme avant : notre vie, notre consommation, nos loisirs ? Résistons à la tentation et écoutons le franc-parler du pape François dans *Fratelli Tutti* : « L'imposture du "tout va mal" a pour réponse "personne ne peut y remédier", "que puis-je faire ?" [...] On alimente ainsi la désillusion et le désespoir, ce qui n'encourage pas un esprit de solidarité et de générosité. Enfoncer un peuple dans le découragement, c'est boucler un cercle pervers parfait. »

Avec humilité mais avec conviction, croyons qu'il est possible de changer le cours des choses. Qui sommes-nous donc pour vouloir reconstruire la société ? Les chrétiens, combien de divisions ? Une chose est sûre, nous devons agir avec d'autres. Mais, dans ce contexte social et sociétal complexe, nous savons que la pensée sociale chrétienne, grâce aux principes qui la guident, nous arme et nous aide à comprendre et à mieux agir : l'attention à la personne humaine, le respect de la dignité de tout homme, la promotion de son autonomie, mais, en même temps, la recherche du bien commun, du bien de tous, la place prioritaire des plus pauvres, la destination universelle des biens et la fraternité sont plus que jamais indispensables à notre monde. Beaucoup de chrétiens, là où ils sont engagés, s'efforcent de les vivre.

« La bonne volonté, la créativité de chacun ne suffit pas, disions-nous en conclusion de la rencontre de Lille, si les personnes qui ont du pouvoir, de l'influence, des moyens d'agir ne partagent pas cette volonté de redonner à nos concitoyens l'envie de vivre ensemble. » Le pape François, dans *Laudato si'*, le soulignait : « Le principe de subsidiarité libère le développement des capacités à tous les niveaux, mais exige en même temps plus de responsabilité pour le Bien commun de la part de celui qui détient plus de pouvoir. » Nous ne sommes pas de ceux qui tirent à boulets rouges sur les responsables, élus, chefs d'entreprise, patrons, financiers, religieux. Nous voulons être exigeants avec eux, mais nous pensons que c'est ensemble, en faisant jouer tous les rouages de la société, que nous pouvons avancer.

Cette rencontre va nous permettre de faire un bout de chemin ensemble pour entrer dans la complexité des enjeux, mais ne pas nous laisser intimider par elle. Pour mieux baliser ce que pourrait être notre engagement à rebâtir notre société. Nous avons, autour de huit thèmes qui seront travaillés en autant d'ateliers, proposé des pistes d'action, sur trois niveaux d'engagement. Et pour nous, ce triptyque est essentiel. Nous proposons des réformes institutionnelles ; nous suggérons des initiatives associatives à rejoindre ou à dupliquer ; et, enfin, nous nous invitons à changer notre regard sur le monde. Nos propositions ne prétendent pas à l'exhaustivité ; elles ne sont pas forcément inédites mais s'appuient sur l'action de partenaires engagés dans la transformation sociale. Ces propositions, nous les regrouperons dans un *Manifeste de l'engagement*. Je dis bien « un », car nous ne sommes pas seuls, bien sûr. Ce manifeste, retravaillé à partir des remontées des ateliers, sera notre feuille de route pour les mois à venir.

Ce que nous vivons est un « temps pour changer », titre du livre du pape qui sortira dans quelques jours. Un temps pour réapprendre à dire « nous ». Selon une enquête menée auprès de 700 chrétiens, belges et français, après la première vague de l'épidémie, les personnes interrogées pensent que, dans ces moments critiques, les religions peuvent avoir un rôle à jouer. Philippe Martin, historien de l'université Lumière de Lyon, présente les résultats de l'étude, dans un ouvrage édité au Cerf, *Les religions face aux épidémies, de la peste à la Covid-19*. Je m'autorise à citer l'un

des témoignages recueillis : « Les religions sont porteuses de valeurs et d'utopies qui peuvent s'avérer nourricières et inspiratrices dans nos sociétés en quête de souffle. ». Nourricières et inspiratrices, beau programme, n'est-ce pas ? Dans notre univers d'immédiateté, les personnes interrogées voulaient arrêter le temps pour laisser la réflexion se construire. Essayons de prendre ce temps.

« Les difficultés qui semblent énormes sont une opportunité pour grandir et non une excuse à une tristesse inerte qui favorise la soumission », écrit encore François. « Soyons parties prenantes de la réhabilitation des sociétés blessées. » Serons-nous à la hauteur de cet appel ? « L'espérance est audace », dit-il aussi.

Qui suis-je pour vouloir changer le monde ?

CYNTHIA FLEURY

ISABELLE DE GAULMYN¹ : Au début de votre dernier ouvrage, *Ci-gît l'amer. Guérir du ressentiment*², vous écrivez : « Il y a ici une décision, un parti pris, un axiome : ce principe intangible, cette idée régulatrice, c'est que l'homme peut, que le sujet peut, que le patient peut. » Il suffit donc de pouvoir aujourd'hui ?

CYNTHIA FLEURY³ : Ce n'est pas une provocation, mais cela reste néanmoins une décision morale, presque un pari. Je voyais bien l'aspect biaisé de ma proposition, puisque je ne nie absolument pas la réalité des conditions objectives, du ressentiment, de la difficulté, de la souffrance, de la colère, de l'envie de vengeance. Nous connaissons tous la réalité de la psychodynamique, c'est-à-dire l'impact du milieu qui nous entoure. Le sujet n'est pas hors-sol, il est investi par ce milieu. Si ce milieu est toxique, s'il vient chaque jour remettre le sujet dans sa vulnérabilité, ce dernier en subit l'impact, bien évidemment.

Sans nier cette réalité, je fais le pari de dire que le sujet peut choisir entre le déterminisme total et la possibilité éventuelle d'un pas de côté, d'une liberté pour qui s'extrait de cette détermination socio-économique, culturelle, psychique. Je ne saurais nécessairement en fournir la preuve, mais, dans ma pratique clinique, j'observe ces deux attitudes et je ne sais pas pourquoi certains patients restent enlisés dans la souffrance. Est-ce parce qu'ils ne peuvent pas en sortir ou qu'ils ne veulent pas ? Parfois, c'est clair, parfois c'est plus compliqué. Moi, en tant que soignante, dois-je me positionner, pour le soigner, du côté « le sujet ne peut pas » ? Est-ce

¹ Isabelle de Gaulmyn est rédactrice en chef du journal *La Croix*.

² Gallimard, 2020.

³ Philosophe et psychanalyste, Cynthia Fleury est professeur au Conservatoire national des arts et métiers.

ainsi que je vais produire un accompagnement le plus vigoureux possible ? J'ai bien conscience qu'il y a une décision morale, celle que l'homme peut. Malgré tout, même si l'homme peut, il n'est pas seul responsable, et c'est à nous tous, individus et collectivités, d'y travailler. Le livre redonne l'obligation aux institutions de faire leur part pour accompagner les individus dans une démarche capacitaire, mais il y a aussi un impératif moral individuel de se dire « je dois pouvoir » et d'agir en sorte. Mon engagement est politique, du côté de l'éducation et du soin, et j'accompagne l'individu pour qu'il aille vers ses capacités, qu'il valide le fait que c'est possible.

ISABELLE DE GAULMYN : Nous sommes dans une société où l'on demande de plus en plus de protection à l'État. Est-ce un frein à l'engagement ? N'y a-t-il pas tendance à la victimisation ?

CYNTHIA FLEURY : C'est tout le problème, car la reconnaissance de la souffrance est nécessaire au sujet, sinon, il a le sentiment inique d'une double peine. La question est de savoir si la vérité psychique d'un sujet est au même endroit que la vérité politique, historique, voire juridique. Je pense que non. Pour un sujet, il est dangereux de considérer que, psychiquement, il est victime. C'est nécessaire dans un premier temps, mais, pour en sortir, il va devoir se positionner ailleurs. Les théoriciens d'une grande école de psychodynamisme, d'interactionnisme – ou de ce qui a donné lieu aux TCC (thérapies comportementales et cognitives), les thérapies brèves, l'école de Palo Alto –, ont un personnage emblématique pour l'expliquer, le baron de Münchhausen. Dans le texte de Paul Watzlawick consacré au baron¹, il est écrit : « Le baron arrive avec son cheval, il doit sauter la mare et il tombe dedans. "Mon Dieu, il a fallu que je tire par les cheveux moi et mon cheval pour m'en sortir." » Se tirer soi-même de la mare.

Ce seuil qualitatif de la sortie, comment le franchit-on ? Ce n'est pas écrit à l'avance, cela se fait avec un tiers résilient ou pas, toujours avec une part active de soi-même, même minuscule. La difficulté est à la fois de reconnaître le fait qu'on a subi quelque chose et d'aller chercher un caractère actif qui n'a pas été atteint ou qui va pouvoir se retrouver. La vérité du traumatisme est que ce pouvoir agent est atteint. Je crois au travail des tiers résilients, que ce soient des amis, des thérapeutes, des livres, une idée, un souffle, une odeur, se retrouver devant la mer, aller se bagarrer avec le sport, marcher, mais on n'est parfois plus capable de saisir ces petits chemins-là et c'est là que l'autre peut être une aide. Je fais le pari que c'est possible. Nous avons peur de l'avenir, nous sommes dans un monde de grandes incertitudes alors même qu'il ne supporte ni l'incertitude ni le risque. C'est un monde de l'ultra-performance, de l'injonction à la performance, ce qui est difficilement compatible avec l'incertitude qui nécessite une certaine souplesse. On ne peut pas tenir des objectifs intenable parce que le monde va chavirer.

¹ *Les Cheveux du Baron de Münchhausen*, 1988, trad. Seuil 1991.

ISABELLE DE GAULMYN : Vous parlez de la solastalgie¹, des imaginaires d'effondrement.

CYNTHIA FLEURY : La solastalgie n'est pas que l'effondrement, mais le fait d'avoir perdu le lien avec la nature qui nous permettait de nous restaurer. Non seulement nous sommes abandonnés par les autres, mais la planète aussi nous abandonne. La crise de confiance nous atteint et c'est un cercle vicieux, moins il y a de confiance, moins il y a une envie d'engagement, ce qui diminue encore la confiance. Faire rupture est nécessaire. Ceux qui sont les moins atteints se forcent, s'obligent à l'engagement pour redonner un peu de résilience à ceux qui sont plus vulnérables et leur faire redécouvrir leur puissance d'agir. C'est dans cette solidarité que l'engagement va pouvoir se faire. Une fois qu'on a remis le pied dans l'engagement, il y a une fonction résiliente et même thérapeutique, car c'est un vitalisme qui nourrit et rappelle au sujet sa puissance. L'engagement avec un sens très extensif, au sens très freudien d'investissement libidinal, c'est-à-dire la manière dont j'investis le monde, dont je porte mon désir vers autre chose que moi.

Dans *Les Irremplaçables*², j'essayais de dire que nous vivons dans un monde de réification, de chosification. La réification, c'est le fait de considérer le sujet non comme un être mais comme un instrument, un objet, *res*. La réification est un rapport à l'autre qui ne prend pas en considération son altérité. Elle produit des systèmes pervers, productivistes, quantitatifs. Le monde néolibéral charrie fortement cette rationalité instrumentale. Le souci de cette rationalité rend les gens malades, ils tombent en *burn out*, premier étage de la fusée, qui est l'expression d'une érosion, d'un désenchantement très fort. Quand ces individus ont le sentiment d'être remplaçables, qu'ils ont acté la réification, ils n'ont que deux chemins : soit ils basculent dans la dépression totale, passage à l'acte contre eux-mêmes, soit dans le passage à l'acte contre autrui. Dans les deux cas, ils ne seront plus à même de défendre l'idéal démocratique. Si vous êtes cynique, comme nous sommes 7,5 milliards d'individus, vous pouvez considérer qu'après tout, les politiques néolibérales détruisent les individus. C'est grave, certes, mais comme nous sommes nombreux, ce n'est pas si terrible. Pour dépasser le cynisme, il faut expliquer que cela ne fait pas que détruire des individus, mais que ces individus détruits ne pourront pas défendre l'état de droit et qu'ils basculeront soit dans un système autoritaire soit dans un phénomène de désinvestissement total. L'état de droit est absolument lié à la préservation du sentiment d'irremplaçabilité au sens moral du terme – pas au sens mégalomane –, à la conscience d'être actif, agent, responsable, capable d'engagement.

ISABELLE DE GAULMYN : On a vu naître de nouvelles formes d'engagement. Si on parle des Gilets jaunes, est-ce une manière de s'engager ou d'être simplement contre ?

¹ La solastalgie ou éco-anxiété est une détresse profonde causée par les changements perçus comme irréversibles de notre environnement.

² Gallimard, 2015.

CYNTHIA FLEURY : Généralement, dans chaque mouvement, on trouve tout le spectre. Chez les Gilets jaunes, il y a eu certainement, à la fois chez les individus et à l'intérieur même d'un individu, quelque chose de l'ordre du ressentiment mais aussi de l'engagement. Il suffisait d'écouter et de voir : ils se sont constitués, ont organisé des commissions autogérées, se sont donné rendez-vous tous les samedis sur les ronds-points, se sont dédiés à cette action politique commune et, par ailleurs, nous avons vu des images de débordement. Nous avons vu l'ensemble du spectre. Quand on interrogeait ceux qui voulaient représenter les Gilets jaunes, on pouvait constater une volonté de prise de parole, de plaider, de politique, de mouvement social.

ISABELLE DE GAULMYN : Mais cela n'a pas abouti.

CYNTHIA FLEURY : Je ne suis pas d'accord, cela a abouti. L'engagement a existé, ce n'est pas nul, cela a produit quelque chose et cela produira, avec d'autres, quelque chose qui va advenir. C'est important de comprendre qu'une action politique historique se déroule sur du temps long. Un nouveau mouvement naîtra peut-être, mais il en sera nourri, il en sera le continuateur. C'est un travail à plusieurs, il n'y a pas un événement qui va surgir et détenir l'alpha et l'oméga de l'histoire. On construit une histoire ensemble. Je trouve que c'est faux, intellectuellement parlant, et indigne moralement d'affirmer que cela n'a pas abouti. De manière épistémologique, c'est ne rien comprendre à ce qu'est une action historique. Les Gilets jaunes ont agi, agissent, agiront peut-être avec d'autres. En revanche, tout mouvement ne peut pas être considéré comme un mouvement social. La violence et le ressentiment visibles aujourd'hui ne sont pas valables comme leviers de la transformation politique. Alors que la sublimation du ressentiment produit un mouvement historique dont j'ai envie d'être, le ressentiment, comme mouvement historique, produit quelque chose qui a déjà existé, qui existera encore, qu'on connaît et qui nous entraînera dans dix ans de régression, dangereuse et dramatique. C'est important d'éviter et d'empêcher que cela n'arrive.

ISABELLE DE GAULMYN : Y a-t-il un lien entre engagement individuel et engagement collectif ?

CYNTHIA FLEURY : Il n'y a pas d'obligation de cohérence. Freud nous parle de répartition « opportune » de l'énergie libidinale. L'énergie n'est pas providentielle au sens divin du terme. Nous avons tous de l'énergie et à trop être en non-cohérence, à ne pas faire converger les engagements personnels et collectifs, on se heurte à un petit épuisement. Il n'y a donc aucune obligation de cohérence si ce n'est son propre intérêt. Nous sommes dans des sociétés individuelles et cette valeur de l'individualisme est différente de la citoyenneté, mais on ne peut pas la dissocier intégralement de la notion de citoyenneté. Les citoyens très vertueux, qui oublient totalement l'individu qu'ils sont, sont rares, parce que c'est un idéal éthique de sagesse très fort et quasiment anti-moderne. En effet, les valeurs de la société actuelle laissent une

large place à l'individu. Plutôt que de simplement investir dans l'intérêt collectif, on va tenter une convergence entre l'intérêt général et un peu d'intérêt particulier. Si certains se sentent l'ambition, la vocation, le courage, l'appétence d'aller sur le seul terrain de l'intérêt général, je les remercie, en espérant qu'ils en inspirent d'autres. Je reste une théoricienne du moindre mal et un peu de l'humilité. C'est déjà bien si on peut faire converger des engagements qui prennent en considération un peu d'engagement personnel, mais aussi un engagement qui vient s'interroger sur la question du partage, qui vient résonner au niveau collectif. Je ne voudrais pas que, sous prétexte de mettre la barre trop haut, on ne la mette pas et on n'y aille pas. Je me méfie des éthiques maximalistes de pureté, car elles produisent souvent de l'alibi pour ne rien faire.

ISABELLE DE GAULMYN : Une notion est peu présente dans votre livre : la fraternité. Vous en parlez de façon assez pessimiste avec l'histoire de Caïn et Abel. N'est-ce pas un élément important pour l'engagement ?

CYNTHIA FLEURY : C'est quoi la fraternité ? Ce grand épisode biblique dit quelque chose, mais n'évoque pas la vérité du sentiment universaliste qui nous rattache à la condition humaine, bien au-delà de la fratrie. Je crois à cette fraternité universelle d'esprit, de cœur, de valeurs, qui n'est pas celle du clan, de l'ethnie, du sang. Sans faire de querelle de mots, on parlerait de confiance, de solidarité, qui se jouent, cet *affectio-societatis* que nous pouvons vivre les uns avec les autres, ce vivre ensemble, ces affinités électives, cette volonté d'avoir des dépendances choisies. Nous sommes interdépendants, nous ne sommes pas autonomes, nous fonctionnons sans cesse les uns avec les autres, mais nous essayons d'avoir des rapports qualitatifs, réciproques, co-émancipateurs. Ces émancipations réciproques demandent la conscientisation d'une fraternité. Un des univers d'expérimentation de ces fraternités, c'est l'engagement dans l'action, une manière incarnée de vivre cette fraternité.

ISABELLE DE GAULMYN : Cet engagement doit-il être encouragé par l'État ?

CYNTHIA FLEURY : Oui, et il l'est. L'État, non pas au sens de gouvernement, mais des grandes et vieilles institutions françaises. Nous avons un corps associatif, avec la loi de 1901, très prolifique. C'est un outil simple, mais important, qui permet de s'engager financièrement avec une restitution par l'impôt. Il y a une tradition française d'éducation populaire, d'universités populaires, de société civile. Quantité d'outils pourraient être utilisés et s'étendre aux moins de 18 ans, avec des projets collectifs dans les écoles, le service public universel, etc.

C'est avec l'éducation que tout commence. Si on invite tous les élèves, depuis la maternelle jusqu'au lycée et au-delà, à produire un projet collectif avec les autres et à destination des autres, cela va les nourrir, créer un *ethos*, un *habitus* particulier. On le fait déjà et on pourrait le faire davantage. L'école et l'éducation tout au long de la vie nous enseignent des contenus essentiels de savoir – méthodologie, technicité,

humanités – et un savoir-être. Les êtres humains arrivent à l'école avec les vulnérabilités qui sont les leurs et il faut prendre en charge ces êtres dans leur globalité.

Débat

TABLE DES QUESTIONS¹ : *Que diriez-vous à un jeune de 18 ans qui voudrait changer le monde et qui douterait de pouvoir le changer ?*

CYNTHIA FLEURY : J'avoue que si l'envie est là et que le problème n'est que le doute, tout va bien. Le problème est souvent en amont, avec le rejet, le désenchantement, le sentiment d'effondrement, qui habitent certains jeunes adultes et peuvent provoquer des dépressions intenses. Pour ceux-là, c'est compliqué, il faut les accompagner, ils ont souvent eu des soucis de drogue, d'alcool, quantité de choses qui font que le sujet est en dépossession de lui-même. Cela prend du temps, il n'y a hélas aucune recette. Cet accompagnement est possible et pas seulement thérapeutique, on le remet sur le chemin de la construction de la compétence. Ce sont souvent des jeunes qui ont perdu la discipline, ne savent plus travailler, se concentrer. Il y a des choses concrètes à remettre en place, avec parfois un côté « aide aux devoirs », parce que la perte de confiance ne s'est pas simplement jouée sur le fond, au sens de sens, d'effondrement du monde, mais qu'ils se sont petit à petit dessaisis des outils de compétences qui auraient dû être les leurs, à l'école, à l'université. Notre monde passe par la diplomation et la qualification. Il faut les remettre sur le chemin de la qualification sociale, les accompagner dans une normalisation, non pas pour les normer, mais pour leur donner le sentiment qu'ils vont pouvoir faire quelque chose à partir d'une compétence. C'est un accompagnement holistique, pas uniquement thérapeutique.

– Certains, parmi les aînés disent qu'ils sont désolés de l'état du monde qu'ils laissent. Cette génération se sent coupable. Cette culpabilité est-elle pertinente ? Que répondre ?

CYNTHIA FLEURY : Ce n'est pas totalement faux. Quand on fait l'historiographie de la question environnementale au sens de la prise de conscience de cette question, on voit que cela a mis un temps infini. Dès 1850-70, parallèlement à la révolution industrielle, paraissent les premiers textes écrits par des philosophes, des poètes, des écrivains qui se saisissent du sujet. On assiste ensuite à la création des grands parcs nationaux, puis les politiques s'en emparent, avec plus tard les grands Sommets de la terre, ainsi que les économistes, les médias. Il s'est bien passé un siècle pour que la conscientisation soit à ce point-là consensuelle, sachant que nous ne sommes pas

¹ Pierre-Yves Le Priol et Arnaud Broustet, administrateurs des Semaines sociales de France, relayaient les questions des participants.

pour autant dans un engagement. Ceux qui aujourd'hui se désignent comme coupables sont aussi les enfants de cette conscientisation. Cette culpabilité, nous la portons à plusieurs.

ISABELLE DE GAULMYN : Mais n'est-elle pas un frein ?

CYNTHIA FLEURY : C'est tout l'enjeu. Si cette culpabilité est utilisée comme un alibi pour ne pas nous accompagner, nous, nouvelles générations, et ceux qui vont arriver dans un autre destin, c'est dommage. On peut commencer autre chose, ce qui est en train de se passer. Vous avez sur les territoires français et internationaux quantité de personnes qui ont basculé dans des engagements dits alternatifs alors qu'ils ne sont pas du tout alternatifs. S'ils ont cette conscience-là, il faut leur dire qu'il y a un chemin simple, un engagement écolo-social à faire et qui n'attend qu'eux. La possibilité de se saisir de cette dynamique existe et elle est passionnante. Ce n'est pas de la renonciation, ni du sentiment de perte, ni de la coercition, et la démarche d'innovation derrière la transition sociale et écologique est pertinente. Il y a une vérité de création, d'émergence, de liberté, car s'engager, c'est aussi de l'initiative. Vous avez un protocole au départ, puis vous le suivez, le détournez, vous vous rendez compte qu'il est obsolète, donc vous le transformez.

– *Vous évoquez l'homme créateur, qui se crée comme sujet, créateur de liens. Pouvez-vous préciser ce que vous mettez derrière ce concept ?*

CYNTHIA FLEURY : Je vois à quoi vous faites référence. On parle là de l'*agency*, le fait d'être agent, d'être sujet. Nous sommes dans ce qu'on appelle en philosophie morale et politique une théorie de l'action, qui passe par une œuvre qui, prise au sens large, est de la création, un acte de transformation, pas nécessairement artistique, mais faite d'un travail, d'un engagement. Elle porte une dynamique : avant que le sujet n'arrive, il y avait ceci, puis le sujet arrive et il se produit cela. Cette différence, cette valeur ajoutée, ce supplément est porté par l'action des hommes. C'est cela qu'on peut appeler l'homme créateur : nous faisons advenir au monde des pans de réel, des possibles qui, par notre engagement, vont se cristalliser, former des choses qui sont nécessaires pour vivre parce qu'on s'en nourrit. On avance petit à petit, on construit le monde avec le réel qui se présente.

ISABELLE DE GAULMYN : Cet acte créateur de l'homme est-il suffisamment mis en valeur ?

CYNTHIA FLEURY : Nous avons peut-être, dans les trente dernières années, produit des récits ayant une vision réifiante de la transformation du monde par le productivisme, la monétarisation et non pas par le soin. Notre monde a dévalorisé toute une série d'actions pour en survaloriser d'autres. Cette survalorisation de ces autres actions, il n'est pas certain qu'elle crée un monde vivable, habitable, souhaitable. Nous nous réveillons de cette période d'utopie néolibérale.

ISABELLE DE GAULMYN : C'est peut-être le sens de la découverte des emplois invisibles que nous avons vécue avec la crise sanitaire.

CYNTHIA FLEURY : Oui, nous voyons bien à quel point ces métiers tiennent la société et comment l'investissement dans le soin, dans l'éducation, dans la culture, est une valeur qui n'est pas superfétatoire. C'est là où se situe le caractère gouvernable de notre société. La préservation de l'état de droit est vraiment là.

– *On évoque souvent l'image du colibri qui part éteindre l'incendie du monde avec son petit bec. Le colibri catholique, chrétien ou croyant ou se réclamant de la doctrine sociale de l'Église, est-il utile au monde ?*

CYNTHIA FLEURY : Sans aucun doute, car le colibri s'auto-protège du fait que, dans un moment d'effondrement, il est protégé par son action. Qu'il réussisse ou non n'est pas le problème. Qu'est-ce qui va se sédimenter avec autrui, comment cette part va s'agréger à d'autres ? Personne n'a l'histoire a priori de cette dynamique. Donc, on fait sa part, ce qui n'empêche pas la stratégie, ni de se poser des questions sur l'amplitude et l'efficacité de son action. Mais elle ne s'annule pas, même si je n'en perçois pas immédiatement l'impact. C'est dans un deuxième temps, étant revitalisé, restauré par cette action, que je pourrai envisager d'en augmenter l'impact.

Hans Jonas a théorisé la nécessité de mettre en place des éthiques politiques, collectives, en considérant que nous étions dans un monde où la seule action individuelle éthique ne pouvait plus être paradigmatique, parce qu'on est dans une théorie des grands nombres. Il n'empêche que quantité d'individus se trouvent derrière les grands nombres, et que c'est donc une histoire de dosage. De fait, personne ne sait quand le quantitatif de ces individus additionnés les uns aux autres fait basculer et produit un effet seuil.

ISABELLE DE GAULMYN : Une enquête a montré que ceux qui commencent par trier leurs déchets sont aussi ceux qui s'investissent dans des grands mouvements écologistes.

CYNTHIA FLEURY : En fait, c'est une transformation globale de l'être. On fait chaque jour quelque chose comme un *ethos*, un geste qui devient naturel et, suivant sa puissance, son influence, on voit comment renforcer son action.

– *Comment faire place à la parole des plus faibles ?*

CYNTHIA FLEURY : Quelle est la parole de ceux qui sont stigmatisés par une vulnérabilité sociale, ou celle des plus âgés ? Je dis sociale parce que c'est ainsi qu'on la perçoit. Nous avons une vulnérabilité ontologique en partage et puis nous avons des vulnérabilités de corps. La chaire Humanité et santé du Conservatoire national des arts et métiers a un pendant universitaire, la chaire de philosophie à l'hôpital du GHU Paris Psychiatrie et neurosciences. Ces deux chaires sont reliées et travaillent à des approches capacitaires de la vulnérabilité, essaient de co-concevoir avec les plus âgés, ou les porteurs de handicaps, de maladies chroniques, psychiques, d'améliorer

l'inclusivité de la norme grâce à leurs points de vue pour que cette norme soit la moins discriminante et stigmatisante possible. Par ailleurs, ces territoires d'hyper-vulnérabilité sont des territoires d'hyper-contrainte et sont nécessairement des territoires d'innovation. À partir du moment où on arrête de moraliser la question de la vulnérabilité, de la qualifier ou de la disqualifier, on la prend simplement de façon mathématique, en se demandant quelle est l'équation. Cette équation est de l'hyper-contrainte qui nous oblige à penser différemment et à produire du concept. Dans la vulnérabilité, il y a les théories de la conception, une invention de concepts, de la créativité. Dans notre chaire, nous essayons de construire cela, nous travaillons donc nécessairement avec eux pour avoir ces nouvelles approches d'intelligence.

– *Suis-je inutile si je ne m'engage pas ?*

CYNTHIA FLEURY : Non, nous naissons avec des droits, des caractères inaliénables et une dignité. Nous avons cette dignité de l'homme, qui n'a pas besoin d'utilité sociale et se suffit en elle-même. Cette dignité irréductible nous préserve de nous sentir obligés d'être dans un schéma social de ce qu'est l'utilité. De plus, j'appelle chacun à beaucoup d'humilité, car il est très rare d'être inutile socialement. L'inutilité totale n'existe pas. Nous sommes cernés soit par une utilité volontaire, soit par une utilité involontaire.

– *Deux notions nouvelles : l'amitié sociale, préconisée par le pape François dans sa dernière encyclique et la notion d'affectio-societatis. Pouvez-vous affiner leur sens et nous préciser en quoi elles diffèrent de la fraternité ?*

CYNTHIA FLEURY : L'*affectio-societatis*, c'est simplement ce sentiment civique, de cohésion sociale, de solidarité, de communauté, qui est aussi vieux que la philosophie politique et morale. Il y a plusieurs théories de l'*affectio-societatis*, républicainistes ou libérales, mais ce qui est certain, c'est qu'une communauté ne peut pas tenir sans. Cette notion a toute une histoire dans l'archaïque humain car l'humain ne peut pas fonctionner sans elle. C'est ce qui est au cœur d'une société, le capital social, quelque chose de plus basique que les amitiés électives, une sorte de confiance qui n'est plus ascensionnelle.

Concernant l'amitié sociale, on pourrait reprendre la notion aristotélicienne de la *philia*, une amitié un peu plus que sociale. L'*affectio-societatis* se situe un peu en-deçà de l'amitié sociale. L'amitié a besoin d'un engagement totalement volontaire, la société en revanche peut fonctionner avec un civisme plus léger, mais un sentiment civil nécessaire pour nous protéger les uns les autres.

Fil rouge théologique - I

GRÉGOIRE CATT¹

Je commencerai avec une citation du pape François dans *Fratelli Tutti* : « Protéger le monde qui nous entoure et nous contient, c'est prendre soin de nous-mêmes, mais il nous faut constituer un "nous" qui habite la maison commune. » (FT 17)

C'est une phrase que nous allons garder en filigrane car l'enjeu, une fois qu'on a compris avec *Laudato si'* qu'il faut prendre soin de la maison commune, est de constituer ce « nous ». Je rappellerai que nous, chrétiens, à la suite du Christ, sommes engagés sur le chemin du Royaume de Dieu. Le Christ n'est pas venu s'annoncer lui-même, mais annoncer le Royaume de Dieu. Si nous nous engageons, c'est de ce côté-là. La mise en œuvre du Royaume de Dieu nous est présentée dans les Évangiles au travers des paraboles. Nous pourrions avec bénédiction relire le chapitre 13 de l'Évangile de Matthieu dans lequel nous trouvons toute une série de paraboles sur le Royaume de Dieu. La première est celle du bon grain et l'ivraie : le champ a été semé, un ennemi est venu, on laisse pousser ensemble le bon grain et l'ivraie. Dans notre engagement, nous devons choisir parmi plusieurs pousses, sans rejeter trop vite les petits engagements. La parabole suivante est celle de la graine de moutarde qui est toute petite et devient le plus grand des arbres où viennent nicher les oiseaux. Nos engagements portent des fruits, mais on ne les voit pas tout de suite. Les paraboles du trésor caché dans le champ et du négociant de perles fines questionnent le désir : comment celui-ci va-t-il me permettre d'aller jusqu'à acheter tout le champ pour récupérer le trésor ou de vendre toutes les perles pour récupérer la perle fine ? Celle du levain dans la pâte nous ramène à ce qui ne se voit pas et qui finalement porte du fruit. Quant à celle du filet qu'on jette à la mer et qui revient plein de poissons, j'y retiens cette idée de jeter avec largesse. Le chemin du Royaume de Dieu, tel qu'il est exprimé dans ces paraboles peut nous redynamiser pour comprendre pourquoi s'engager.

« Qui suis-je pour m'engager au risque de me désespérer d'avoir un quelconque effet sur la marche du monde ? » Là est pourtant toute la dynamique de la doctrine sociale de l'Église, qui a toujours mis en valeur à la fois le chemin de la conversion personnelle et celui de la transformation des structures des institutions. Rappelons-nous comment dans *Laudato si'* le pape parle à la fois de conversion écologique et de révolution culturelle. Nous retrouvons cette dimension dans *Fratelli tutti*, qui montre bien que la fraternité conduit tout autant à façonner nos relations interpersonnelles qu'à transformer les structures. Mais comment avoir une société qui permette des relations fraternelles ? La parabole du bon Samaritain nous montre bien que, pour venir au secours de la souffrance du blessé, le samaritain ne peut se limiter à sa

¹ Grégoire Catta est jésuite, secrétaire de la Commission Familles et Société (CEF).

relation personnelle avec lui, il a besoin de s'appuyer sur un aubergiste, sur la circulation de l'argent. Le pape nous le dit, c'est une parabole qui concerne tout autant le plan institutionnel et structurel que le plan personnel pour l'exercice du commandement de l'amour : « Regardons le modèle du bon Samaritain, c'est un texte qui nous invite à raviver notre vocation de citoyen. » (FT 66)

AGNES VON KIRCHBACH ¹

Qui parle d'une société à reconstruire admet bien qu'il y a des ruines. En tant que théologienne qui puise d'abord dans la Bible, je suis allée voir comment, dans le Premier Testament, on parle d'une société mise en pièces. Est-il possible de la reconstruire ? Et si oui, comment et par qui ? Je suis tombée sur deux personnages, Esdras, un scribe (aujourd'hui, nous dirions un théologien intéressé par l'approche pastorale), et Néhémie, un gouverneur, autour des v^e et vi^e siècles avant J.C. Le peuple vient de vivre un échec terrible. On ne sait plus qui on est. Il n'y a plus d'unité sociale, plus de culte, plus d'avenir. Comment faire ? La première question à résoudre est celle de l'identité. Quelle est ma généalogie ? Pour nous, chrétiens, cette question se dit non pas en termes historiques, génétiques ou ethniques, mais de manière spirituelle. Nous ne sommes pas nombreux, mais certainement pas seuls. Le deuxième élément nécessaire pour se situer : la capacité à célébrer le créateur de tous les mondes ; malgré l'inachevé, oser interrompre le travail pour un moment, afin de chanter Dieu ou se lamenter de nos insuffisances. Le troisième élément nécessaire pour entamer une reconstruction, c'est le projet commun. Mais celui-ci s'élabore seulement suite aux deux assises mises en place précédemment. Pour travailler sans s'épuiser, sans tomber dans un *burn-out*, il faut construire à partir de ces trois dimensions-là. À l'époque d'Esdras et de Néhémie, le peuple biblique est confronté à un désastre politique, spirituel et économique. On trouve des situations similaires à l'époque du Nouveau Testament. Les évangélistes en témoignent, mettant dans la bouche du Ressuscité des paroles incroyables, comme par exemple les Béatitudes. Il nous faut redire, face aux méfaits de notre monde, la bénédiction que Dieu apporte, l'identité d'un chacun en tant que créature et en tant que baptisé(e), frères et sœurs du Christ.

¹ Agnes von Kirchbach est pasteur de l'Église protestante unie de France.

Pauvreté, écologie, nouvelles technologies : peut-on réellement agir ?

VÉRONIQUE FAYET

ÉRIC SALOBIR

DOMINIQUE LANG

VÉRONIQUE FAYET¹ : La pauvreté fait peur, soit les chiffres nous glacent, soit ils nous laissent indifférents. On compte 2,8 milliards de personnes dans le monde qui vivent avec moins de 2 dollars par jour, presque la moitié de la population mondiale, un milliard de personnes qui n'ont pas accès à l'eau potable, et, en France, on frôle les 10 millions de personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté, dont 3 millions d'enfants. C'est le visage des pauvres qui fait peur. Que peut-on dire ? Que peut-on faire ? On peut commencer par dire bonjour. Un SDF nous disait qu'il voyait des centaines de visages, mais qu'il ne voyait jamais un regard. On peut s'arrêter, regarder les yeux dans les yeux, dire bonjour, demander son nom et le nommer. Il existe des centaines d'occasions d'engagement à côté de chez soi, dans des repas partagés, des jardins partagés, des associations comme JRS Welcome qui héberge des migrants à domicile. Il faut se prendre par la main, vouloir cette expérience de la rencontre, car les pauvres ou les migrants ne sont pas des entités abstraites. Jean Rodhain, fondateur du Secours catholique, s'est aperçu un jour qu'il devenait trop administratif, pris dans la logistique, et s'est obligé à rencontrer chaque semaine une personne pauvre, âgée, un malade, un prisonnier. Il disait de ces personnes : « Auprès d'elles, j'apprends le courage. Elles ouvrent des brèches dans mes mesquines murailles. » La rencontre d'une personne en difficulté ouvre des brèches, par lesquelles l'amour peut entrer. Il faut oser la tendresse.

¹ Véronique Fayet est présidente du Secours catholique.

Le pape François nous dit dans *Fratelli Tutti* : « Les plus petits doivent susciter notre tendresse. Ils ont le droit de prendre possession de notre cœur, de notre âme, ils sont nos frères. » Cette tendresse est le déclic. À partir du moment où on se sent frère de quelqu'un, on est poussé à agir puisque, pour ses frères, on veut la justice, on n'accepte pas qu'ils soient à la rue, humiliés, brutalisés. On voit tous les jours des images de violence lors de l'évacuation de camps de migrants, une violence un peu paroxystique autour des migrants, mais aussi une violence ordinaire. Quand on lit une enquête sur le budget des ménages, on comprend que les gens font face à des choix impossibles, qu'une fois tout payé, il ne reste rien pour les enfants, qui se retrouvent coupés de relations sociales.

La rencontre nous pousse à réagir, la fraternité et l'amitié avec les pauvres nous poussent à l'intranquillité et à l'action. On peut agir individuellement : donner à des associations, payer ses impôts, car la fraude représente un vol pour l'État, s'informer, essayer de comprendre le monde. On peut aussi passer à des engagements collectifs, en participant à une association de quartier, à des manifestations citoyennes. Il faut s'efforcer d'être cohérent.

À Soumoulou, un petit village près de Lourdes, une équipe du Secours catholique avait organisé une distribution alimentaire classique, jusqu'au jour où la bénévoles a eu l'idée de réunir tous les bénéficiaires de cette aide et leur a demandé comment ils vivaient cette distribution et ce qu'ils pourraient faire ensemble. Ils ont basculé d'une distribution alimentaire classique vers un groupement d'achat et un jardin partagé ; un homme qui vivait la distribution comme une honte est devenu l'acheteur du groupe et négocie avec les agriculteurs. Demander à l'autre ce qu'il veut, son désir profond, comme le faisait Jésus, c'est simple et c'est beaucoup. Cette attention à l'autre permet d'agir ensemble. On entre dans une action collective qui est déjà une action politique. Le pape parle de petits gestes qui ont une portée civile et politique. (FT 181)

ISABELLE DE GAULMAYN : Faut-il passer à la dimension politique ?

VÉRONIQUE FAYET : Cette dimension politique est importante, même si la charité pratiquée collectivement dans l'espace public est déjà un geste politique. Si l'on veut s'engager politiquement, il faut se demander comment on veut transformer le monde ensemble. Au fond, qui veut un monde plus juste ? Comment vaincre nos peurs ? Comment transformer l'opinion publique et les hommes et femmes politiques ? Car ils sont à l'image de l'opinion publique et si celle-ci a un rejet massif des migrants ou des pauvres, les politiques ne seront pas forcément plus vertueux.

Le pape retient deux choses : mettre les gens en sécurité ; reconnaître les tâches nobles que chacun fait pour la société (s'occuper des enfants, de personnes âgées, faire du bénévolat). Cela rejoint ce que le Secours catholique essaie de porter en ce moment en France : un revenu minimum garanti pour les plus fragiles, plus élevé que le RSA actuel, automatique, car 30 % des gens qui devraient le toucher ne le deman-

dent même plus. Chacun – notamment les jeunes particulièrement malmenés par la crise – doit avoir un revenu minimum qui le mette en sécurité, lui permette d’envisager l’avenir, sans crainte d’être expulsé, de ne pas pouvoir nourrir ses enfants. Est-on prêt collectivement à faire un investissement d’avenir pour que les jeunes aient un accompagnement vers l’emploi et la formation avec une allocation suffisante pour manger et se loger ? Sommes-nous tous d’accord pour ce revenu de base ? Certains craignent que cela n’encourage la paresse. Il faut ouvrir le dialogue entre nous et avec ces personnes les plus pauvres, ces jeunes en difficulté.

Qu’est-ce qui est acceptable pour nous ? Nous avons tous des réticences, il faut vaincre nos peurs et nos résistances. Dialoguer est une manière de s’engager. Par quelles peurs la société est-elle traversée et comment ensemble construire un monde plus juste, plus fraternel et, par une juste répartition des richesses, notamment par l’impôt, permettre à chacun de vivre en sécurité ? On a le devoir de s’interroger et d’instaurer ce débat en créant des lieux de dialogue pour faire progresser ces idées.

Ces mots de fraternité, d’amitié sociale, de dialogue, de charité publique sont le fil rouge de l’encyclique *Fratelli Tutti*. C’est un beau texte qui peut nous donner des pistes d’engagement.

ÉRIC SALOBIR¹

ISABELLE DE GAULMYN : Nous avons un rapport un peu conflictuel avec la technologie. Qu’en dites-vous ?

ÉRIC SALOBIR : Nous avons l’impression d’être face à Big Brother, ce qui n’est pas complètement vrai et pas totalement inéluctable. Ce n’est pas la technologie qui nous façonne, mais aussi nous qui façonnons la technologie. Cette technologie transforme notre société comme cela ne s’est jamais produit depuis des siècles. Ce n’est pas seulement une révolution industrielle, mais aussi une révolution cognitive qu’on peut rapprocher de l’invention de l’écriture ou de l’imprimerie. On voit que la technologie, aussi coûteuse et sophistiquée soit-elle, ne nous a pas protégés contre le virus. Une pandémie, c’était bon pour les pays émergents. On se demande alors qui est responsable, comment c’est possible. Notre rapport aux technologies a contribué à cela. Nous allons chercher des ressources naturelles toujours plus loin au mépris des espèces locales, recycler les choses au bout du monde dans des conditions qu’il convient de ne pas imaginer. Le trafic aérien a doublé entre 2006 et 2013. Nous sommes dans un monde qui s’emballe et peut-être que notre rapport à la technologie est partie prenante de la difficulté. Nous avons trop misé sur notre capacité à gérer la complexité. L’intelligence artificielle, la robotique génèrent des chaînes d’approvisionnement toujours plus longues, plus complexes, plus efficaces, mais quand ça se

¹ Éric Salobir est dominicain, président d’Optic Technology.

grippe, tout se bloque. La seule résilience, c'est l'humain ; les questions de technologie sont avant tout des questions humaines, il est le seul en bout de chaîne.

Comment faire pour que la licorne ne soit pas terrassée par le pangolin ? Comment faire en sorte que la technologie fasse partie de la solution ? Si notre modèle a montré ses limites, peut-être faut-il le rebâtir de façon radicalement différente. Nous devons faire le deuil de notre toute-puissance technologique, on a vu qu'elle ne nous protégeait pas. Cette technologie n'est pas un totem. Avec la pandémie, nous avons eu des réponses technologiques, mais qui sont aussi marquées de chamanisme, de pensée magique. Nous attendons des technologies qu'elles nous protègent contre l'adversité. Il faut les reprendre en main, avoir un rapport différent pour bâtir un modèle plus équitable et plus soutenable qui place plus l'humain au cœur de leur développement. Elles ne sont que la porte ouverte vers l'être humain. Un modèle plus soutenable, car l'impact environnemental de la technologie, aussi lisse et aseptisée soit-elle, est loin d'être négligeable.

Utiliser nos super pouvoirs

On peut constater que le PIB d'Apple est quasiment celui de la France, que les technologies changent à toute allure et que même les acteurs ne la maîtrisent pas vraiment. Face à notre sentiment d'impuissance, je choisirais l'analogie du banc de poissons, qui se sentent vulnérables et se déplacent en groupe. En banc de poissons, on est fort. Comme le nuage de sauterelles dans le livre de l'Exode ou dans Le Prince d'Égypte, une sauterelle, c'est fragile, une nuée de sauterelles, c'est dévastateur. Nous avons, en fait, trois super-pouvoirs.

Le pouvoir du consommateur

Il faut s'informer et consommer en accord avec nos convictions. En utilisant l'application Yuka, par exemple, qui permet de connaître la composition des produits par lecture du code-barre. L'utilisation de cette application a déjà entraîné le retrait des rayons des supermarchés de centaines de produits. Cette information donne un pouvoir extrêmement fort au consommateur et il ne faut pas le sous-estimer, car une entreprise n'existe que si elle a des clients. À nous de dicter ce que nous voulons consommer.

Ces technologies nous paraissent très aseptisées, mais elles déplacent 34 kg de matières pour 100 gr de technologie. Il faut 240 kg de combustibles fossiles, 22 kg de produits chimiques et 1,5 tonne d'eau pour fabriquer un simple ordinateur. Quant à la consommation électrique, pensons aux appareils électriques que nous laissons branchés toute la journée, mais aussi à la consommation des services : l'envoi d'un e-mail avec une pièce jointe équivaut à laisser une ampoule branchée pendant 24 h, une heure de vidéo en streaming équivaut à la consommation d'un réfrigérateur pendant une année. Il faut être économe et consommer nécessaire.

Le pouvoir de l'investisseur

L'épargne individuelle peut avoir du sens et a un pouvoir collectif. Si vous achetez des Sicav ou des OPCVM qui n'investissent que dans des entreprises responsables, vous allez diriger le flux de capitaux vers ces entreprises à raison d'être ou qui acceptent de respecter un certain nombre de normes. Nous travaillons avec un des chantiers de Tech For Good sur la dimension inclusive des technologies. Comment faire en sorte d'avoir des critères assez concrets pour savoir si une entreprise utilise la technologie pour favoriser l'inclusion de ses collaborateurs ou de ses clients ?

Un exemple d'inclusion est l'accès à la technologie. Vous avez un ordinateur, une connexion Internet, mais êtes-vous tous traités de la même façon par l'algorithme qui va vous octroyer ou pas une place à l'université, un crédit bancaire ? C'est un facteur d'intégration. En entreprise, il y a deux façons d'utiliser la technologie : soit en remplaçant un maximum d'employés, solution la moins créative et la plus dévastatrice, soit en donnant du pouvoir aux salariés – ce qu'on appelle l'empowerment – en le débarrassant des tâches embêtantes. Là, vous augmentez l'employabilité de la personne, ses perspectives de carrière, et vous diminuez le risque d'être exclu. Nous avons tous ce pouvoir de consommateur et d'investisseur mais il faut se changer, il faut accepter de se transformer soi-même pour transformer le monde.

Le pouvoir du citoyen

Nous vivons dans une société secouée par les technologies numériques. On a parlé des fake news, des manipulations lors des campagnes électorales, de discours haineux, d'appels à la violence et on voit le mal que cela inflige à la démocratie. Un seul pays s'en est tiré, la Chine, paradoxalement, mais en utilisant un pouvoir politique très fort pour imposer des technologies. On se demande s'il faut ou non télécharger l'application anticovid, tandis que la Chine envoie des drones pour prendre la température par la fenêtre. Un régime fort serait-il la solution ? Ce n'est pas le cas, mais la tentation est de plus en plus forte.

Un troisième modèle à inventer

Si on n'a que le choix entre, d'un côté, l'économie libérale et ses grandes plateformes américaines et, de l'autre, un capitalisme d'état qui nous arrive par les routes de la soie depuis une Chine qui clame avoir vaincu le virus, aucun des deux ne me satisfait. Il faudrait envisager un troisième modèle : le pouvoir de s'engager, de réfléchir, de débattre, de dire quel projet, quelle société nous voulons à l'échelle de la France. Dites-moi quelle société vous voulez et je vous dirai de quelle technologie vous aurez besoin.

Il y a beaucoup à inventer, à fabriquer pour élaborer ce modèle. Il ne faut jamais oublier que les technologies sont des productions de la société aux deux sens du génitif ; d'une part, on les produit et, d'autre part, elles nous transforment en retour

quand on les utilise. Nous sommes en quelque sorte produits par nos produits. Plus on met d'humanité dans une technologie, plus, en retour, elle va nous humaniser. Au sein du think tank Optic, nous travaillons beaucoup sur la notion de *ethic by design*, c'est-à-dire comment on peut, dès la conception de la technologie, faire en sorte qu'elle ait un respect de l'humain et de l'environnement pour qu'en retour nous soyons humanisés et transformés.

Quand Rosa Parks, femme noire, simple citoyenne sans pouvoir, a refusé de se lever dans le bus pour laisser sa place à un blanc, elle a précipité la chute du système ségrégationniste aux USA. En tant que citoyen, consommateur et investisseur, nous pouvons être les Rosa Parks des nouvelles technologies.

DOMINIQUE LANG¹

ISABELLE DE GAULMYN : À propos de l'environnement, certains se sentent coupables d'avoir pollué, d'avoir tout faux et se demandent s'ils ont encore leur mot à dire.

DOMINIQUE LANG : La culpabilité peut être une source d'humilité, ce en quoi elle est nécessaire. Peut-être même ne se sent-on pas assez coupable, en s'arrangeant avec nos comportements ou les conséquences de certains de nos choix. Mais ce sentiment peut être un peu pervers et nous décourager, nous enfermer dans un rapport à l'autre et à Dieu culpabilisant à l'excès. L'important est de reconnaître que nos actes ont un poids et des conséquences, notamment sur les questions d'écologie. Des générations se rendent compte que les choix qu'elles ont faits ont un impact sur les générations suivantes, et se sentent un peu responsables. Au niveau de l'éthique, quelque chose ne fonctionne plus. Quand on est responsable, on accepte d'admettre qu'on a pu se tromper, qu'on n'a pas vu les conséquences de ses choix et demander pardon, ce qui est peut-être difficile pour des politiques, mais pas pour des chrétiens.

Certains avaient saisi avant l'heure que la société de consommation des années 60, les choix industriels des années 80, les dérives financières des années 2000, étaient des choix aux conséquences massives et plutôt négatives, même si, en apparence, notre niveau de vie s'était amélioré. Ces gens nous ont sensibilisés à cette part d'ombre de notre société. En France, nous avons surtout affaire à une écologie politique, qui occupe le champ de pensée, et qui est marquée politiquement plutôt à gauche, travaillée philosophiquement et intellectuellement par un certain nombre de penseurs à l'idéologie assez claire, ce qui est assez clivant, notamment pour les communautés chrétiennes qui ne se sentent pas toutes à gauche. Il y a toute une palette de positionnements. La question n'est pas de dépasser ces clivages, mais de reconnaître quelque chose sur quoi nous ne travaillons pas assez, à savoir la place des générations, exercice que je pratique souvent avec les communautés que je rencontre.

¹ Dominique Lang est assumptionniste, journaliste au *Pèlerin*, auteur du blog Églises et écologies

Le dialogue entre générations

Quel est mon rapport au monde suivant que j'ai 80, 60, 40 ou 20 ans ? Quand vous avez 70-75 ans, vous avez déjà vécu l'essentiel de votre vie, vous profitez d'un avenir plus court, vous pouvez être inquiets de ce qui peut arriver, mais vous savez que vous ne subirez pas les conséquences de certains phénomènes qu'on nous annonce dans les trente ans à venir. Quand vous êtes jeune, comme Greta Thunberg, et qu'on vous annonce des catastrophes dont vous allez devoir rendre compte dans votre vie d'adulte, l'impact est plus sévère. Il ne faut pas s'étonner que ces générations soient plus en colère, plus revendicatives, capables de mobilisations plus fortes que des générations qui ont déjà fait des choix personnels respectables et compréhensibles. Les gens de l'après-guerre, survivants du conflit de la seconde guerre mondiale, ont été marqués psychologiquement. On leur a demandé de reconstruire ce pays détruit et ils l'ont fait et bien fait, car on n'était jamais arrivé à un niveau de vie aussi élevé.

Si un jeune écologiste de 25 ans qui lit Pierre Rabhi et découvre émerveillé la « sobriété heureuse » dit à ses grands-parents que c'est son choix de vie, qu'il va renoncer à un certain nombre de choix matérialistes, il est à parier que les gens de plus 80 ans ne comprennent pas bien ce choix. Pour eux, la sobriété était subie. Quand on parle des toilettes sèches, personne de cette génération n'a envie de revenir aux toilettes au fond du jardin. C'est incompréhensible pour eux sauf s'ils prennent le temps de comprendre pourquoi ces jeunes le font. Ils ne le font pas par nostalgie des toilettes au fond du jardin, mais par solidarité avec les plus pauvres, ne supportant pas d'évacuer 5 à 10 litres d'eau potable en tirant la chasse d'eau. Le progrès cachait une incohérence en utilisant de l'eau potable, chose incompréhensible pour des gens qui viennent de pays où elle est rare.

Les raisons de nos engagements sont respectables à partir du moment où le dialogue entre générations permet de voir qu'on ne parle pas de la même chose. À 75-80 ans, on n'imagine pas devenir végétarien, parce que manger de la viande était un progrès et qu'après la guerre, cela prouvait qu'on s'en était sorti. Mais ils peuvent comprendre qu'un jeune de 30-40 ans, face à des abattoirs industriels d'une grande violence sociale, décide de se passer de viande ou d'en manger moins. Nous ne sommes pas obligés d'être tous d'accord pour agir. Chaque génération fait sa part et c'est ainsi que l'histoire se renouvelle. En vieillissant, les jeunes fous soixante huitards qui rêvaient de partir au Larzac pour révolutionner la société française, qui manifestaient contre la guerre du Vietnam, se sont rendu compte qu'ils n'y arrivaient pas, ils sont rentrés chez eux et sont devenus fonctionnaires. Quand on voit maintenant des familles catholiques s'installer dans un presbytère pour faire un habitat groupé avec des chèvres dans le jardin, des poules pour avoir des œufs frais pour leurs enfants, on a le réflexe de le décrier, d'expliquer qu'on a essayé dans notre jeunesse et que ça ne marche pas. En fait, la plupart d'entre eux ne sont pas des alternatifs, mais ont envie de donner un sens à leur habitation, à leur alimentation, un sens à vivre avec d'autres.

ISABELLE DE GAULMYN : Vous parlez de lieux qui permettent d'avancer.

DOMINIQUE LANG : C'est ainsi que la foi chrétienne a souvent avancé, par de l'incarnation très concrète dans des projets, en se posant des questions sur la manière d'habiter, de fabriquer un éco-système, de créer des liens. L'encyclique *Laudato si'*, sociale et non uniquement écologique, qui traite de la façon d'habiter ensemble de manière plus juste, est entrée peu à peu dans le champ pastoral de nos églises et a fini par rejoindre toutes nos paroisses au bout de cinq ans. Parallèlement, de plus en plus de gens, y voyant un des aspects de l'engagement chrétien, essaient de créer des lieux d'habitat partagé, des colocations intergénérationnelles, des petits villages, plutôt que de laisser partir des gens dans des lieux sordides.

Il n'est pas question que nous devenions tous des écologistes convaincus avec notre carte au parti, l'unanimité n'est pas un processus chrétien, c'est l'hétérogénéité qui est intéressante dans nos communautés. Mais l'Eprit Saint est à l'œuvre et suscite des postures prophétiques, plus particulièrement chez les plus jeunes qui ont encore l'énergie d'oser faire des choses. À 20-30-40 ans, on fait des choix professionnels, familiaux, d'engagement personnel qui vont avoir un impact sur la société de consommation. Quand un certain nombre de jeunes couples décide de ne plus aller dans tel supermarché, de ne pas acheter tel type de maison, le monde industriel va le saisir très vite et va réagir. Nous devenons des consom'acteurs.

Selon le pape François, « il faudrait que nous vivions tous de telle manière que chacun comprenne que notre vie ça vaut la peine ». Nous sommes face à des générations qui vivent ce doute. Avant de se demander si on est écolo ou pas, il faudrait que chacun d'entre nous ait dans son carnet d'adresses quatre ou cinq personnes qu'il admire en termes d'engagement cohérent, dans la solidarité, l'écologie, dans le lien intergénérationnel, dans le rapport aux outils numériques. Des personnes qu'on connaît personnellement, à qui on peut faire rencontrer des gens un peu perdus. C'est en rencontrant ces gens-là que le sens va revenir.

Débat

TABLE DES QUESTIONS¹ : *Dans Révolution fraternelle, le cri des pauvres², vous évoquez le cri de la démocratie. Pour vous, où se situe la blessure de la démocratie ? Dans Fratelli Tutti, le pape dit que « les rêves se construisent ensemble ». Quel serait votre rêve le plus fou pour reconstruire notre démocratie ?*

VÉRONIQUE FAYET : La grande faille béante de la démocratie, c'est de ne pas écouter les plus fragiles, les plus pauvres, les plus âgés, qui n'existent plus dans l'espace

¹ Arnaud Broustet et Pierre-Yves Le Priol, administrateurs des Semaines sociales de France, relayaient les questions des participants.

² Indigène, 2019.

public. Quand on réfléchit à un revenu minimum pour les jeunes, leur demande-t-on leur avis ? Va-t-on discuter avec eux ? Non, cela se décide dans une stratosphère, une technocratie qui n'entend plus la parole des plus petits. Ce qui compte dans la démocratie, c'est de prendre la parole. Le grand débat qui a eu lieu après les Gilets jaunes a été organisé de telle sorte qu'une personne modeste, fragile ne pouvait pas y participer. Le Secours catholique a organisé près de 300 débats d'une grande richesse, que nous avons transcrits et transmis. Des gens très modestes ont des choses à dire sur la frugalité subie, la sobriété. Les associations essaient d'être les porte-parole des plus fragiles, mais le mieux est qu'ils soient eux-mêmes autour de la table.

Mon rêve le plus fou serait de faire ensemble cette révolution fraternelle. Il faut renverser la table, changer profondément la façon dont le monde fonctionne, car notre planète est saccagée, les inégalités augmentent, mais il faut le faire tous ensemble et avec la contribution de chacun.

– *Certains semainiers ont découvert qu'Internet polluait. Ils avaient l'impression d'être vertueux en participant à cette session en ligne, mais, même en visio, nous polluons. Que faut-il faire ?*

ÉRIC SALOBIR : Toute action humaine a forcément une conséquence sur l'environnement. Il faut se demander ce que ça consomme, ce que ça apporte et à qui. Nous devons avoir un rapport juste à cette technologie, tout en étant informés de son coût. Je me suis intéressé aux mouvements des Frugal Tech, des technologies frugales. Si un Indien me demande quel est le produit le plus nouveau entre un réfrigérateur avec un écran qui scanne les produits entrants et sortants et un réfrigérateur sans électricité, c'est évidemment ce dernier, car même s'il ne rafraîchit que de quelques degrés, il permet de conserver de la nourriture. Comment apprendre à faire cohabiter les deux ? Le rejet de la technologie ne se produira pas, la preuve aujourd'hui avec cette session en ligne. Ceux qui ont manifesté avec Greta Thunberg ont fait des vidéos sur leur téléphone portable et les ont mis sur les réseaux. Ils donnent d'une main et reprennent de l'autre. Il faut apprendre à être responsable et à réfléchir à l'utilisation des technologies, mais ne pas les rejeter, car elles peuvent aussi faire partie de la solution. J'ai vu qu'en Amérique latine, on utilisait les *big data*¹ pour dire à des agriculteurs où planter, comment arroser et finalement augmenter le rendement de terres pauvres. Un Brésilien qui venait d'une région pauvre m'a raconté qu'il avait fait des études aux USA, et que sa technologie, il la vendait aux USA et la donnait au Brésil. Il a trouvé un écosystème cohérent, une façon de gérer pour pouvoir donner plus.

ISABELLE DE GAULMYN : Existe-t-il des organismes pour orienter les gens ?

¹ Les *big data* ou mégadonnées désignent l'ensemble des données numériques (textes, photos, vidéos, etc.) produites par l'utilisation des nouvelles technologies à des fins personnelles ou professionnelles.

ÉRIC SALOBIR : Dans le cadre du plan de relance, il est prévu la formation de milliers de formateurs des citoyens pour réduire la fracture numérique. Je m'intéresse aux mouvements qui gravitent autour de l'*open source*¹, qui permettent que les logiciels soient gratuits, ouverts, partageables, téléchargeables. Il y a beaucoup à faire pour le promouvoir et en bénéficier. C'est un peu comme toutes ces aides auxquelles on n'a pas recours parce qu'on ne sait pas qu'elles existent.

– Dans quelle mesure le dialogue interreligieux pourrait-il faire avancer ces révolutions fraternelles, technologiques et écologiques ?

DOMINIQUE LANG : Avant la Cop 21 en 2015, les sociétés civiles luttaien t depuis 20 ans dans ces grandes rencontres internationales, cherchaient un accord politique et revenaient chaque fois dépitées parce qu'elles n'aboutissaient pas. Malgré les efforts des grandes associations, des ONG, dès qu'il s'agissait de signer, on revenait en arrière. Un des déclics a été une prise de conscience, notamment dans la société civile, sans oublier les grands acteurs de la spiritualité qui sont des réseaux incroyables. Nous avons dépassé les clivages anciens et sommes allés à la rencontre des grandes traditions. Dans ces rencontres avec le monde musulman, bouddhiste, hindouiste, chrétien, la figure du pape François est sortie comme une des voix les plus fortes, avec le patriarche Bartolomé et d'autres. Ils se sont réunis lors d'un grand sommet à New York quelques mois avant la Cop 21. Et on a abouti à une signature.

Le dialogue continue avec le processus œcuménique (protestant, catholique, orthodoxe) qui s'est poursuivi, après la signature de la COP 21, avec la mobilisation des églises à Paris et en Seine-Saint-Denis. Ils se sont dit qu'ils ne pouvaient pas s'arrêter là et le chantier écologique est un des plus beaux lieux de l'œcuménisme des années à venir. Un des signes est le label « église verte », outil modeste qui a ses limites, mais qui est pédagogiquement intéressant : après trois ans d'engagement, nous en sommes à 500 paroisses. La prochaine étape est celle des congrégations et des grands mouvements chrétiens.

VÉRONIQUE FAYET : Le Secours islamique est surtout engagé à l'étranger. Ponctuellement, il y a sans doute des collaborations sur le terrain, mais nous sommes plutôt dans le fait d'agir ensemble. Dans les personnes qui viennent nous voir, il y a des non croyants, des gens loin de l'Église, des musulmans. C'est cette action ensemble qui est facteur de paix. Les jeunes ont soif de parler ensemble, de prier côte à côte, de comprendre les religions, de mieux se connaître et de faire des choses ensemble. J'ai le souvenir d'une jeune femme musulmane qui s'est engagée chez nous comme bénévole pour montrer à ses enfants, à sa communauté, à son quartier qu'il est bon de travailler ensemble, de se mettre ensemble au service des plus fragiles.

¹ L'*open source*, ou code source ouvert, ou encore logiciel libre, est une méthode d'ingénierie logicielle qui consiste à développer un logiciel, ou des composants logiciels, et de laisser en libre accès le code source produit.

Nous allons ensemble dans les « voyages de l'espérance », à Lourdes ou dans d'autres sanctuaires. Autour de l'Évangile du bon samaritain ou de la tempête apaisée, quelle que soit la religion, tout le monde a quelque chose à dire et à partager. Entendre les migrants qui ont traversé la Méditerranée méditer sur la tempête apaisée a été un moment exceptionnel.

– Dominique Lang a pointé le fait que les catholiques se défient beaucoup des écologistes purs et durs, qui seraient des gauchistes, libertaires, anti-chrétiens, indifférents à la chose religieuse. Nos participants ont un chemin à faire pour consentir à travailler avec « ces gens-là ». Comment faites-vous pour travailler avec des personnes qui n'ont pas la même vision de la transcendance ? Vous vous affichez ou vous faites profil bas ? Comment collaborer avec eux ?

DOMINIQUE LANG : J'ai été invité à participer à un colloque de faucheurs d'OGM, militants écologistes engagés qui se rencontrent une fois par an. Ils avaient invité une philosophe et moi-même pour parler de *Laudato si'*. L'un d'entre eux s'est levé en disant qu'il n'était pas venu là pour écouter un curé venir lui faire la leçon. J'ai répondu que je comprenais, mais qu'il était possible d'évoluer. Il ne faut pas avoir peur du conflit. On a été trop habitués à penser qu'être catholique, c'est être gentil. C'est une hérésie, car être chrétien, c'est travailler pour la justice, et la justice se passe dans le conflit et demande de rencontrer des gens avec lesquels on n'est pas d'accord. Si je ne parle qu'avec des gens avec lesquels je suis d'accord, il ne faut pas s'étonner que nos églises se vident, parce que le consensus mou n'appelle rien. Cela conforte des communautés qui sont bien entre elles et qui découragent ceux qui les rejoignent parce qu'ils arrivent avec des questions nouvelles. Refuser les questions nouvelles, avoir peur du socialiste gauchiste, c'est ne pas avoir confiance dans la foi qui nous anime. On est dans la pâte humaine, ces hommes et femmes sont des frères et des sœurs. On nous fait assez de reproches sur nos propres contradictions et scandales pour ne pas faire la leçon à d'autres, les traiter d'amish ou de khmers verts. On dit qui on est, mais on s'intéresse à la vérité de l'autre. Il ne faut pas avoir peur des idées des autres. Quand on parle de Jésus comme sauveur du monde, ce n'est pas plus simple que quand un écologiste parle de sauver la planète. Alors qu'on utilise le même mot de salut.

– Comment se défaire de ces nouvelles idoles, comment désacraliser la technologie, comme nous y invitait Jacques Ellul ?

ÉRIC SALOBIR : La pensée magique ou chamanique ne quitte jamais l'humain qui l'investit dans tout ce qui l'entoure. L'histoire du veau d'or nous en dit quelque chose. La technologie est un bon outil, mais un mauvais maître. On pourrait vivre dans un monde où on se laisserait bercer par la technologie, perspective effrayante. Comment accepter de s'en dépendre, de reprendre le pouvoir ? Être un chrétien, un humain, c'est être debout, position de pouvoir, mais moins confortable que la

Une société à reconstruire, engageons-nous !

position allongée. Je crains la flemme, un laisser-aller mou. C'est là que doit porter le principal effort de formation, pour accepter d'utiliser cet outil quand on en a besoin et de savoir l'éteindre, pour être libre de son choix tout en gardant en main la barre de sa propre vie.

Fil rouge théologique - 2

AGNES VON KIRCHBACH

Le sous-titre de cette session est : « Engageons-nous » et non pas « Évaluons-nous ». L'évaluation peut entraîner un sentiment de culpabilité. Quand on est coupable, on demande pardon et on peut recommencer, alors que le sentiment de culpabilité produit une paralysie épouvantable. Nous voulons trop souvent savoir si notre engagement va porter un fruit, l'évaluer immédiatement et en connaître le résultat. Cette avidité est une sorte de maladie de la maîtrise immédiate. Cette tentative de vouloir maîtriser les savoirs est nommée dans la Bible dès les premiers chapitres de la Genèse. D'ailleurs cette tentative s'avère être une tentation. Le besoin de résultat, ce désir de vouloir désigner nous-mêmes l'utilité ou l'inutilité dernière de ce que nous faisons, ne doit pas être notre premier souci, sinon, il nous paralyse. Il suffit de regarder les tympans de nos cathédrales à travers l'Europe, ils ne parlent pas d'évaluation dernière, mais de jugement dernier. La parole finale prononcée sur nos vies et nos efforts ne vient pas de notre auto-évaluation, mais de Dieu lui-même.

Les thématiques des Semaines sociales offrent une sortie des non-dits et indiquent clairement des problématiques rarement discutées largement, telles que la pauvreté, la technologie ou l'écologie. Ces questions concernent-elles la foi ? Certains pourraient penser que non. Mais j'aimerais bien rappeler un texte biblique qui raconte que des parents amènent leurs jeunes enfants à Jésus. Les disciples s'offusquent et veulent renvoyer les gens. Ils ne se sentent pas concernés et estiment que leur maître doit s'occuper d'autre chose. Mais Jésus n'est pas d'accord avec cette décision « ecclésiastique ». Les questions, même les plus récentes, impactent notre manière de croire, nécessitent de créer un lien entre le Christ et sa manière d'être présent à notre monde et notre manière de déposer nos questions sur la table du Christ. C'est un travail théologique que de chercher ces résonances dont la première est celle de la reconnaissance, de la gratitude. Sommes-nous capables de devenir davantage eucharistiques ? Je ne pense pas à la célébration sacramentelle à laquelle nous sommes habitués dans nos communautés chrétiennes, mais à cette attitude fondamentale de savoir analyser et dire merci. La reconnaissance devient alors comme une modalité d'être au monde. Elle reconnaît dans ce qui est humble et inachevé une marque qui nous vient d'un Autre ; elle permet de nommer le présent et de le goûter comme des arrhes. Nous pouvons apprendre aux jeunes générations la reconnaissance et les encourager à goûter à ce qu'ils ont pu faire comme effort, à l'apprécier, à rendre grâce et à avancer ainsi. L'hospitalité du Christ est double : il se laisse inviter et il s'invite lui-même. Nous ne devons pas craindre les questions inédites ni la modestie dans nos engagements.

GRÉGOIRE CATTÀ

Dans le 1^{er} paragraphe de *Fratelli Tutti*, le pape nous invite à écouter St François d'Assise, qui a cette belle expression, « une vie au goût de l'Évangile », c'est-à-dire la fraternité. En quoi l'Évangile peut-il nous donner le goût de nous engager ? Quelle attitude allons-nous déployer pour nous engager ? L'hospitalité caractérise l'attitude du Christ, aux deux sens du terme, celui qui accueille et celui qui est accueilli. On retrouve cette dimension dans Matthieu 25 : « Ce que vous avez fait aux plus petits d'entre les miens, c'est à moi que vous l'avez fait. » Cette attitude d'hospitalité va donc très loin pour nous chrétiens. Elle nous rappelle que l'enjeu est bien celui d'une rencontre du Christ, d'une communion plus grande avec Dieu et avec nos frères et sœurs humains.

Ce « goût de l'Évangile » nous rappelle aussi que les pauvres, les plus fragiles, les exclus jouent un rôle particulier. Dans la tradition de la doctrine sociale de l'Église, on parle de l'option préférentielle pour les pauvres. Reprenons le paragraphe 198 d'*Evangelii Gaudium* qui insiste sur un des aspects de cette option. Le pape dit : « Je désire une Église pauvre pour les pauvres. » Puis il rappelle des mots de Benoît XVI qui reprennent la 2^e Lettre aux Corinthiens : « L'option préférentielle pour les pauvres est implicite dans la foi christologique en ce Dieu qui s'est fait pauvre pour nous, pour nous enrichir de sa pauvreté.¹ (cf. 2Co 8,9) » Avoir une attention particulière pour les plus pauvres, les plus fragiles, les exclus, c'est entrer dans la démarche de Dieu avec son peuple et de Jésus dans ses rencontres. Puis, le pape ajoute quelque chose de plus. Il souligne que les pauvres ont beaucoup à nous enseigner : « Il est nécessaire que nous nous laissions évangéliser par eux », « Nous sommes appelés à découvrir le Christ en eux ». Comme le soulignait Véronique Fayet, l'enjeu que la voix des plus pauvres soit entendue est aussi un enjeu de foi.

Enfin, pour changer le monde, le chemin « au goût de l'Évangile » qui nous est proposé est celui de la compassion, de se laisser toucher, pas simplement au niveau de l'intelligence, mais aussi du cœur.

¹ Benoît XVI, *Discours d'ouverture de la 5^e Conférence de l'épiscopat latino-américain et des Caraïbes*, Aparecida, 13 mai 2007, No. 3.

Fil rouge théologique - 3

GRÉGOIRE CATTÀ

Dans l'évangile de ce dimanche¹, nous entendons Jésus nous inviter à veiller : « Prenez garde, restez éveillés, car vous ne savez pas quand sera le moment » et, ensuite, « Ce que je vous dis là, je le dis à tous : veillez ». Pour nous chrétiens, ce terme de veiller est lié à celui de prier. Souvenons-nous qu'à Gethsémani, au soir de sa passion, Jésus va aussi inviter ses disciples à veiller et prier avec lui. Quand nous prions, nous adressons au Seigneur nos prières, nos louanges, nos actions de grâce et cela peut devenir une dynamique de veille sur ce qu'est le monde. Nous portons le monde dans nos prières. À l'inverse, prier nous aide aussi à être attentifs à ce qui se passe dans le monde. Prier, c'est veiller, et veiller, c'est prier. C'est être attentif à la présence de Dieu dans le monde, à ce qui germe, et c'est aussi se laisser déplacer par le cri des pauvres et le cri de la terre, comme le dit le pape François dans *Laudato si'* (cf. LS 49).

Veiller est quelque chose que l'on fait individuellement, mais aussi en tant que communauté. Dans *Fratelli Tutti*, le pape utilise le terme veiller ainsi : « Une société humaine et fraternelle est capable de veiller de manière efficace et stable à ce que chacun soit accompagné au cours de sa vie (FT 110). [...] Chaque société doit veiller à ce que les valeurs soient transmises (FT 113). [...] En tant que communauté, nous sommes appelés à veiller à ce que chaque personne vive dans la dignité et ait des opportunités appropriées pour son développement intégral (FT 118). »

Veiller sur les plus fragiles ne peut se faire qu'ensemble, en se laissant interpeller les uns les autres. Nous avons besoin de l'attention des autres. C'est bien la dynamique de ce que nous vivons pendant ces journées où, réunis, nous rassemblons ce que nous apportons et ce que les autres apportent. L'Évangile nous rappelle que Dieu vient nous sauver, mais qu'il ne s'agit pas d'un salut individuel, que nous sommes sauvés ensemble en tant que communauté.

Dans l'évangile d'aujourd'hui est racontée cette petite parabole : « C'est comme un homme parti en voyage : en quittant sa maison, il a donné tout pouvoir à ses serviteurs, fixé à chacun son travail, et demandé au portier de veiller. » Quelque chose est confié. À nous aussi, il nous est confié quelque chose : un monde dont nous sommes appelés à prendre soin. Il nous est confié d'œuvrer à la construction du Royaume, qui est joie, justice et paix. Il nous est confié une société à reconstruire. Demandons-nous quelle est cette chose sur laquelle nous devons veiller, cette chose qui nous est confiée. À nous d'agir, c'est notre responsabilité !

¹ Évangile selon saint Marc 13,33-37.

AGNES VON KIRCHBACH

Le texte biblique de ce dimanche ouvre de multiples pistes de réflexion. Un récit au début de la Bible parle de la vigilance : « Suis-je le gardien de mon frère ? » L'un n'arrive pas à être dans son humanité car il refuse d'avoir un frère, de se comporter comme un frère. La violence qu'il utilise aboutit à se créer un monde sans frère, sans fraternité.

À notre tour, il nous arrive de nous calfeutrer loin des autres. C'est cette posture-là qui est visée par le texte. Ce que nous dit la parabole, c'est de veiller non pas à fermer la porte, mais de la garder ouverte dans la confiance. Nous avons parfois l'impression que le maître dont il est question quitte la maison parce qu'il en a assez, que c'est trop compliqué ; nous craignons qu'il nous abandonne. Mais le texte dit très clairement que le maître de maison reviendra et qu'alors il faut lui ouvrir. C'est sa maison et non pas notre maison. Notre monde appartient à quelqu'un qui se porte garant d'une qualité de vie à laquelle il invite celles et ceux qui, à leur tour, veillent au bien-être des autres. Nous sommes missionnés à la fraternité, au bien-être. Il s'agit de veiller à ce qu'il y ait une bonne ambiance dans la famille, dans le monde. Les Semaines sociales sont un rendez-vous pour déterminer où améliorer l'ambiance et pour s'encourager à y participer. C'est stimulant de se dire qu'on fait partie d'un monde où la confiance règne. Une autorité est donnée. Étymologiquement, ce mot signifie mettre à la disposition d'autrui tout ce dont on dispose pour lui permettre de grandir. La mission reçue est de veiller à ce que l'autre reçoive de notre part tout ce qui est possible pour grandir. Nous pouvons attraper la balle lancée par les lanceurs d'alerte pour la faire atterrir et permettre que se concrétise un changement dans tel ou tel domaine. Chacun(e) peut répondre à la question : « Que puis-je apporter pour aider à ce que grandissent celles et ceux qui sont autour de moi, individuellement, structurellement, ecclésiastiquement et mondialement parlant ? » Une telle croissance concerne la justice, la liberté, la dignité, l'accès aux ressources élémentaires, bref à tout ce que le pape François mentionne dans son encyclique *Fratelli Tutti*.

Je terminerai avec la deuxième lecture de ce dimanche où Paul ose dire : « Puisque vous êtes dans la veille, dans l'attente, vous avez reçu tous les dons de la grâce. » L'argumentation est curieuse. Habituellement, quand nous avons reçu tout, nous n'attendons plus rien. Or Paul dit le contraire : ce qui manifeste que vous avez reçu tous les dons de la grâce, c'est que vous êtes capable de veiller. Grâce à ce que nous avons reçu, nous sommes capables d'aller vers cet accomplissement que nous croyons en Christ. Cet accomplissement dépasse les conditions de notre monde. Il n'est pas pleinement sensible ou tangible dans les conditions de l'espace et de la temporalité. Il y a quelque chose à recevoir pour avancer vers un ailleurs. Le temps de l'Avent n'est pas le cycle qui nous ramène aux mêmes fêtes religieuses, mais le temps vers l'inconnaissable où l'on ne voit pas clair. Heureusement qu'il existe comme des petites lumières venant des lanceurs d'alerte, de nos propres analyses,

du temps que nous prenons pour nous demander où nous voulons aller en regardant vers le Christ. Le temps de l'Avent est là pour que les petites innovations aménagent la maison commune autrement que ce que nous avons trouvé à notre arrivée. Le salut vient à travers celui ou celle qui a une autorité, une confiance pour veiller à l'ouverture dans cette maison commune. Celui ou celle qui saura inventer, avec les personnes confiées à son autorité, quelque chose qui prendra le visage d'une paix, d'une justice, d'une joie différentes de celles que nous avons aujourd'hui, ressemble alors à ce collaborateur, cette collaboratrice fidèle dont parle la parabole.

La mission des politiques pour refaire société en France

MARIE-GUITE DUFAY

FRANÇOIS GARAY

ALICE LE MOAL

MARIE-GUITE DUFAY¹

Depuis 25 ans, les questions d'inégalités et d'exclusion nous frappent à la figure de plus en plus fort. Notre société est fragmentée, faite d'une multitude d'îlots, générationnels, culturels, géographiques, qui ne s'écoulent pas, alors que partout éclosent des initiatives de solidarité, autour de l'écologie, par exemple, bien souvent associatives. Sans cet engagement collectif, le tissu social explose.

Les compétences des collectivités

La région paraît loin pour les citoyens. Les collectivités ont des compétences qui leur sont attribuées par la loi et doivent faire avec ces compétences. La solidarité, par exemple, relève du département. Que peut faire la région dans ce domaine ? Je vais donner quelques exemples pour situer comment l'action politique peut jouer.

Concernant les fractures sur le marché du travail, il y a ceux qui s'en sortent ou non, ceux qui en sont exclus ou non, ceux qui sont broyés par la mondialisation et ceux qui en profitent, ceux qui sont protégés ou exposés. La région a une compétence importante en matière de formation. Celle-ci peut dépasser l'amélioration de la qualification. La Bourgogne-Franche-Comté est une grande région industrielle, où l'emploi a été percuté par les vagues de délocalisation, mais il est encore là, on peut

¹ Marie-Guite Dufay est présidente de la Région Bourgogne Franche-Comté.

le fortifier si on veille à travailler les bonnes compétences, à expérimenter, à mieux protéger les hommes et les femmes.

Au sortir de la guerre, on a mis en place la Sécurité sociale. On pourrait instaurer une sécurité sociale professionnelle. Lors de la crise de 2008, les entreprises se sont retrouvées du jour au lendemain sans carnet de commande. Grâce à une coopération région-partenaires sociaux-État, nous avons lancé un système expérimental où 15 000 salariés, tout en restant dans leur entreprise, ont bénéficié de l'équivalent de leur salaire et se sont formés pendant le gros de la crise. Quand l'entreprise a repris son rythme, elle a bénéficié de leurs nouvelles compétences. Je me souviens avoir vu des salariés les larmes aux yeux, car ils avaient découvert la liberté qu'apporte la formation.

Nous apportons aussi notre soutien à l'Économie sociale et solidaire sur deux secteurs capitaux : l'insertion et l'aide à domicile. Les entreprises d'insertion par l'activité économique sont portées la plupart du temps par des associations qui ont un postulat : personne n'est inemployable. Sans bénévoles, ces entreprises ne fonctionneraient pas. On n'a pas trouvé mieux pour remettre au travail des personnes qui en sont très loin. Le secteur de l'aide à domicile, absolument essentiel, est mal considéré, mal rémunéré, c'est un scandale public. Les associations qui s'en chargent sont financées par les départements, l'Assurance maladie, les caisses de retraite et nous sommes la seule région à mettre en place un financement complémentaire. Compte tenu du service public que rendent les associations, les pouvoirs publics devraient être plus présents.

La fracture territoriale

C'est quelque chose que nous ressentons très fort. Nous sommes une région industrielle mais aussi très rurale, et nous percevons ce sentiment d'abandon des populations, que ce soit le cas ou non. On peut constater que les commerces disparaissent, que les médecins sont en nombre insuffisant, qu'il y a un problème de transport. Chacun se sent prisonnier. La question des transports et des mobilités est primordiale. Le mouvement des Gilets jaunes est parti de là, car, quand on habite en milieu rural, c'est souvent difficile de rejoindre la ville, les commerces, le travail. Nous avons mis en place un ticket-mobilité pour les salariés, sur le modèle du chèque-restaurant. La loi permet aux employeurs de prendre en charge une partie des frais pour les transports en commun, ce qui exclut nombre d'habitants des campagnes. Nous avons négocié avec les chefs d'entreprise pour aider les salariés contraints de prendre leur voiture parce qu'il n'y a pas de transport en commun là où ils habitent. Ce ticket mobilité est financé pour moitié par la région et pour moitié par l'entreprise.

Sentiment d'abandon, réalité d'abandon ? Je ne sais pas. On voit que la fracture numérique est en train de se résorber. Je pense que, dans le monde de demain, les

territoires ruraux auront largement leur place parce qu'on aura redécouvert la qualité de vie, l'harmonie, la paix, à condition que les services soient accessibles. C'est aussi dans ces territoires que je vois des maires se livrer à des expérimentations, des mesures innovantes dans les domaines de la solidarité, de l'écologie, qui parviennent à faire des communes autonomes en énergie, qui mettent en place des circuits courts de producteurs locaux. Il y a de l'innovation partout, ne désespérons pas des campagnes !

Dans notre région se situe la commune la plus froide de France, Mouthe, dans le Doubs. Dans cette commune, il y a eu une mobilisation à 100 % des habitants pour accueillir, il y a cinq ans, une famille très nombreuse de migrants irakiens. Au bout de cinq ans, l'intégration est totale. De solidarité en solidarité, ils ont trouvé logement, véhicule, appris le français et trouvé du travail au bout du compte. Il ne faut pas désespérer, il y a trop de morosité dans l'air aujourd'hui, les témoignages sont trop souvent négatifs.

La fracture sociale

L'écologie n'est pas une fracture, c'est une priorité. Nous devons tout faire pour que la France contribue à la réduction des gaz à effet de serre. Mais si l'on n'y prend pas garde, si les plus précaires ne sont pas associés, si l'on prend des mesures inaccessibles à une frange de la population, nous pouvons aboutir à une fracture sociale. En région, nous sommes très mobilisés sur la résorption des passoires thermiques, l'isolation des logements, en coopération étroite avec les communes. Nous avons mis en place un service public qui s'adresse d'abord aux plus modestes pour qu'ils soient non seulement conseillés, mais aidés dans les travaux, pour leur apporter une aide en trésorerie, ce qui leur évite de négocier des prêts relais avec les banques. Tout ceci se fait en lien avec l'économie.

Le principe de coopération est mis à mal par la difficulté de plus en plus prégnante de débattre sereinement, d'accepter les arguments de l'autre, quand des sujets anodins deviennent des sujets de fracture. Dans nos actes quotidiens, il est difficile de parler sereinement d'alimentation locale, d'évolution du modèle paysan, sans s'affronter. Il faut revenir à un principe de bienveillance et non de méfiance.

La fracture entre citoyens et responsables politiques

La fracture des fractures, le plus difficile dans ma charge, c'est de sentir la méfiance envers l'action publique. On me demande parfois ce qu'on fait dans ce « bastringue ». C'est oublier que la politique, c'est le souci de l'intérêt général et non la somme des intérêts particuliers. Nous devons nous mobiliser pour créer des espaces où les citoyens puissent dialoguer avec les dirigeants politiques. Nous avons mis en place dans notre région des conventions citoyennes et, à l'issue de ces travaux, les citoyens nous ont remerciés et se sont sentis entendus. La tâche politique est difficile parce que la méfiance est difficile à supporter.

FRANÇOIS GARAY¹

Je suis natif des Mureaux. C'est une ville de provocateurs, d'excellence, de contradictions, très liée à l'aéronautique et marquée par l'implantation de Renault-Flins en 1954, quand la ville est passée de 6 000 à 32 000 résidents. Nous avons vécu ces 50 dernières années tout ce qui a été vécu en France. Dans les années 70, nous n'avions pas de problème, Renault avait 22 000 salariés contre 3 500 aujourd'hui. Quand les cités ont été construites, c'était un mieux social. Beaucoup de gens venaient de province, puis de la main-d'oeuvre est arrivée d'Europe, d'ex-Yougoslavie puis du Maroc ou d'Afrique. Tout cela a été vécu les uns avec les autres sans qu'on se rende compte qu'ils allaient faire un parcours de vie. Dans les années 70, ceux qui arrivaient avaient 20-30 ans, mais on ne s'est pas posé la question de savoir quelles seraient les évolutions et comment nous pourrions vivre tous ensemble. Nous n'avons pas perçu, vers 1974, que nous avions mis de côté tout ce qui faisait les valeurs de notre pays.

Le changement des temps d'âge

Nous avons 36 000 communes en France, c'est le plus petit maillon du pays. Nous sommes dans une république laïque qui accorde la liberté de croire ou non, dans le respect les uns des autres. Mais comment appliquer les mots liberté, égalité, fraternité ? Normalement, on a une unité, par rapport à un drapeau, une identité, par rapport à un pays. Dans les années 70, tous les temps d'âge ont été changés. Auparavant, c'était la règle de 7 : 0-7 ans, 7-14 ans, 14-21 ans. La majorité est passée de 21 à 18 ans, sans que quelque chose vienne signifier le changement d'âge, comment on passe de l'adolescence à l'adulthood. L'école, obligatoire de 6 à 16 ans, est passée de 3 à 16 ans. Si l'on considère que le temps de l'école obligatoire représente 850 h par an, alors que nous sommes en vie 24/24 h et 7 800 h par an et debout entre 4 000 et 6 000 h, on constate que, pour les 6-16 ans, le temps d'école ne représente que 12 % du temps.

L'ensemble des structures va constituer un parcours de vie : la famille, le milieu associatif, les pratiques religieuses. Quand on a changé les temps d'âge, on a supprimé tout ce qui était parcours initiatique, alors que toutes les religions en proposent. Aujourd'hui, à 16 ans, les droits changent. À 18 ans, on devient adulte et citoyen électeur majeur. Comment construit-on ce parcours de 0 à 18 ans en lui donnant des tops ? Nous avons mis en place un conseil municipal des jeunes, élu par l'ensemble des élèves des écoles primaires publiques et privées. Nous avons travaillé à un passeport citoyen pour ceux qui avaient 18 ans. Il y a un ensemble d'éléments à construire.

Nos priorités : éducation, éthique, autonomie, activité

Nous devons travailler sur 4 termes : ÉÉAA. É comme éducation, considérée sur l'ensemble de sa vie, car elle ne s'arrête pas au temps de l'école, même à 80-90 ans ;

¹ François Garay est maire des Mureaux.

É comme éthique (et non la morale que je laisse à d'autres), notion forte pour notre république laïque de respect des autres ; A comme autonomie, avec les outils qui le permettent, y compris les notions d'indépendance, d'éducation, d'épanouissement personnel ; A comme activité.

L'autonomie ne va pas sans activité. Comment suis-je capable de donner de l'activité à chacun pour qu'il puisse être autonome ? Dans les années 50, on était très attaché à l'éducation populaire (centres de vacances, scouts ou autres organismes) qui permettait de se former en dehors du temps de l'école et qui a été progressivement abandonnée. Mais cela revient.

Aux Mureaux, où nous avons des quartiers paupérisés, des personnes en inactivité, je ne parle pas d'insertion, mais de mise en activité. On a créé des structures pour compter les demandeurs d'emploi, mais on n'a pas tenté la mise en activité réelle. Beaucoup de jeunes veulent faire de l'apprentissage. Il y a en France 36 000 communes et 50 à 60 000 structures autour de l'État ; si chacune prend 3 apprentis, cela fait 200 000 postes. Je demande souvent aux élus qui viennent chez nous : combien avez-vous d'apprentis ? Nous sommes responsables vis-à-vis de la jeunesse. Auparavant, ceux qui quittaient l'école à 14 ans pouvaient entrer immédiatement dans le monde de l'activité. Ce dernier n'est plus ni agile, ni souple. De crainte de perdre du temps avec une génération qui pourrait éventuellement nous remplacer ? On a fait des lois sur la formation professionnelle, mais elles n'ont pas toujours été utilisées pour mettre le pied à l'étrier à des jeunes. Ce serait intéressant de compter, par entreprise, le nombre de salariés de moins de 18 ans, de 21 ans et d'étudier leur parcours.

Nous avons la chance, aux Mureaux, d'avoir HEC, « Hautes études communales » des Mureaux. Notre résultat au TOEIC (Test of English For International Communication) ne dépasse pas 850, mais ce test n'est pas accessible si l'on est peintre ou plombier. C'est pour cette raison que je veux créer une école de langues. Il s'agit d'une mutation culturelle et nous devons tous nous prendre la main. Un des habitants des Mureaux est responsable de salles de spectacle en France. Pour lui, le changement, c'est qu'il sait quel est le groupe ou la tribu qui va venir à tel ou tel spectacle. Aujourd'hui, on se tribalise. La France est un pays cloisonné, dans tous les domaines, comme on peut l'observer avec les notions de rural et d'urbain. J'ai participé à des réunions sur les Gilets jaunes, mais aux Mureaux, nous n'avons pas eu de problème de Gilets jaunes, car le ressenti n'était pas le même. On se gargarise du télétravail, mais il est fait pour les cols blancs, pas pour les cols bleus. Pourquoi pensez-vous que nous avons eu 12 visites de présidents de la République, 88 visites de ministres, 1 conseil interministériel, 2 visites de commissaires européens ? Parce que nous sommes une ville à solutions. Nous ne sommes pas dans le négativisme, mais dans la construction d'une unité, dans le décloisonnement. Pour nous, la prévention, la dissuasion, la répression, la sanction et l'après-sanction font un tout, et

pas uniquement en matière de délinquance. Nous devons retrouver une identité initiatique par rapport à notre pays.

ALICE LE MOAL¹

Nous constatons et sentons tous le phénomène d'îlot, très bien décrit par Jérôme Fourquet dans son ouvrage *L'Archipel français*². Il parle de lignes de faille éducative, géographique, sociale, générationnelle, idéologique, ethno-culturelle, soit les fractures entre les riches et les pauvres, les jeunes et les personnes âgées, les LGBT, les urbains et les ruraux, les diplômés et ceux en échec scolaire. Nous sommes, nous élus, à la croisée de tous ces mondes qui vivent des vies parallèles, parfois au sein d'un même quartier, au service de tous ces gens-là. Jérôme Fourquet écrit : « Tout se passe comme si une partie des élites avait d'ores et déjà fait une croix sur des pans entiers de l'archipel, des possessions peu attractives et peuplées par une population aux mœurs et aux modes de vie d'un autre temps. Ces villes populaires ressentent ce dédain et cette morgue. » La désaffection des gens pour les politiques est en partie due à ce sentiment de mépris à leur égard. Nous, élus, « ne nous engageons jamais que dans des combats discutables et sur des causes imparfaites », pour reprendre les mots d'Emmanuel Mounier, développant l'idée que nous mettons les mains dans le cambouis. Nous nous engageons pour des causes imparfaites, car nous sommes habités par des convictions, tout en sachant que le contexte est difficile. Nous sommes des citoyens comme les autres. Quelle attitude, quelle posture devons-nous avoir ?

Considération, humilité, accessibilité, sens du collectif

On dit qu'il faut aimer les gens pour faire de la politique. Que signifie « aimer les gens » appliqué à la vie politique ? Vous avez évoqué la violence dans les réseaux sociaux, par exemple. La politique est un monde difficile, certes, et parfois ingrat, mais je voudrais rappeler l'importance du respect du pluralisme, des convictions des uns et des autres. En politique, il faut faire preuve de pragmatisme, accepter que les idées peuvent être bonnes d'où qu'elles viennent, éviter les polémiques inutiles souvent nourries jusqu'à la nausée sans faire avancer le débat.

Nous devons avoir de la considération envers nos citoyens, les écouter, les regarder. Je pense à cette phrase de Bernadette à Lourdes en parlant de la Vierge Marie : « Elle m'a regardée comme une personne. » Il nous faut accepter de nous tromper, faire preuve d'humilité, reconnaître que le politique ne peut pas tout, toujours. Mais nous devons activer tous les leviers à notre disposition pour faire avancer des situations, trouver des solutions. Une partie de notre plus-value dans les territoires est de pouvoir expérimenter des solutions qui viennent d'en bas et non des plus hautes sphères de

¹ Alice Le Moal est maire-adjoint de Clichy la Garenne, conseillère départementale des Hauts-de-Seine.

² Seuil, 2019.

l'État. Nous devons aussi utiliser un langage simple, éviter les termes trop techniques, ne pas nous perdre dans des concepts incompréhensibles qui éloignent l'action publique des gens, au risque de nous décrédibiliser. Il est important d'être attentif au caractère collectif des responsabilités. En politique, nous avons bien sûr notre agenda personnel, mais nous sommes entourés d'équipes. Nous devons travailler la dynamique d'équipe, car c'est ensemble que nous pouvons résoudre des problèmes.

Comme le disait Grégoire Catta : « Nous devons transformer nos relations interpersonnelles avant de transformer les structures. » C'est un exercice de longue haleine, de tous les jours, qui demande de l'effort et de l'exigence.

L'abstention

Les chiffres de l'abstention montrent que les citoyens ne savent pas trop à quoi servent les élections départementales ou régionales, ne savent pas ce que cela va changer. Quand nous sommes élus avec un score faible, nous nous interrogeons sur notre représentativité, nous avons un devoir d'humilité. Il nous faut activer des leviers pour combattre l'abstention. Lors des campagnes électorales, nous livrons parfois des images déplorables, alors même que nous avons des projets et des bilans à défendre, des choses positives à mettre en avant. Nous pourrions réfléchir à la façon d'interagir avec nos adversaires. Nous constatons l'émergence d'électeurs-consommateurs, qui attendraient de nous de cocher une liste d'actions, mais nous ne sommes pas qu'un guichet de résultats, même s'ils sont nécessaires pour être réélus. Comment inclure plus et mieux les publics dans les politiques qui les concernent, que ce soit les jeunes, les personnes âgées ou les personnes précarisées ? Cette préoccupation devient sensible dans l'agenda des politiques. Elle fait évoluer nos manières de travailler, nous permet d'avoir des résultats plus pertinents. Comment mettons-nous les pauvres au cœur de notre boussole, les personnes les plus précaires au cœur de nos réflexions dans l'élaboration des politiques publiques ?

La prévention

En général, nous agissons trop souvent en aval et pas assez en amont, dans le soutien à la parentalité, par exemple, ou dans le secteur de la petite enfance. Dans le domaine de l'Aide sociale à l'enfance, par exemple, comment être plus pertinent collectivement en amont pour ne pas trouver à leur majorité des jeunes fracassés qu'il faut récupérer ? Comment nous, élus locaux, sommes-nous facilitateurs de lien entre les entreprises, les jeunes, les associations, les particuliers qui veulent prendre leur part dans une saine émulation ?

Je voudrais citer un homme qui m'a beaucoup inspirée, Giorgio La Pira, maire de Florence dans les années 50-60, dont la devise était *spes contra spem*, espérer contre toute espérance, et qui disait : « L'espérance est un risque à courir. Mais est-ce que par peur de perdre la semence, le semeur s'abstient de semer ? » Nous, hommes et femmes politiques, dans un contexte difficile, comment garder l'espérance ?

FRANÇOIS GARAY : Les campagnes électorales durent entre 3 et 6 mois. Quand on vote pour un programme, on pense qu'il va être appliqué immédiatement. La notion de temps a changé : on est passé du temps-réflexion au temps-réflexe où tout le monde attend une mise en place immédiate.

MARIE-GUITE DUFAY : Normalement, quand on s'engage dans l'action, c'est pour donner de l'espoir aux gens. Il faut être modeste, car un politique ne sait pas tout, loin de là. Je reprendrai les mots d'Albert Camus qui parlait de « courage de la nuance », l'ambition de la modestie, c'est quelque chose que je ressens très fort. On nous défie, on nous somme d'être aux différents rendez-vous, mais nous ne sommes pas des *deus ex machina*.

Débat

TABLE DES QUESTIONS¹ : *Vous parlez de résistance aux mesures centralisées et d'un besoin d'ancrage dans un territoire. Comment conciliez-vous dans votre action ces deux aspects en apparence contradictoires : faire société, être unis et en même temps s'ancrer dans un réel local ?*

FRANÇOIS GARAY : Nous sommes élus par un certain nombre de citoyens, mais nous les représentons tous, c'est la démocratie représentative. Comment évaluer l'impact des décisions politiques que nous prenons sur l'ensemble des citoyens ? Comment les ressentent-ils et les vivent-ils ? J'introduirais l'idée de démocratie « implicative », c'est-à-dire comment associer les habitants pour définir un indice du bonheur.

MARIE-GUITE DUFAY : En Bourgogne-Franche-Comté, la coopération des paysans date du Moyen Âge, avec les fruitières à comté. Le comté est un des meilleurs fromages de France, non seulement parce qu'il est bon au goût, mais parce que, derrière la saveur du comté, il y a une filière suffisamment organisée pour que chacun, du producteur au distributeur en passant par l'affineur, s'y retrouve et reçoive des revenus corrects. Ils se sont organisés en coopérative pour partager le fruit de la valeur ajoutée, tout le monde étant à égalité du producteur au distributeur. Ce qui est rare dans une agriculture qui se meurt aujourd'hui de ne pas trouver un modèle économique qui lui permette de vivre.

J'intègre cette notion de coopération avec tous ceux qui auraient leur mot à dire, car on ne peut pas faire de politique en chambre. Notons que c'est plus difficile pour une région que pour une commune d'être en contact direct avec la population. À la région, nous travaillons avec des corps intermédiaires, des organismes de formation, des associations d'environnement, des chefs d'entreprise. En coopérant, la

¹ Anne-Sophie de Quercize et Éric Wendling, administrateurs des Semaines sociales de France, relayaient les questions des participants.

mesure qu'on avait imaginée pourra être amendée et aboutira peut-être à quelque chose d'autre.

ALICE LE MOAL : À propos de décentralisation, j'ai été frappée par une forme de paradoxe : d'un côté, les collectivités attendent beaucoup de l'État et, de l'autre, quand l'État en fait trop, on lui demande de se retirer un peu et de laisser plus de liberté aux territoires. Un certain nombre de solutions vont venir des territoires et ce qui est valable en Bretagne n'est pas forcément adaptable à la banlieue marseillaise ou à Bordeaux. Cette tension est toujours là, entre un État central tenté de vouloir régir et contrôler un certain nombre de politiques publiques et le besoin d'une certaine autonomie des territoires. C'est visible dans des politiques décentralisées, par exemple au niveau des départements. Chaque département gère parfois de façon différente tel ou tel dispositif ; la tentation de l'État est de tout faire remonter pour tout uniformiser. Il faut faire confiance à des territoires qui savent ce qui leur convient.

FRANÇOIS GARAY : Je crois que la pandémie a remis le pouvoir aux fonctionnaires de l'État, en nous oubliant à un moment donné. Nous, élus, sommes sur le terrain et devons veiller à ne pas redonner tout pouvoir à l'État.

MARIE-GUITE DUFAY : Dans notre pays, nous ne croyons pas à la décentralisation, nous restons très jacobins. Nous avons pu observer la différence d'appréhension de la crise sanitaire chez nous et en Allemagne dont le système plus décentralisé a permis une plus grande responsabilisation des pouvoirs locaux et des habitants.

FRANÇOIS GARAY : Il était plus facile de créer ou d'avoir une initiative dans les années 70. Aujourd'hui, on est d'emblée mis face aux contraintes dès que l'on veut se lancer dans un projet.

– Beaucoup partagent leur expérience de dialogue. Quelles initiatives locales pourraient favoriser le dialogue ? Comment les élus peuvent-ils les aider à durer et à fructifier ?

FRANÇOIS GARAY : Le milieu associatif est coparticipant avec la commune. Mais ce n'est pas à nous de décider pour eux. La commune leur donne tous les moyens à disposition pour qu'ils puissent réaliser les actions qu'ils mènent. Sur le plan financier, il faut éviter de freiner leur élan avec des demandes de dossier, des cahiers des charges, etc. Une fois la confiance établie, nous utilisons des fonds d'anticipation et nous évaluons par la suite le résultat de l'action menée. Il ne faut pas juger l'action a priori, mais, au contraire, déclencher cette action. Par exemple, il y a trois jours, une association nous a proposé de développer un jardin sur une halle de supermarché. Nous avons travaillé ensemble et trouvé des financements grâce au dispositif « quartiers fertiles ». Mais c'est à eux d'être maîtres d'ouvrage.

ALICE LE MOAL : On évoque plus spontanément des initiatives de solidarité. Effectivement, le secteur associatif est très mobilisé et organise en ce moment des collectes

de livres, de jouets, de nourriture. Nous sommes là pour faciliter et rendre visibles les initiatives de solidarité. Nous mettons à disposition des lieux pour que tout se déroule dans les meilleures conditions. En revanche, des initiatives de dialogue, au sens strict, des arènes de débat local, sont plus rares. Au moment du grand débat national, nous avons organisé des débats locaux. C'était intéressant de prendre des temps de débat où se rencontrent des personnes qui ne sont pas forcément d'accord. Mais ces rencontres n'ont pas perduré. Nous souffrons de la culture du clash, sur les réseaux sociaux locaux, par exemple, alors qu'il faudrait établir des ponts de dialogue.

MARIE-GUITE DUFAY : Depuis 7-8 ans, nous mettons régulièrement en place des conventions citoyennes, avec des citoyens tirés au sort (avec représentativité par âge, secteur professionnel, géographique). Ils se retrouvent un ou deux jours sur un thème précis. Nous leur apportons des éléments de connaissance du thème, en entrant dans la complexité des sujets, et leur demandons de rédiger un avis qui nous engage, nous la collectivité. C'est un exercice lourd, mais le résultat est spectaculaire, j'ai vu des étincelles dans les yeux des gens. Certains ont ainsi découvert ce qu'était être citoyen.

Nous avons mis en place un réseau, les POTES, Pionniers ordinaires de la transition énergétique, des gens comme vous et moi qui peuvent témoigner de l'intérêt de monter telle organisation de chaufferie solidaire, telle économie productive locale, et qui sont des ambassadeurs de la question écologique, qui inventent le monde à leur échelle et sensibilisent les autres. Ils sont issus de ces conventions citoyennes, qu'il faudrait multiplier.

– Les chrétiens ont besoin d'une recherche de sens qui rejoigne leur recherche spirituelle. Les politiques semblent très gestionnaires. Avez-vous des exemples concrets qui incluent cette recherche de sens dans l'action ?

ALICE LE MOAL : La politique n'est pas un métier, c'est une fonction qu'on exerce, un mandat qui nous est confié sur un temps précis. Giorgio La Pira affirmait : « Si les politiques ne prennent pas le temps de méditer, alors ils ne sont que de simples gestionnaires. La vraie vie est celle de ceux qui savent rêver aux idéaux les plus élevés et savent ensuite traduire dans la réalité du temps les choses entrevues dans la splendeur des idées. » On nous taxe parfois de naïfs, mais c'est important d'avoir des idéaux très forts, de prendre le temps de lire, de méditer, de s'extraire du quotidien avant d'agir.

FRANÇOIS GARAY : Nous ne sommes pas que des gestionnaires. Nous prenons beaucoup de temps sur notre vie personnelle et nous ne gagnons pas des millions. Les maires des petites communes doivent s'occuper de tout. Nous sommes aussi des gens d'engagement et de conviction.

MARIE-GUITE DUFAY : Quand nous nous fixons pour objectif une sécurité sociale professionnelle, nous sommes plus dans l'utopie que dans la gestion. N'est-ce pas

utopique que de vouloir protéger chacun dans son emploi ? Nous devons néanmoins poser des actes, être obstinés. Les entreprises en difficulté sont aujourd'hui aidées par l'État via le chômage partiel pour garder leurs salariés et les former pendant le temps de la crise sanitaire. Ce que nous avons donc inventé il y a dix ans est en train d'être repris nationalement. Nous devons nous fixer des objectifs pour aller vers du mieux, du plus pour nos concitoyens. Ce qui n'empêche pas d'avoir aussi les mains dans la gestion et le cambouis. Notre travail consiste à pousser l'administration avec laquelle nous travaillons à nous aider à accoucher de mesures qui vont dans le sens souhaité.

Quel rôle des religions pour refaire société ?

PAULINE BEBE

RACHID BENZINE

MGR ÉRIC DE MOULINS-BEAUFORT

PHILIPPINE DE SAINT-PIERRE¹ : Vous ne parlez pas du même point de vue institutionnel, mais vous avez un intérêt commun pour le service du frère. L'engagement religieux est-il aussi au service du bien commun ? Peut-il unir plus qu'il ne divise ? Qu'attendez-vous des croyants ?

PAULINE BEBE²

Dans la question même qui est posée, on oppose les religions à la science et aux autres parties de la société, de même que le croire au savoir. Michel Serres disait : « Les théories scientifiques se succèdent, mais les mythes ont la vie dure³ » et s'interrogeait à la fin de sa vie sur la pérennité de ces histoires, qui ne sont pas forcément des vérités scientifiques, mais qui animent l'esprit humain. Avec la pandémie, nous vivons l'urgence et, dans l'urgence, il faut décider vite et répondre à des injonctions contradictoires. Nous assistons à une déresponsabilisation des individus et même des groupes que nous constituons en tant que représentants religieux. Il n'y a pas d'un côté la religion et de l'autre la société, nous faisons société tous ensemble.

Écrire ensemble l'histoire

En termes d'étymologie, il est bon de revenir aux langues qui portent les religions. Pour le judaïsme, c'est l'hébreu, la langue de la Bible avant qu'elle ne soit traduite

¹ Philippine de Saint-Pierre est directrice générale de KTO.

² Pauline Bebe est rabbin de la communauté juive libérale Île-de-France.

³ *Relire le relié*, éd. Le Pommier, 2019.

dans d'autres langues. Le mot société, *hevra* vient du mot *haver*, l'ami, donc en fait un nœud. Il y a de bons et de mauvais nœuds, ceux qu'on n'arrive pas à défaire, et des nœuds très forts qui permettent d'établir la relation avec l'autre. Le mot rédaction vient de la même racine, *hibour*, comme si, entre amis, il fallait tisser une histoire ensemble provenant de fils différents. Nous avons tous des croyances ou des non-croyances. Ce n'est pas si simple dans le judaïsme, puisque le mot que l'on traduit par croyance, *emouna*, c'est plutôt la confiance. Nous venons d'horizons différents et pourtant nous devons écrire ensemble cette histoire. Cela s'est fait dans le passé, peut-être le tissu est-il aujourd'hui ajouré. Reprenons ce fil de l'Écriture ensemble. Un midrash (Genèse Rabba), une histoire rabbinique, se pose la question suivante : pourquoi raconte-t-on dans la Bible que l'humanité a été créée à partir d'un seul couple ? C'est, bien entendu, un mythe anthropologique. Au I^{er} siècle de notre ère, les rabbins répondaient que nous avons été créés à partir d'Adam et Ève, un seul couple, pour que personne ne puisse se réclamer de telle ou telle origine, et donc se sentir supérieur. On trouve dans ces textes une forme de sagesse. De même que l'on fabrique une monnaie à partir d'un même moule, Adam et Ève sont le moule à partir duquel nous avons été créés et nous sommes pourtant tous différents. Il est difficile de concevoir que nous pouvons être tous mêmes et différents et que nous devons dialoguer grâce à cette différence.

Place à la délicatesse et au respect de la pluralité

La crise sanitaire a généré une forme de brutalité de la société. Les religions ou les pensées spirituelles peuvent réintroduire de la délicatesse. Malgré le travail remarquable des soignants, l'urgence a entraîné une forme de déshumanisation, on a parfois traité le malade comme un objet plus que comme une personne. J'ai accompagné au cimetière une femme de 90 ans qui venait enterrer son fils mort du Covid. Elle se déplaçait avec un déambulateur et voulait aller aux toilettes, qui étaient fermées en raison de la pandémie. Elle a dû s'éloigner entre les tombes. Cette image m'a fait penser que l'humanité a été oubliée. On peut tenir l'urgence d'un côté et respecter l'humain de l'autre, et cela n'a pas toujours été le cas.

À l'époque biblique – que je ne souhaite pas retrouver pour autant – il y avait ces discussions et ces dialogues entre le pouvoir politique et le pouvoir prophétique, on savait se consulter. Nous avons chacun des spécialités, mais les mouvements spirituels que nous représentons ont une certaine sagesse, une pérennité. Nous avons un rôle à jouer pour réinstaurer une forme de dialogue, réintroduire la capacité de faire face à une pluralité d'opinions. Nous avons eu le sentiment d'être gouvernés par la science, censée détenir la vérité. Or, nous constatons que les scientifiques n'ont pas tous la même opinion. Il y a une pluralité dans la capacité d'analyser le réel – ce que sait la physique quantique. Mais le public est perdu face à cette pluralité d'opinions scientifiques.

Dans le judaïsme, les personnages d'Hillel et Shammaï, maîtres du 1^{er} siècle de notre ère, se chamaillaient. Le Talmud dit à leur propos que « celle-ci et celle-là sont les paroles du Dieu vivant » (Eruvin). C'est-à-dire que le pluralisme peut exister à l'intérieur de nos religions et dans la société. Le pluralisme et la diversité d'opinion, c'est l'envers du fondamentalisme, du despotisme, c'est la capacité de remettre en question. Nous avons des progrès à faire en France sur la possibilité de dire qu'on peut faire une erreur, de remettre en question une décision qui n'est pas la bonne, la réajuster, la réorienter pour être plus juste.

L'essentiel : spiritualité et solidarité

On nous a dit qu'on n'allait garder que l'essentiel. On connaît ce verset du Deutéronome : « L'être humain ne vit pas seulement de pain » (Deutéronome repris par Matthieu). La spiritualité et l'être ensemble participent à la santé. Être en bonne santé, c'est aussi être capable de se voir, de dialoguer, de se découvrir. Même s'il est nécessaire de prendre des précautions sanitaires, l'autre ne doit pas être perçu comme un danger. Un peu d'humain s'est délité avec cette crise. Avec le masque, les visages se détournent au lieu de s'offrir les uns aux autres. Nous avons besoin de nous rassembler pour réfléchir, méditer, retrouver une forme d'émotion. N'avons-nous pas été happés par une société de consommation ? Allumer une bougie ne produit pas une forme d'économie, mais apporte une luminosité.

Nous devons réapprendre à être solidaires. En hébreu, le mot être humain, *umaish*, signifie être avec, être ensemble. Une histoire talmudique raconte que rabbi Simon bar Yohaï dû s'enfermer dans une cave pendant douze ans avec son fils pour fuir la persécution romaine. Lorsqu'il est sorti de cette cave, il a regardé ce qui se passait autour de lui et il a vu les paysans. Son regard a brûlé les champs, et il a dit : « Ces paysans ne sont pas dans le spirituel, mais dans le matériel. » Une voix divine lui a répondu : « Retourne dans ta cave, c'est un lieu d'isolement où l'on médite, mais où on n'est pas avec l'autre. » Son regard méprisant détruisait la réalité concrète. Emmanuel Levinas écrit : « Après vous, c'est la formule de politesse qui est la plus belle définition de notre civilisation. » Cet « après vous », il faut le remettre au goût du jour dans la relation à l'autre, une relation qui élève l'autre au lieu de l'abaisser.

RACHID BENZINE¹

Il est important de ne pas réduire les êtres humains uniquement à l'appartenance religieuse, car cette réduction entraîne un processus de déshumanisation, on a vu ce que cela pouvait donner dans l'histoire. Cette réduction de l'être humain uniquement à son appartenance religieuse fait écho à cette archipélisation de la société, mais aussi à des imaginaires et des représentations. L'*homo islamicus* n'existe pas. Nous sommes avant tout des citoyens. Nous, citoyens, en tant que croyants, avons

¹ Rachid Benzine est islamologue, politologue et enseignant franco-marocain..

des représentations de nous-mêmes, de notre histoire, de notre tradition, mais aussi des autres. Comment interroger ces représentations ? Nous savons à quel point il est difficile de les faire bouger. Seuls l'amitié et l'amour le peuvent, car l'être humain développe alors une humilité au changement. Nous construisons notre identité à travers une tradition dont nous méconnaissions parfois l'histoire et nous construisons notre relation à l'autre à travers les représentations médiatiques que nous voyons. Tant que nous n'aurons pas travaillé sur les imaginaires et le rôle des représentations, ce sera difficile de cheminer ensemble, d'autant plus que c'est un héritage de l'histoire, une histoire conflictuelle, mais aussi de dialogue. Nous ne sommes pas neutres, nous sommes parlés avant de prendre la parole, d'où notre subjectivité.

Désarmer la religion

Qu'est-ce que le religieux ? Comment fonctionne-t-il ? Quand vous croyez, cela a des implications psychologiques, sociologiques et politiques. Certaines manières de croire peuvent devenir liberticides. Quand vous essentialisez l'autre, le dénigrez, l'humiliez et développez le ressentiment, ce peut être explosif. D'où la nécessité que le religieux fasse un travail critique. Seule la critique sauve le religieux d'une menace qui le guette souvent, à savoir l'idolâtrie – d'un texte, d'une divinité, d'une représentation. N'oublions pas le lien fort entre l'idée du sacré et de la violence. René Girard l'a montré, l'excès de sacralisation amène à la violence. Le travail du religieux est aussi de désarmer les religions, dans leur prétention à dire leur vérité à l'ensemble des citoyens, de l'imposer et de ne pas se rendre compte que l'énoncé du religieux n'est que l'un parmi d'autres. Le propre d'une religion, comme le disait le rabbin Gilles Bernheim, est de donner à réfléchir au croyant et au non-croyant. Le religieux est aujourd'hui dans une tentation identitaire qui finit par se refermer dans quelque chose qui relève du fondamentalisme.

Développer le pôle éthique des religions

Une religion repose sur trois pôles : un pôle éthique, que le religieux ne développe pas suffisamment ; un pôle cognitif, car une religion est un ensemble de textes, de traditions, d'interprétations. Pour l'Islam, c'est quatorze siècles d'histoire. Nous avons affaire à une inculture religieuse et à des analphabètes sur le plan religieux, à des politiques qui ne comprennent pas comment il fonctionne. Le religieux est quelque part l'impensé de notre société et, en évacuant la culture religieuse, on se prive d'un certain nombre de sources qui peuvent être utiles à la société et aux croyants. Quand on est prêtre, imam ou rabbin, comment développer un discours de la responsabilité, ne pas enfermer les gens dans leur souffrance, dans leur ressentiment ? Nous avons suffisamment de ressources à travers les figures prophétiques pour aider les gens à se relever.

Il faut veiller à avoir des institutions qui n'humilient pas, car l'humiliation est la privation de la parole de l'autre et prépare les violences de demain. Notre société

ne fait pas suffisamment attention au sentiment d'humiliation, justement parce qu'il est subjectif, qu'il n'entre pas dans des cases. Il faut l'entendre pour que des entrepreneurs ne se saisissent pas de ce sentiment d'humiliation pour amener les jeunes à passer à l'acte.

Le troisième pôle est le pôle identitaire qui, sur le plan religieux, passe, dans un certain nombre de courants de l'islam, par l'alimentaire et le vestimentaire. Quand le religieux est réduit à sa dimension identitaire, il y a un appauvrissement. Ce qui prime, c'est comment ce religieux va donner à penser, à donner de la confiance et à susciter le questionnement de la société. Le contraire de la connaissance n'est pas l'ignorance, mais la certitude et vous avez des certitudes qui tuent. Si le religieux propose un chemin, c'est un chemin d'expérience où on ne sait jamais précisément où l'on va. Dans la prière musulmane apparaît l'idée : « C'est toi que nous adorons, que nous sollicitons, guide-nous vers la voie droite. » Car vous n'êtes jamais sûr de savoir si vous êtes sur la bonne voie. Le religieux doit faire attention à clarifier les concepts qu'il utilise car certains peuvent devenir problématiques dans la société.

Espérer en Dieu pour ne pas désespérer des croyants

Nous sommes autour de cette table sur ces religions de la parole, et le principe de la parole, c'est de la confiance dans les mots. Le travail des croyants est non seulement de rejoindre les autres où ils sont, mais aussi de ne pas désespérer de cette société et de ne pas la condamner. Car, quand vous condamnez la société, vous condamnez le présent et le passé, puisque vous ne tenez pas compte des promesses tenues dans le passé. Là c'est le croyant qui parle : « Il faut espérer en Dieu pour ne pas désespérer des croyants. » Alors que le religieux est capable de proposer le meilleur, certaines expressions du religieux peuvent faire honte. Si nos sociétés se méfient du religieux, ce n'est pas simplement une question de méconnaissance, mais parce que les expressions religieuses présentes dans l'espace public ne sont pas à la hauteur des messages qu'elles portent.

MGR ÉRIC DE MOULINS-BEAUFORT¹

Je voudrais d'abord mettre en cause la thématique même. Est-ce l'objet des religions que de reconstruire la société ? Je ferai une réponse en deux temps.

En société pour toujours

Les religions sont faites pour unir, les hommes et Dieu, les morts et les vivants, les hommes entre eux, mais on pourrait contester que la foi chrétienne s'occupe de cela. Elle introduit un facteur différenciant. Jésus a des paroles très dures sur le fait qu'il est venu non pas pour apporter la paix sur la terre, mais la guerre, qu'on s'opposera,

¹ Mgr Éric de Moulins-Beaufort est archevêque de Reims et président de la Conférence des évêques de France.

les enfants contre les parents, la mère contre la belle-fille, et inversement. Son souci premier n'est pas de venir renforcer la société, car la société juive de son temps était très cohérente. Sa mission est d'affirmer que chaque être humain est en relation personnelle avec Dieu et de proposer, grâce la filiation qu'Il offre, une relation encore plus forte que dans le judaïsme. Dans l'histoire de l'humanité, le christianisme a apporté une idée nouvelle, celle que la relation à Dieu est autre chose que l'appartenance à un État, à une culture, à une ethnie, et qu'elle relève de la liberté à l'intérieur de chacun. Par ailleurs, la foi chrétienne rejoint aussi le mouvement profond des religions pour aider à reconstruire cette société humaine sur une base plus forte. L'espérance qu'elle nous ouvre, c'est que les hommes sont faits pour une société éternelle, pour être en société pour toujours, pas seulement pendant notre temps de passage sur terre, c'est que nous sommes faits pour vivre en communion avec tous les hommes. Le projet du Dieu créateur est bien de travailler l'histoire de l'humanité pour rassembler tous les hommes, du plus humble au plus glorieux, du plus intelligent au moins intelligent, de celui qui aura le plus contribué à l'histoire à ceux à l'apport plus modeste. C'est la visée, mais cette visée ne renforce pas immédiatement chaque société humaine dans ses particularités, dans ce qui la différencie des autres.

En venant renforcer notre liberté, en l'orientant vers la charité, vers l'amour du prochain, la foi dans le Christ nous invite à venir servir notre société, non pas parce que ces sociétés sont particularisées, mais parce que, par-delà ce que nous pouvons vivre en elles ou à travers ce que nos sociétés nous permettent comme liens sociaux, nous pouvons vivre concrètement l'amour du prochain.

Le pape Jean-Paul II avait suggéré, dans un discours prononcé à Cuba, que la liberté religieuse renforçait l'unité nationale. Alors que notre expérience quotidienne est l'inverse. En France, on se dit que s'il n'y avait que des chrétiens, tout irait mieux, tous catholiques ou tous contre, que si tout le monde avait les mêmes représentations, ce serait plus simple. Nous vivons dans un monde où d'autres religions, notamment l'islam, apportent des représentations très différentes, moins faciles à comprendre et à intégrer que le judaïsme. L'affirmation de Jean-Paul II est un peu contre-intuitive, mais il faut la prendre au sérieux.

Nous pensons que s'il n'y avait pas trop de migrants ou pas du tout, les choses seraient plus simples à vivre et à régler pour faire une société plus cohérente. L'afflux de gens venus de l'extérieur vient bouleverser nos équilibres. Nous avons du mal à accepter la parole répétée des papes Jean-Paul II, Benoît XVI et François à ce sujet.

Enrichir la trame du tissu social

L'enjeu est de ne pas idolâtrer la société comme un ensemble cohérent. Il faut accepter que vivent, dans un même espace politique et social, des personnes qui ont des représentations très différentes. L'originalité de notre époque est de vouloir les

faire vivre à égalité de droits, ce qui n'a jamais vraiment existé – il y a toujours eu des dominants et des dominés. Faire vivre tout le monde à égalité de droits est un défi de notre société et il faut nous en réjouir. Nous, chrétiens, pouvons apporter notre conviction que nous sommes tous faits pour une communion éternelle. Ce que nous devons travailler en nous est notre capacité à aimer notre prochain et à reconnaître l'autre comme un prochain. Par-delà les rapports sociaux, qui ont leur justesse et leur dureté, nous devons introduire de l'attention, de la bienveillance, du pardon, de la patience, de l'espérance, choses que l'État ne peut pas produire par lui-même. Le risque est que nous sommes tellement conscients des règles établies, des précautions à prendre pour éviter les accidents, la contamination ou les procès que c'est un frein à l'initiative, avec la tentation de penser que c'est l'État bienveillant qui va tout organiser. Les religions nous invitent toutes à prendre soin les uns des autres et croire que nous avons un bien à nous faire qui dépasse beaucoup ce que l'État ou la société peut nous commander. Cette attitude viendra s'inscrire dans le tissu social, enrichir la trame de la tapisserie de nœuds, de dessins, de couleurs, dans un ensemble cohérent.

Les religions peuvent nous encourager à faire des actes, à vivre d'une certaine façon, à laisser passer l'autre devant nous, ce que personne ne verra, que la société ne gratifiera pas, qui n'apportera même pas la reconnaissance de nos voisins. Seul Dieu le voit, mais notre espérance est que cela Lui permet de faire aboutir son grand dessein de nous réunir tous. C'est en nous imprégnant de ces convictions que nous pouvons nourrir notre énergie, vivre en société, en espérant que nos sociétés préparent cette société éternelle que Dieu nous promet.

PAULINE BEBE : À priori, la volonté commune de construire la tour de Babel pourrait s'appréhender comme un projet formidable avec pour punition la dispersion des langues. En lisant le texte de près, nous constatons que la diversité des langues existait avant, et qu'ensuite les humains ont voulu construire une tour pour se faire un nom, pour être comme Dieu, et que Dieu les a dispersés. Les religions peuvent aider à penser un modèle de société. La tour de Babel est, selon André Neher, un univers concentrationnaire, où l'on voulait parler une seule langue avec des mots similaires. En fait, on ne peut pas parler d'une seule langue, la pluralité est une richesse et le mythe de l'uniformité, dangereux. Comme si tout le monde avait besoin de la même chose au même moment. C'est ainsi que l'Éducation nationale a été un peu pensée en France, avec l'idée qu'on est plus tranquille si tout le monde fait la même chose au même moment. Prenons l'image d'un tableau impressionniste, lorsqu'on le regarde de près, on voit des taches de couleurs différentes et c'est une œuvre d'art. Il en est de même pour la diversité humaine. Une histoire rabbinique raconte que, quand Dieu a créé l'être humain, il a pris un peu de terre de tous les coins du monde et de toutes les couleurs. On a tendance à prendre cette diversité pour un danger, à croire que s'il n'y a pas une pensée unique, le monde ne va pas tenir. On refuse le tâtonnement, les incertitudes et c'est là le vrai danger.

RACHID BENZINE : À ce propos, pour Paul Ricoeur, philosophe protestant pour qui les religions sont comme des langues, le « comme », c'est l'idée de la métaphore. Cela montre que les religions sont aussi des symboles, des métaphores, d'où la nécessité de comprendre que le langage religieux ne fonctionne pas comme le langage scientifique. Ce rapport à la vérité est important, il n'est pas mono, il est pluriel. Ne pas accepter cette diversité montre qu'on croit dans une vérité unique qu'on va essayer d'imposer. Le fait de dire que les religions sont comme des langues signifie que le christianisme est une langue, de même que le judaïsme en est une, que l'islam en est une, et qu'à l'intérieur de chaque langue se trouvent des langages différents, parce qu'il y a plusieurs courants. On pourrait apprendre les langues des uns et des autres en sachant qu'il y a de l'intraduisible. Il ne faut pas renoncer à cette idée de la traduction, car le principe d'une traduction, c'est qu'on n'en a jamais fini. Si on accepte cette idée de la langue et de sa pluralité, on doit accepter la diversité.

Ce qui manque à notre société, c'est de savoir où nous allons, une vision, une promesse que nous nous faisons les uns aux autres. C'est là qu'il y a un déficit et là que les religions peuvent participer à cette co-construction d'une vision commune. La plupart des discours prophétiques ont une vision, sinon, il n'y pas de mouvement, on fait du surplace ou on s'invente une vision fantasmée du passé, comme celle des fondamentalistes qui veulent revenir à ce qui se faisait avant. C'est une illusion et le religieux doit travailler sur cette critique de l'illusion.

MGR ÉRIC DE MOULINS-BEAUFORT : Je pense à ce verset du psaume 61 : « Dieu a dit une chose, deux choses que j'ai entendues. Ceci : que la force est à Dieu ; à toi, Seigneur, la grâce ! Et ceci : tu rends à chaque homme selon ce qu'il fait. » En fait, on n'entend jamais complètement ce que Dieu dit, on ne l'entend qu'à plusieurs. C'est pour cette raison qu'il y a plusieurs livres bibliques et quatre Évangiles. Les textes sacrés ne sont ni une encyclopédie, ni un traité de philosophie. J'apprécie votre intervention que la critique de la religion sauve la religion, ce qui me paraît important. Cela relève de notre responsabilité de la faire fonctionner, sous peine que les religions ne deviennent mortifères.

À propos de l'humilité et de l'humiliation, je pense au livre de Michel Zink, de l'Académie française, sur l'humilité au Moyen Âge¹. Il montre comment, dans les romans de chevalerie, l'humiliation, mais surtout l'accès à l'humilité, habite profondément l'âme médiévale. Il montre que c'est cette recherche de la juste humilité qui sous-tend la civilisation médiévale qui est chrétienne dans ce sens-là. Le projet de la tour de Babel est une absurdité, c'est le projet des totalitarismes.

¹ *L'humiliation, le Moyen Âge et nous*, Albin Michel, 2017.

Débat

TABLE DES QUESTIONS¹ : *Nous avons de nombreuses réactions sur l'inculture religieuse qui entraîne des peurs et des rejets. Quelles actions entreprendre pour y remédier ? L'enseignement du fait religieux à l'école est-il une réponse ? Quelles autres initiatives pourraient être proposées ?*

PAULINE BEBE : Effectivement, l'ignorance est la source de nombreuses exclusions. Il faut augmenter le savoir à tous les niveaux. L'enseignement du fait religieux n'a jamais pris, car les principaux acteurs ne sont pas formés pour cela et ont peur du sujet. C'est difficile, dans les écoles publiques, de parler du blasphème, de la liberté d'expression. Un enseignant du laïc peut difficilement répondre à la question du blasphème du point de vue du Coran, des Évangiles ou du judaïsme. Nous devrions combattre ensemble les fondamentalistes, nous donner la main, enseignants laïcs et religieux, pour donner des outils de réponse.

PHILIPPINE DE SAINT-PIERRE : Parler du sujet, n'est-ce pas déjà contraire à la laïcité ?

PAULINE BEBE : Ne pas parler du sujet, c'est laisser d'autres en parler. Il faut que le dialogue s'instaure. La laïcité doit prendre un tournant et nous devons nous entraider pour préparer nos arguments et ne pas laisser les fondamentalistes seuls y répondre. L'école doit jouer ce rôle de présentation et de critique de la religion. Nous pouvons faire notre autocritique. Un imam, un prêtre et un rabbin peuvent venir ensemble devant des élèves dire qu'ils sont contre la violence et que nos textes ne doivent pas être utilisés et détournés en faveur de la violence. Sinon, les écoles confessionnelles ayant des discours extrémistes vont se multiplier.

RACHID BENZINE : Je pense que la laïcité en France est une bénédiction pour les croyants et les non-croyants. C'est un bien commun qu'il nous faut conserver, mais il ne faudrait pas qu'elle devienne une religion civile avec ses dogmes. C'est une fille du siècle des Lumières et de la raison dont le principe est d'être une tradition toujours en cours qui doit prendre en compte l'évolution des sociétés. Or, nous avons de plus en plus de jeunes et de moins jeunes qui veulent parler du religieux. Où vont-ils trouver cet espace pour en parler ? L'école est, pour moi, le lieu de ce que Paul Ricœur appelle le conflit des interprétations, un lieu où l'on peut entrer dans cette idée de la pluralité. Des professeurs ont du mal avec ce sujet explosif, car le religieux relève de l'intime. Comment ensemble pouvons-nous aider l'école à avoir une approche profane du religieux, de la croyance religieuse ? Quand les jeunes voient que les professeurs sont capables de collaborer avec des universitaires ou des « fonctionnaires » du religieux, ils comprennent que la société est diverse. Chaque tradition religieuse doit pouvoir montrer sa pluralité. Le grand problème de la

¹ Anne-Sophie de Quercize et Éric Wendling relayaient les questions des participants.

culture religieuse, ou de l'inculture, c'est que la plupart des jeunes bricolent leur religion sur Internet. Il n'y a plus l'épaisseur traditionnelle de la transmission. Il nous faut développer des canaux culturels, parce que la culture se fait dans une communauté, même si cette notion est un peu épineuse en France. Comment se vit, à l'intérieur, cette question de la pluralité et du dialogue ?

Enfin, comment faire du travail interreligieux ? Pendant plusieurs années, avec l'association La vie nouvelle, nous avions une approche profane des textes religieux, que ce soit la Torah, les Évangiles ou le Coran. Des croyants et des non-croyants venaient et nous lisions les textes ensemble. Nous donnions des outils pour lire des textes religieux, qui sont aussi des textes littéraires. Les outils de la littérature permettent aussi de parler de ça. Pauline Bebe parlait des mythes qui sont fondamentaux notamment sur la question de la distinction entre la vérité et la réalité des faits. Le religieux a beaucoup d'outils à donner à la société à condition que la société accepte que le religieux peut contribuer à construction du lien.

MGR ÉRIC DE MOULINS-BEAUFORT : Sur le fond, je suis d'accord, mais avec des nuances. À propos du rapport à l'intime, si je dis que 2 et 2 font 4 ou que Napoléon a gagné la bataille d'Austerlitz, je ne dis rien de moi-même. Même si je suis professeur d'histoire et que je fais une approche critique de la société du XV^e siècle, je ne dis pas grand chose de moi-même. Si je dis « Dieu est amour », je dois pouvoir répondre à la question « est-ce que moi, j'aime ? » et je laisse mes interlocuteurs juger. C'est ce qui rend difficile les cours de catéchisme ou la catéchèse dans le cadre scolaire.

Il me semble que l'approche profane serait intéressante à développer, mais attention à ne pas faire prendre nos ancêtres pour des idiots qui croyaient réellement que le monde avait été créé en sept jours, comme il est raconté dans le Livre de la Genèse. Il y a des choses simples à dire qui devraient relever de la culture générale de base. On pourrait rêver que, dans un État laïc, l'école laisse des religieux parler aux jeunes, et pas uniquement pour recevoir un brevet de républicanisme. Mais nous vivons dans une société très moralisatrice, où l'on sait surtout ce qu'on n'a pas le droit de dire, mais pas très bien dans quels domaines on a le droit de penser. Dans l'hommage rendu à Samuel Paty, on a lu le texte de Jaurès, dans lequel il évoquait l'infini au cœur des enfants. J'aimerais savoir ce que l'école laïque prétend faire de l'infini au cœur des enfants. À l'époque de Jaurès, une grande partie de la société sous-traitait le sujet au catéchisme. Sommes-nous capables de dire qu'il y a un infini au cœur de l'être humain, que le jeune n'est pas qu'un futur professionnel, mais qu'il a aussi une destinée spirituelle ? Pourquoi l'école ne peut-elle rien en dire ? Pourquoi ne lit-on jamais des textes qui évoquent cela ?

– *Quelles priorités donneriez-vous pour l'engagement des croyants ? Y a-t-il de nouveaux défis à plus et mieux investir ? Y a-t-il des sujets sur lesquels les religions peuvent agir en commun ?*

MGR ÉRIC DE MOULINS-BEAUFORT : J'introduirais volontiers une thématique différente : combien de familles musulmanes connaissent des familles catholiques ou juives, et réciproquement ? On ne se connaît qu'à travers l'image de ce que notre culture médiatique véhicule et ce qu'on entend aux informations. Pour des raisons de stratification sociale et d'archipélisation, il y a beaucoup moins qu'à certaines époques de liens, de connaissance mutuelle, alors que les Français musulmans sont plus nombreux. D'un côté, certains chrétiens voient tous les musulmans comme des islamistes en puissance qui ne pensent qu'à les égorger, et, de l'autre, des familles musulmanes qui pensent que les Français sont tous des dépravés adeptes du libertinage. J'invite à créer de l'amitié, je me sens un peu dépourvu, mais j'aimerais susciter un mouvement de cet ordre. Le problème est que les quartiers vivent un peu en stratification. Il faut percer ces murs.

PAULINE BEBE : En créant le programme « Emouna-l'amphi des religions », il y a cinq ans, nous avons voulu précisément commencer par les leaders religieux. Nous pensions que si les pasteurs, imams, rabbins, prêtres se rencontraient sur les bancs de Sciences-po, ils créeraient des liens et agiraient ensemble sur le terrain. Lors d'une journée de ce programme consacré aux institutions sociales françaises, on explique à ces ministres du culte comment fonctionne la sécurité sociale et comment mener une œuvre sociale interreligieuse. Ces ministres du culte qui ont vécu une année ensemble, en faisant des projets collectifs, sont intervenus dans les hôpitaux, les prisons, certaines écoles. Ils ont compris que leur discours était bien plus fort, tout en affirmant leur différence, mais dans un bien commun qui est celui de la société.

C'est important qu'autour d'une soupe populaire se retrouvent des rabbins, des prêtres, des imams. Faire société, c'est cela aussi, on n'a pas besoin de multiplier les institutions à l'infini, il faut pouvoir nous occuper de ceux qui sont dans le besoin ensemble. À tous les niveaux, nous pouvons apprendre ensemble. Certains sujets nous concernent tous, notamment aider son prochain.

RACHID BENZINE : Il faudrait que les gens mangent davantage ensemble. Il y a quelque chose autour de la table qui peut rapprocher les gens, partager quelque chose pas seulement du religieux mais de la convivialité. J'ai grandi à Trappes, il y avait des prêtres ouvriers, des sœurs qui faisaient du soutien scolaire et mon approche critique des textes religieux musulmans est issue en très grande partie de ma fréquentation des prêtres et des pasteurs. Sur la théorie prophétique des textes religieux, un des premiers livres que j'ai lu à 15 ans est celui du théologien allemand Eugen Drewermann. La situation, la mixité le permettaient. Aujourd'hui, dans un certain nombre de quartiers, il y a un phénomène de ghettoïsation, la question de l'altérité n'est plus là et vous avez de plus en plus de gens en insécurité spirituelle. Pour aller vers l'autre, il faut avoir un soi, informé par une tradition, par l'histoire. On voit des gens qui sont à la recherche d'eux-mêmes, d'où cette crispation identitaire. Il faut

développer l'amitié. Quand mon meilleur ami, prêtre et parrain républicain de mon fils, vient à la maison, il est accueilli comme un membre de la famille. J'ai des liens d'amitié avec Delphine Horvilleur et bien d'autres. J'ai connu le christianisme en rencontrant des chrétiens, et le judaïsme en ayant des amis juifs. L'amitié est une question fondamentale.

PHILIPPINE DE SAINT-PIERRE : Le désir d'amitié ne se décrète pas. Comment susciter ce désir ?

RACHID BENZINE : Autour de la table, il faut montrer que c'est possible. Quand il y a des dialogues interreligieux, les gens sont là. C'est une question de récit : il y a des récits qui excluent, séparent, menacent. Quel récit est proposé à la société ?

MGR ÉRIC DE MOULINS-BEAUFORT : Dans les diocèses, nous essayons de nous connaître avec les rabbins et les imams, de nous réunir régulièrement, pour ne pas nous voir uniquement en situation de crise. Il faut intégrer dans ces rencontres des responsables, des diocésains, des associations, élargir le cercle de ceux qui se rencontrent et se connaissent. Si c'est juste le curé, le pasteur et le rabbin, on ne pas va pas bien loin, d'autant que nous catholiques n'avons pas de famille. Nous pourrions travailler de manière plus organisée ensemble, sur le sujet de la drogue, par exemple, qui est un vrai fléau. Nous pouvons aider les jeunes qui cherchent dans la drogue une dilatation de leur vie. Nous, nous espérons que dans notre relation à Dieu, nous vivons cette dilatation, cette expansion de notre existence qui est médiocre pour chacun.

PHILIPPINE DE SAINT-PIERRE : Faudrait-il inventer quelque chose pour expliquer la foi aux différents responsables politiques et administratifs du pays ?

PAULINE BEBE : La religion est souvent un sujet tabou, à ne pas aborder autour de la table. Il faudrait pouvoir en parler publiquement dans les lieux où les gens se rencontrent. Vous avez mentionné la question de l'intime, il y a un nœud dans cette histoire. Dans toutes nos religions, on dit qu'il n'y a pas de différence entre l'intime et le reste de notre vie. Le judaïsme s'occupe aussi des transactions commerciales, car il y a de l'éthique dans la transaction. C'est la fameuse histoire dans le Talmud où on se demande, quand une poule pond un œuf à cheval entre deux champs, à qui appartient l'œuf. C'est pour nous un sujet religieux. La séparation du religieux et du laïc nous est imposée. Elle est importante et compréhensible pour des questions historiques. En réalité, dans nos philosophies spirituelles, nous abordons tous les sujets de société. Il faudrait que nous puissions être entendus, tout en respectant la parole non-croyante ou laïque, mais que ces débats aient lieu.

– *Concernant le dialogue interreligieux, une partie des non-croyants voit les religions comme facteurs de division, y compris au sein des grandes familles religieuses, et pourtant nous nous reconnaissons comme frères. Comment en témoigner de manière concrète et visible ? Comment les représentants des religions peuvent-ils parler d'un monde souhaitable à construire ensemble ?*

RACHID BENZINE : Une société est traversée par le conflit, on ne peut pas l'éliminer. Ceux qui cherchent à l'éliminer le font souvent en imposant leur vérité et parfois de manière violente. Les croyants doivent accepter les conflits et l'idée de la pluralité. Au cœur de l'islam, il y a plusieurs courants et chacun prétend dire la vérité, comme s'il en existait une, seule et unique. Comment réguler l'interprétation à l'intérieur du religieux ? Vivre avec ce conflit, cette diversité, suppose un travail intérieur, sans lequel vous avez tendance à imposer cette vérité à l'extérieur. La diversité et la pluralité sont une bénédiction. Comment travailler la diversité pour un horizon qui est celui de l'unité ? Cette unité ne se réalisera pas dans ce monde, car cet horizon n'est qu'une vision, une promesse, mais ce doit être un horizon.

MGR ÉRIC DE MOULINS-BEAUFORT : Les croyants ne doivent pas se laisser piéger par les conflits internes. Le regard médiatique sur le corps des évêques en France insiste sur les différences, mais il y a une vraie communion entre nous, ce ne sont que des nuances. Nous, croyants, ce que dit très bien Rachid Benzine, devons accepter que l'absolue uniformité, c'est la mort. Notre foi en Dieu nous fait comprendre que l'unité est à venir. Je pense à un mot oublié, la concorde, qui suppose qu'on a dépassé les conflits, encore faut-il les avoir traversés. La Bible nous raconte des histoires de conflits qu'on essaie ou qu'on espère surmonter. C'est parce que nous sommes profondément unis que nous pouvons nous permettre d'être différents et de laisser les différences s'exprimer. Nous devrions cultiver cette attitude dans l'ensemble de nos relations sociales. Nous pouvons nourrir, avec la prière notamment, le fait de porter cela avec paix. On ne peut porter la paix et supporter ces différences que si l'on a une vie intérieure forte.

PAULINE BEBE : L'être humain se plaint de conflits et s'en nourrit à la fois. Les médias s'en nourrissent car la violence fait vendre. On recherche le conflit en prenant la société pour une arène. La violence est intrinsèque à l'être humain, qu'il soit religieux ou non, et on rejette la responsabilité sur les autres. Le conflit est néfaste s'il y a humiliation, mais la diversité peut créer une richesse incroyable pour autant qu'on puisse s'accorder sur un bien commun, avancer ensemble pour améliorer la société.

PHILIPPINE DE SAINT-PIERRE : Dans la crise que nous vivons, nous pourrions faire avancer l'idée que la spiritualité participe à la santé et doit être prise en considération dans la manière dont on gère les crises. Ce moment va-t-il finalement aider à entendre cela ?

PAULINE BEBE : Il faut espérer que nous, religieux, ne soyons pas traités de façon différente du reste de la société. On passe son temps à opposer entre eux les scientifiques, les religieux, les politiques, les prophétiques. Ces différentes composantes de la société doivent se donner la main pour aller vers le meilleur, pour lutter, par exemple, contre l'extrême pauvreté ou le fléau de la drogue. Certains sujets nous unissent plus qu'ils ne nous opposent.

RACHID BENZINE : La société est de plus en plus polarisée, avec des représentations qui ruinent le lien. On pense les choses de manière binaire alors que le monde est de plus en plus complexe. Nous devrions introduire cette notion de complexité chez les citoyens. Par ailleurs, nous avons une vision très verticale, catholique, des choses. Cette manière théologique de voir les choses est encore à l'œuvre dans les institutions. Le phénomène de sécularisation lui-même a repris les schèmes mentaux dans la manière dont le catholicisme s'est construit. La solution ne peut émerger que dans une co-construction, ce qui suppose une éthique de la responsabilisation, or, je n'ai pas l'impression que nous tendions vers cela. Le religieux dans le rapport au texte amène cette éthique de la responsabilité à dire « je ».

MGR ÉRIC DE MOULINS-BEAUFORT : Je suis d'accord sur le fond, mais avec des nuances. Il faut que l'État libéral accepte de laisser la société vivre et qu'il ne s'occupe pas de tout. Il faut que nous, citoyens, acceptions de porter notre fardeau et ne comptions pas uniquement sur les autres et sur l'État. Le problème français n'est pas celui du catholicisme, mais celui de la monarchie absolue qui s'est construite au ^{XVII}^e siècle comme une manière d'amener la paix après les conflits religieux entre catholiques et protestants – dans lesquels le catholicisme s'est laissé absorber parce qu'on ne lui a pas beaucoup laissé le choix. Notre problème est que la République est parfois un double de la monarchie absolue, déplacé sous un mode républicain. Nous devons sortir de cette mentalité de sujets d'une monarchie absolue. La pluralité des religions peut être un moteur, parce que nous vivons un monde où, à égalité de droits sociaux, nous avons des représentations différentes qu'il faudrait composer comme une tapisserie.

Fil rouge théologique - 4

AGNES VON KIRCHBACH

J'interviendrai en posant la question suivante : « Comment exercer le pouvoir ? » C'est un sujet que l'on trouve tout au long des deux parties de la Bible. À plusieurs reprises, nous voyons Jésus être interpellé par cette réalité. Il ne s'agit donc pas de prétendre n'avoir aucun pouvoir, mais de se laisser questionner sur la manière de l'exercer. À un certain moment, Jésus en parle de façon très symbolique. Il prend un enfant et le place au milieu des adultes. À cette époque, l'enfant ne représente pas le visage de l'innocence et de la pureté. Il ne vaut rien, il est juste bon à être instruit par une mère et plus tard par un rabbin. L'enfant est une non-personne. Jésus affirme qu'il faut prendre au sérieux chaque non-personne, car, contrairement aux normes sociales, aux yeux de Dieu, chaque être humain est une personne à part entière.

Mettre au centre de nos préoccupations un être humain marginalisé permet d'exercer le pouvoir d'une manière intelligente et intelligible, parce qu'on ne se prend pas soi-même comme modèle des savoirs et des pouvoirs. On se met en situation de dialogue et d'échange alors que les statuts diffèrent fortement.

Il y a une deuxième manière de répondre à la question de l'exercice du pouvoir. Les récits de Noël et de la résurrection donnent la parole et le statut de témoins à des personnes à qui la société de l'époque ne donne aucun crédit. Dans l'Évangile de Luc, ce sont les bergers auxquels s'adressent les anges pour qu'ils deviennent les porteurs d'une bonne nouvelle venant de Dieu. Or, un berger de ces temps-là est quelqu'un qui n'a aucun droit juridique devant les tribunaux, qui ne compte pas, un marginal, un *outcast*. Matthieu, lui, donne la parole aux étrangers, ce qui n'était pas beaucoup mieux à l'époque qu'aujourd'hui. Ce sont des gens qui ne savent rien, ne sont pas comme nous, pas de chez nous, comment les croire ? Dans les récits de la résurrection, les évangélistes donnent la parole à une autre catégorie de personnes à qui on n'accorde aucun crédit, les femmes. Les anges et le Ressuscité s'adressent d'abord à des femmes ; elles deviennent alors apôtres des apôtres.

Tous ces récits comportent un affirmation fondamentale : Dieu parle en lien avec des personnes qui, pour la société, ne comptent pas pour grand chose. C'est dans ces situations humaines coûteuses que nous pouvons déchiffrer quelle société Dieu nous invite à construire. De plus, disent les textes, si vous êtes capables d'écouter et de prendre au sérieux la situation des personnes marginalisées pour la changer, vous êtes capables aussi d'entendre la bonne nouvelle de Dieu.

Donc, le pouvoir, oui, mais pas n'importe comment. Il s'exerce d'abord dans l'écoute et la prise en compte des besoins de celles et ceux qui ont la voix très faible, sociologiquement, socialement, culturellement parlant. Cette écoute rendra apte à entendre comment Dieu aimerait que le pouvoir soit exercé parmi nous.

GRÉGOIRE CATTÀ

Sur la question des responsabilités des acteurs économiques, politiques, religieux, pour aider à faire société, je voudrais souligner trois principes de la doctrine sociale de l'Église, principes qui, à la fois, nous sont inspirés par notre rencontre du Christ, notre désir de le suivre et, à la fois, peuvent nous aider à le suivre davantage. Principes qui sont donc aussi des principes théologiques. D'abord, la solidarité. Dans l'image de l'archipel de J. Fourquet, il y a l'idée que les îles sont séparées (fragmentation de la société), mais aussi qu'elles sont reliées sous l'eau par un substrat commun qui fait l'archipel. Dans notre société, ce commun, ce qui est solide, pourrait être la solidarité. Dans *Sollicitudo Rei Socialis*, Saint Jean-Paul II souligne que la solidarité « n'est pas un sentiment de compassion vague ou d'attendrissement superficiel pour les maux subis par tant de personnes proches ou lointaines. Au contraire, c'est la détermination ferme et persévérante de travailler pour le bien commun, c'est-à-dire pour le bien de tous et de chacun parce que tous nous sommes vraiment responsables de tous. (SRC 38) » Le pape François, dans *Fratelli Tutti*, écrit : « La solidarité se manifeste dans le service qui peut prendre des formes très différentes de s'occuper des autres. Servir, c'est, en grande partie, prendre soin de la fragilité. (FT 115) » Dans la solidarité, il y a cette attention particulière à la fragilité.

Le deuxième principe est la subsidiarité, qui permet que chaque niveau de la société puisse agir pour les transformations dont nous avons besoin, et d'abord le niveau le plus bas, le plus local. Cela ne veut pourtant pas dire que tout doit se faire à ce niveau-là. Le terme subsidiarité vient de *subsidiem*, qui signifie la réserve, le recours, l'appui. Certaines choses ne peuvent pas se faire au niveau le plus bas et il doit y avoir une suppléance exercée par le niveau supérieur pour le bien de tous et dans le respect de la dignité de chacun. La subsidiarité, c'est bien la manière de faire de Jésus qui envoie ses disciples en mission devant lui et qui nous envoie aussi en mission. Elle va de pair avec la participation, troisième principe, cette nécessité d'inclure tout le monde, pour que chacun puisse contribuer. Sommes-nous dans l'utopie ? Le pape François insiste pour parler de rêve. Dans *Fratelli Tutti*, en parlant de vivre véritablement la fraternité comme un « tous ensemble », il s'exclame : « Voici un très beau secret pour rêver et faire de notre vie une belle aventure. [...] Rêvons en tant qu'une seule et même humanité, comme des voyageurs partageant la même chair humaine, [...] tous frères. » (FT 8). Rêver pour le pape François, ce n'est pas fuir la réalité, mais porter sur elle un regard différent pour voir ce qui doit et qu'on peut changer. Chaque fois que le pape parle de rêver, c'est une autre manière de dire espérer au sens chrétien, car nous avons confiance que Dieu est avec nous et que Dieu voit ce monde avec cette capacité de le voir différent, plus conforme à son projet de Royaume de Dieu, de Royaume de justice et de paix. C'est alors une inspiration pour nous, un moteur pour pouvoir le changer. Ce que nous faisons aux Semaines sociales a sans doute quelque chose à voir avec ça. Rêvons, les deux pieds ancrés dans la réalité.

Quelle vie économique demain et quelle vie, tout court ?

SVEN GIEGOLD

ÉLIZABETH DUCOTTET

BERTRAND BADRÉ

DOMINIQUE SEUX¹ : Sven Giegold, vous êtes un acteur politique. En quoi la crise du Covid modifie-t-elle votre regard sur les dysfonctionnements de l'économie ? Qu'est-ce qui doit changer ou non ?

SVEN GIEGOLD²: On voit très clairement que cette crise est une vraie crise mondiale. Or, il n'y a pas vraiment d'organisation mondiale capable de gérer de telles pandémies. En Europe, notre capacité d'agir ensemble au début de cette crise était en panne. Nous avons néanmoins pu observer des réactions de solidarité forte dans certains pays, mais aussi des limites à l'efficacité sur le plan économique. Nous avons beaucoup débattu en Allemagne du manque d'efficacité de notre système de santé. On pensait qu'on avait trop d'hôpitaux, de services de santé locaux dans les municipalités. Nous nous sommes rendu compte que ces précautions étaient nécessaires. Nous avons constaté la dépendance à certains produits pharmaceutiques dont nous manquons en Europe, d'où la nécessité de relocaliser la production de certains médicaments. Ce n'est pas acceptable qu'il nous manque régulièrement près de 300 substances. Nous avons vu la capacité d'action de l'Union européenne, pas au début, mais ensuite avec le programme de Next Generation Europe qui va mobiliser 750 milliards d'euros financés par une taxation commune. C'est un signe de solidarité qui nous a manqué pendant la crise de l'euro. Les fonds vont être investis dans le

¹ Dominique Seux est directeur délégué de la rédaction des *Échos*.

² Sven Giegold est député européen de Rhénanie du Nord-Westphalie (groupe des Verts).

premier problème mondial qu'est le changement climatique. C'est une bonne chose que l'Europe travaille à sortir de la crise par les investissements plutôt que par une nouvelle vague d'austérité.

DOMINIQUE SEUX : Élisabeth Ducottet, comment la cheffe d'entreprise a-t-elle vécu cette période ?

ÉLIZABETH DUCOTTET¹ : Je vais me placer sur le plan de la micro économie, du terrain, d'une entreprise industrielle partiellement internationalisée et majoritairement européenne située à Saint-Étienne, dans un territoire éprouvé dans son industrie. Nous avons vécu une expérience inédite, en perdant du jour au lendemain du confinement, la moitié de notre chiffre d'affaires, et ce pour deux raisons : les pharmacies, lieux de distribution de nos produits, se sont toutes concentrées sur le traitement du Covid ; les hôpitaux, sur une seule thérapeutique, celle du Covid. L'orthopédie ne les intéresse plus pendant un certain temps.

Nous prenons immédiatement trois décisions : l'entreprise ne s'arrêtera pas ; nous ferons tout pour ne pas impacter l'emploi ; il y aura trois contributeurs : l'État (chômage partiel) ; l'entreprise grâce à ses fonds propres ; et chacun des collaborateurs. Avec ces trois contributeurs, il y a toute chance de s'en sortir. Nous avons ainsi vécu une expérience inédite avec une collectivité des salariés qui se met immédiatement en route pour faire face, expérience qui vaut la peine d'être saluée. L'entreprise s'installe hors les murs avec le télétravail. Enfin, nous nous mettons en marche avec l'Afnor, la Direction générale des entreprises, le ministère de l'Économie pour concevoir et produire des masques-barrières. En six semaines s'établissent une nouvelle norme, des directives des pouvoirs publics, un rapport permanent avec les autorités qui orientent la distribution des produits que nous fabriquons. C'est une expérience inédite, y compris dans ce rapport nouveau aux autorités.

DOMINIQUE SEUX : On entend les chefs d'entreprise dire que l'État est une abomination. Cela change-t-il votre regard sur l'État ?

ÉLIZABETH DUCOTTET : Cette expérience dynamique commune vécue lors du confinement change les choses immédiatement et fondamentalement. Je pense qu'on ne reviendra pas totalement en arrière. Ce qui s'est passé va modifier le rapport des entreprises à l'État, et des collaborateurs à l'entreprise.

DOMINIQUE SEUX : Cela a-t-il changé votre façon de réfléchir sur le système économique lui-même, où la mondialisation avec ses avantages et ses inconvénients a dominé largement ?

ÉLIZABETH DUCOTTET : Nous avons fait l'expérience concrète de l'indépendance de l'entreprise qui permet de disposer d'espaces industriels proches que nous avons pu mobiliser immédiatement. Cette indépendance nous a été utile.

¹ Élisabeth Ducottet est PDG du groupe Thuasne et représentante du Mouvement des ETI.

DOMINIQUE SEUX : Bertrand Badré, vous avez écrit plusieurs ouvrages après la crise de 2008, crise qui aurait révélé les failles du système financier. Quelle leçon tirez-vous de ce que nous vivons actuellement, à priori étranger à l'économie ?

BERTRAND BADRÉ¹ : Le Covid n'est pas en soi une crise de la mondialisation et du capitalisme. Mais cela révèle et accélère un certain nombre de tendances. Sur le rôle de la finance, la question reste pendante. Nous avons fait face à la crise financière, mais en colmatant les brèches, sans réfléchir aux failles profondes du système. Il y a eu un premier élan en 2015, avec les accords de Paris, ceux de New York sur les objectifs du développement durable et ceux, moins connus, d'Addis-Abeba en Éthiopie sur le financement du développement. Nous nous sommes donné une feuille de route universelle, très ambitieuse, pour donner à notre planète un modèle de développement résilient, inclusif et durable. En 2015, nous n'avons pas réfléchi à ce que cela signifiait sur le plan de la technique financière et des modes de financement. Avant le Covid, nous avons fait assez peu de progrès, misant principalement sur la bonne volonté des participants. Certains se sont engagés, d'autres ont pratiqué du *washing*, ont fait semblant. C'était un système fragile qui ne nous mettait pas sur la trajectoire de ce nouveau modèle souhaité. Nous continuions à vivre sur le modèle néolibéral qui se résume à ce qu'avait dit Milton Friedman, en septembre 1970, dans le *New York Times* : « L'objet de l'entreprise est de maximiser ses profits. Toute autre chose serait *unadulterated socialism* », un socialisme pur.

Beaucoup de gens constatent que cela ne fonctionne pas, que nous n'avons pas rempli les engagements de 2015, que notre modèle économique continue à tourner comme avant. Certains avertissent qu'après la crise, ce sera le même en pire pour deux raisons : soit ça va mieux et on repart comme avant – c'est l'espoir que le vaccin fait naître aujourd'hui –, soit ça va continuer à aller mal, et on risque de durcir, de serrer et de faire de la restructuration traditionnelle. Ma conviction est que, si on ne touche pas au système proprement dit, si l'objet de l'entreprise reste de maximiser des profits et non de trouver des solutions profitables aux problèmes de la planète et de ses habitants, on n'y arrivera pas. Il faut transformer notre système d'exploitation, ce qui implique d'entrer dans le moteur avec la trousse à outils, de regarder la manière dont on paye les gens, les obligations de ceux qui gèrent notre argent, les normes comptables, la gouvernance des entreprises, toutes choses auxquelles on n'a pas touché et qui fonctionnent toujours avec ce but de maximisation du profit, qui ne punit pas le vice et ne récompense pas la vertu.

DOMINIQUE SEUX : Élisabeth Ducottet, qu'allez-vous faire concrètement dans votre entreprise pour que les choses évoluent ? Quelles sont les priorités ? Y a-t-il des textes, des penseurs qui vous inspirent pour le monde d'après ?

¹ Bertrand Badré est ancien directeur général à la Banque mondiale, fondateur et directeur général du fonds Blue Like An Orange Sustainable Capital.

ÉLIZABETH DUCOTTET : Je me suis laissée inspirer par le livre d'Erik Orsenna, *L'Entreprise des Indes*¹. C'est exactement ce que nous avons vécu. *L'Entreprise des Indes* est l'histoire d'une entreprise préparée, planifiée, avec de la stratégie, des mathématiciens, des cosmographes, des géographes, et le soutien d'un pouvoir politique. C'est l'histoire du départ d'un bateau de petite taille qui va être confronté à une tempête, avec des marins qui ont peur d'une situation difficile. Une stratégie préalable et une réalité différente, difficile. Ces marins n'empêchent pas d'aller plus loin, mais, en cherchant les Indes, ils vont découvrir le Nouveau monde. Notre nouveau monde à nous, dans l'entreprise, c'est continuer à être fidèles à trois grandes caractéristiques que nous possédons : l'agilité, la frugalité, la pérennité. L'agilité nous oblige à la digitalisation. La frugalité consiste à faire autant, mais avec des moyens plus limités, à supprimer le superflu, à nous concentrer sur l'essentiel, à savoir l'emploi et l'investissement. La remontée de dividendes n'est pas le moteur principal d'entreprises de notre type ; nous réinvestissons notre résultat. Dans la période actuelle, la frugalité est plus nécessaire que jamais. Quant à la pérennité : « survivre ou non » oblige à digitaliser et modifier nos modes managériaux, en favorisant l'horizontalité. C'est « l'épreuve de la réalité ».

L'attachement à l'entreprise et la solidarité de tous les collaborateurs dans l'épreuve s'expriment aussi au travers d'exigences très liées au respect de la planète. Ainsi, les masques que nous produisons sont non polluants et durables.

DOMINIQUE SEUX : Sven Giegold, quelles sont les priorités opérationnelles pour les mois qui viennent ? Quelles initiatives défendez-vous au parlement européen ?

SVEN GIEGOLD : Il faut bien sûr résoudre le problème de la pandémie. La question centrale est l'accès égal aux médicaments et aux vaccins. L'Europe a des obligations de solidarité à l'intérieur d'elle-même ainsi qu'avec le sud de notre planète. Cette crise sanitaire pourrait basculer dans une crise financière. Il faut éviter une autre crise bancaire. Le taux très bas de la Banque centrale européenne entraîne des risques supplémentaires qu'il faut bien gérer.

DOMINIQUE SEUX : Que va-t-on faire des dettes ? Certains disent qu'il faut les effacer. Vous êtes vert et allemand, vous préconisez de les effacer ?

SVEN GIEGOLD : Sur l'endettement public, le problème est limité si les taux d'intérêt restent bas, donc c'est gérable. Le problème principal reste le changement climatique, pour le monde et l'Europe. Le Pacte vert élaboré par la Commission européenne en décembre 2019 doit se réaliser pour sortir de cette crise. Si l'Europe n'agit pas, le reste du monde ne va pas s'engager dans l'Accord de Paris, seul espoir de limiter le réchauffement climatique. Il y a évidemment des coûts attachés, c'est pourquoi il faut discuter des conséquences économiques et sociales.

¹ Stock, 2010.

DOMINIQUE SEUX : Y a-t-il des textes qui vous inspirent ?

SVEN GIEGOLD : Je soutiens les idées principales développées par Michael J. Sandel dans *Ce que l'argent ne saurait acheter. Les limites morales du marché*.

DOMINIQUE SEUX : Bertrand Badré, que faites-vous avec le fonds d'investissement que vous avez créé il y a quelques années ?

BERTRAND BADRÉ : La crise financière a des conséquences pratiques pour moi, puisque j'ai passé des années à explorer tous les recoins de la finance, souvent à des niveaux de responsabilité élevés. En 2016, je fais une pause et je réfléchis. La tentation est de faire comme avant. Des gens comme Michel Camdessus me demandent pourquoi ne pas faire le grand saut. Je me suis lancé comme entrepreneur, avec Blue Like an Orange Sustainable Capital dont l'idée était de répondre à cette quête de sens dans la finance. Face au défi majeur sur le climat et le développement durable, comment mobiliser la finance pour aller au bon endroit ?

Des milliers de milliards d'euros sont investis à taux négatifs dans des obligations allemandes, françaises ou néerlandaises, alors que les besoins sont gigantesques en Amérique latine, en Afrique ou en Asie qui attendent des investissements. De plus, on peut très bien combiner performance financière – être rémunéré des risques que l'on prend – tout en ayant un impact positif social ou environnemental, mesurable dans la durée et dont on peut rendre compte. Je voulais montrer que tout cela est possible dans le contexte actuel, même si les règles n'ont pas changé.

J'espère avec ce fonds que nous allons montrer le chemin, que cette approche ne restera pas marginale ou périphérique, mais qu'elle deviendra centrale. On ne doit plus se contenter, au XXI^e siècle, de la simple analyse du couple risque-rendement, fondement de l'industrie financière aujourd'hui, mais intégrer une troisième dimension qui est l'impact environnemental et social. Il faut internaliser dans la finance cette contrainte sociale et faire que le profit s'inscrive dans la durée avec une fonction d'utilité.

DOMINIQUE SEUX : Vous avez pris des participations dans certaines entreprises ?

BERTRAND BADRÉ : Nous sommes un fonds de dette, nous apportons des financements de croissance en Amérique latine pour commencer. Pour prendre un exemple, nous avons investi dans Movii, une *fintech* (entreprise qui utilise la technologie pour développer des services financiers) qui apporte la banque sur téléphone aux plus pauvres de la Colombie – notamment aux 1,5 million de réfugiés vénézuéliens dans ce pays. Nous avons signé cette transaction le 4 mars 2020, juste avant le confinement. Quelques semaines plus tard, le gouvernement colombien a pris des mesures d'aide. Or, 50 % de la population n'est pas bancarisée, comment leur donner de l'argent ? Le gouvernement a décidé de transférer l'argent, entre autres, par l'intermédiaire de Movii, ce qui a représenté un beau coup de publicité pour cette jeune société. Nous

¹ Le Seuil, 2014.

avons investi dans des projets de santé, d'agriculture et nous gagnons notre vie. Il n'est pas impossible de bien faire financièrement tout en faisant le bien.

DOMINIQUE SEUX : Quand les grands acteurs de la finance mondiale prennent des engagements en affirmant qu'ils changent avec des critères différents, faut-il les croire ?

BERTRAND BADRÉ : C'est un entre-deux. Nous en sommes au stade de la socialisation de ces idées. Vous pouvez être critique et sceptique, mais, quand vous prenez des engagements publics, vous devenez comptables de ce que vous avez dit. La faiblesse de l'Accord de Paris, c'est que cela repose sur une base volontaire, sur l'intention, mais sans mesurer les effets. On peut espérer que les gens ne vont pas se contenter de bonnes paroles et s'engager plus sérieusement.

DOMINIQUE SEUX : Sven, quel est votre degré d'optimisme ou de pessimisme ? L'économie va-t-elle se préoccuper du long terme, qui intègre une partie de l'intérêt général, une économie où l'utilité sociale de chacun détermine les rémunérations ?

SVEN GIEGOLD : Nous n'avons pas de temps pour le pessimisme. Il nous reste dix ans pour changer le monde. Ce n'est pas non plus l'heure des grands tournants philosophiques. Si nous voulons limiter le réchauffement climatique, il faut le faire dans le système économique actuel, une économie de marché, plus ou moins sociale en Europe. Il est primordial d'aider les acteurs économiques et les consommateurs, et de convaincre les investisseurs d'investir dans notre avenir. Il faut, pour vraiment changer les choses, prendre des décisions collectives, changer le système des prix et des règles, imposer des règles contraignantes. Il faut que les investissements écologiques et sociaux deviennent plus profitables que ceux qui entraînent la destruction de notre planète.

DOMINIQUE SEUX : Bertrand Badré, même question, mais sur un autre curseur : la rémunération des dirigeants. Les écarts de rémunération sont devenus une clé de lecture de ce qui ne va pas. Y a-t-il des prises de conscience qui changeraient le regard d'une partie de l'opinion publique sur la façon dont fonctionne l'économie ?

BERTRAND BADRÉ : Ce sujet est devenu un symbole. Le rapport d'Oxfam compare la richesse de quelques individus à celle des 50 % des plus pauvres de la planète. Il y a 10-20 ans, il fallait plusieurs centaines de personnes, aujourd'hui c'est quelques dizaines. J'aime le terme commensurable, les inégalités doivent rester commensurables. Le sujet est sur la table. En 2008, j'ai fait une conférence devant une grande firme de consultants qui m'interrogeait sur la rémunération dans la finance. J'avais déclaré, à leur grand étonnement, qu'on avait un problème de rémunération dans la finance, et que si on n'était pas capable de le traiter tout seuls, le législateur s'en occuperait. Si on ne trouve pas d'autorégulation, le législateur s'en mêle.

Je suis optimiste quand je vois ce que l'Europe a finalement été capable de faire, ce qu'on a fait pour les vaccins, quand je vois l'argent et les technologies disponibles.

Nous avons toutes les pièces du puzzle pour reconstruire ce monde d'après, mais il nous manque quelques pièces, dont une forme de leadership international. Nous avons tous une responsabilité, en tant que consommateur, investisseur, salarié, chef d'entreprise, fonctionnaire, citoyen. Nous devons nous-mêmes être cohérents, ce qui n'est pas si facile.

DOMINIQUE SEUX : Dans les années qui viennent, il va falloir remonter la pente. Il n'y a pas d'argent magique pour les entreprises. Quel est votre degré d'optimisme ?

ÉLIZABETH DUCOTTET : Dans une période d'incertitude, où l'on ne voit pas clair, on ne peut pas être trop rassurant. Mais cette expérience collective d'une épreuve déjà traversée et vécue positivement est une brique d'espérance pour tous les collaborateurs et pour les dirigeants. Il faut s'appuyer là-dessus et célébrer cette capacité. Nous avons été les soignants de l'économie dans les PME et les entreprises de taille intermédiaire (ETI). Il faut oser le dire et avoir de la considération pour tous ceux qui y ont participé. Je suis un défenseur fondamental de l'industrie, car je crois qu'un pays sans industrie est un pays invertébré, qui n'a pas de structure. On observe des signes de revitalisation industrielle dans les ETI, mais c'est tellement discret qu'on ne le voit pas. J'espère qu'on va pouvoir revitaliser une industrie européenne efficace.

DOMINIQUE SEUX : Vous avez des usines à plusieurs endroits. La relocalisation a-t-elle un sens ?

ÉLIZABETH DUCOTTET : Tout d'abord, il faut maintenir l'industrie. Ensuite, à nous de savoir jouer, en Europe, une organisation industrielle qui nous mette au niveau mondial, car les prix – eux – sont mondiaux. Créer en Europe une industrie avec des prix compétitifs, j'y crois. C'est même une obligation.

Débat

TABLE DES QUESTIONS¹ : *Pessimisme, angoisse, inquiétude dominant parmi les participants. Quid des indicateurs ? Vous semble-t-il réaliste de changer les indicateurs macro-économiques de manière que les modes de décision soient modifiés ? Le PIB est-il un bon indicateur ?*

SVEN GIEGOLD : Il faut sortir de cette crise par des investissements qui correspondent aux besoins de biens communs. Nous devons changer les règles et les indicateurs. Après les protestations de la jeunesse, on se dit qu'on va le faire, augmenter le prix du CO₂, favoriser les investissements dans les énergies renouvelables, changer les règles

¹ Marie-Charlotte Fauduet et Philippe Segrétain, administrateurs des Semaines sociales de France, relayaient les questions des participants.

et ainsi redynamiser une industrie plus écologique qui corresponde au besoin international de biens communs. C'est une question de cadre pour les investissements.

BERTRAND BADRÉ : Cette question est fondamentale. Les deux systèmes de normes dans lesquels nous vivons aujourd'hui, le PIB et la comptabilité nationale, d'une part, et privée, d'autre part, sont nés de la crise de 1929 pour mesurer ce qui se passait. Nous vivons toujours sur ce référentiel. Franklin Roosevelt a créé l'autorité de marché américaine en 1934 et l'a confiée à Joe Kennedy dont la première demande a été une harmonisation des principes comptables. Presque cent ans plus tard, après une crise financière, sanitaire, sociale et environnementale, c'est peut-être le moment de se poser la question de revoir ces indicateurs. On a eu cette intuition en 2008, avec la commission d'Amartya Sen, Joseph Stiglitz et Jean-Paul Fitoussi dont le rapport n'a pas eu de suite. La question des indicateurs et de la mesure est cruciale : quelle société veut-on bâtir, comment la mesure-t-on ?

DOMINIQUE SEUX : Avec la pandémie, nous avons été capables de bâtir des indicateurs sanitaires devenus aussi importants que d'autres, comme le taux d'occupation dans les hôpitaux, etc., et d'en tenir compte. D'autres indicateurs peuvent s'installer dans le paysage, comme les externalités climatiques ou les indicateurs de pauvreté.

– *Vous avez beaucoup parlé de changement. Comment mesurez-vous la prise de risque et comment l'arbitrez-vous ?*

ÉLIZABETH DUCOTTET : La prise de risque est incontournable dans la vie d'une entreprise. Certains outils de pilotage qui ont bien fonctionné n'agissent plus aujourd'hui. Il va falloir mettre en place, de façon pragmatique, d'autres façons de comprendre et d'analyser la réalité économique, d'engager la motivation, avec un vrai projet d'entreprise fédérateur. Certes, nous prenons des risques, mais avec un pragmatisme qui permettra de parvenir à une nouvelle façon de piloter. Il nous faut un projet. Avons-nous un vrai projet qui va mobiliser l'énergie créatrice ? Allons-nous faire rêver ou non ? Nous choisirons le projet qui fera rêver nos équipes et les mobilisera. Souvenons-nous de l'économiste Jean Tirole et de sa notion d'économie comportementale, où l'on constate que se rencontrent les sciences sociales et l'économie.

DOMINIQUE SEUX : Peut-on compter sur l'efficacité des marchés pour aller dans le bon sens ?

BERTRAND BADRÉ : En partie seulement. Les marchés bougent, en partie de manière positive et en partie du fait du risque. Il y a le risque de l'action et celui de l'inaction. Le système tel qu'on le conçoit aujourd'hui intègre la dimension climatique essentiellement comme un risque plus que comme une opportunité. On constate un certain glissement, mais nous sommes dans une période exceptionnelle et tant qu'on n'aura pas intégré dans nos modèles financiers, les externalités, le prix du carbone, la préservation de la nature, le bien-être social, les marchés obéiront aux règles. L'intérêt

général n'est pas intégré dans les règles. On peut parier sur les marchés, mais il faut les guider un peu.

– *Les débats que nous avons sont-ils proches de ceux d'autres pays ou est-ce une problématique typiquement française ?*

SVEN GIEGOLD : Il y a des nuances de tonalité, mais notre situation dans le monde est très similaire. Le poids géopolitique de l'Europe est en forte diminution et si nous voulons peser avec nos valeurs dans un monde globalisé, il faut au minimum la régulation du marché commun. La construction d'une démocratie européenne est donc une chance. La question principale, c'est qui écrit les règles au niveau européen : les lobbies ou une démocratie participative forte, avec les limites financières des pays et la transparence totale envers les grands lobbies ? Les règles doivent encourager les investissements soutenable pour aller vers une démocratie européenne qui pousse vers le bien commun plutôt que de favoriser le profit privé basé sur des projets non soutenable.

– *Comment se fait-il que les 2,6 milliards créés par la Banque centrale européenne soient si peu utilisés ?*

BERTRAND BADRÉ : J'avais calculé que la Réserve fédérale américaine avait depuis le 15 mars émis pour plus d'un milliard de dollars par heure. L'intervention massive des banques centrales a évité l'effondrement du système. Nous ne sommes pas morts ! C'est possible quand on s'appelle la BCE, mais la Banque de France n'aurait peut-être pas pu le faire. Et n'oublions pas que cet argent « magique » est réservé aux pays riches. On se soucie assez peu de ce qui se passe dans le reste du monde, le grand oublié de cette crise. On a mobilisé des milliers de milliards, mais il faut que cet argent mobilisé regarde vers le futur, et en profiter pour faire le travail de transition climatique, de formation des gens, etc. plutôt que de faire du *quick and dirty*, vite fait, mal fait. C'est le moment de ne pas « gâcher une bonne crise ».

– *La réindustrialisation peut-elle créer des emplois et rester compétitive sans remplir nos usines de robots ?*

ÉLIZABETH DUCOTTET : Il y a un prérequis, c'est que nos fiscalités, en particulier celles qui touchent les industries, soient les mêmes dans toute l'Europe. Tant qu'on n'y sera pas, c'est comme si on jouait sur un même terrain de foot avec des règles différentes. J'espère que cette mutation est en cours, mais on ne va pas assez vite. La France a une lourde fiscalité, en particulier les impôts de production. On va faire évoluer des emplois, il y aura plus d'automatismes, mais aussi l'émergence d'un certain nombre d'emplois nouveaux. Mais dans une entreprise comme la nôtre, ce qui nous fait vivre, nous attache tous les jours, c'est de trouver de nouvelles solutions pour les patients. Il y aura donc des emplois nouveaux et intéressants dans la recherche-développement, dans l'innovation, dans les solutions thérapeutiques à créer.

DOMINIQUE SEUX : Le Covid n'incite-t-il pas à réévaluer les rôles de chacun ? On dit depuis 15 ans que les emplois les plus importants sont ceux de la recherche, réservés aux très diplômés. La crise a montré qu'il y avait besoin d'emplois moins qualifiés. Avez-vous une considération différente selon les types d'emploi dans votre entreprise ?

ÉLIZABETH DUCOTTET : Il faut revaloriser les emplois industriels qui ont été inutilement dévalorisés, comme par exemple, chez nous, les tricoteurs. Le technicien-tricoteur conduit une ligne entière de nombreux métiers automatisés totalement électroniques. L'Éducation nationale ayant fermé la formation de ce type de techniciens, nous les formons désormais nous-mêmes en deux ans. Il y a aussi tous les métiers du soin, qui nécessiteront de plus en plus de comprendre la santé, de développer la capacité d'attention aux patients. Là, de vrais métiers peuvent se profiler dans l'avenir.

– *Que proposez-vous pour que l'entreprise et le monde économique soient un lieu où chaque individu puisse s'engager à titre individuel et changer le monde ?*

BERTRAND BADRÉ : Le monde ne changera pas tout seul. Dans *Guerre et Paix*, Léon Tolstoï écrivait : « Tout le monde veut changer le monde, personne ne veut se changer soi-même. » Cela part de nous. L'entreprise est capable de faire un certain nombre de choses sous la pression du marché au sens large et des collaborateurs. Quand 30 000 jeunes français ont signé une pétition il y a deux ans en disant qu'ils n'iraient pas travailler dans telle ou telle entreprise, l'entreprise se trouve obligée de se transformer. C'est à nous de nous engager là où nous sommes et de mobiliser autour de nous.

SVEN GIEGOLD : Pour que la participation dans les entreprises ait un sens moral, il faut des produits ayant un sens moral. Il faut supprimer les produits dommageables socialement ou économiquement, se demander quels sont les produits utiles, agir en tant que citoyen. Au sein des entreprises, on peut accorder plus de participation comme dans les projets de l'Économie sociale et solidaire et dans la démocratie économique.

ÉLIZABETH DUCOTTET : Je voudrais dire un mot des territoires. Saint-Étienne a subi une désaffection industrielle vis-à-vis de laquelle nous avons une vraie responsabilité : veut-on que ce territoire soit innervé et irrigué ? La responsabilité de l'entreprise est considérable et nos collaborateurs en ont conscience. C'est peut-être particulièrement vrai dans les ETI, car nous sommes les héritiers d'une histoire industrielle et que nous y sommes encore implantés. Il faut tout faire pour rester là et inviter les grands groupes à s'installer. Le télétravail est susceptible d'entraîner une migration de l'habitat et de changer la cartographie du logement et de l'économie, donc de la revitalisation du territoire.

Envoi

DOMINIQUE QUINIO

Reprendre souffle

Le temps de l'Avent est un temps d'obscurité, nous a dit Agnes Von Kirchbach, dans l'un des fils rouges théologiques qui nous ont été proposés. Inutile de vous dire que les temps que nous vivons représentent un « super Avent », avec bien des zones d'obscurité, mais on peut l'éclairer grâce aux nombreuses petites lumières qu'ont allumées pour nous les intervenants de notre rencontre. Ce temps obscurci de l'Avent, au sens religieux mais aussi au sens profane, est une chance d'organiser notre maison commune d'une manière nouvelle.

Nous avons dit en conclusion de la rencontre de Lille, l'an dernier, que la créativité personnelle ou associative ne suffisait pas pour reconstruire notre société fracturée, si les personnes de pouvoir, quel que soit le nom de ce pouvoir, ne mettaient pas la main à la pâte. Et nous voulions donc, outre la mise en lumière des innombrables acteurs de l'amitié sociale, de la fraternité, interpellier ces responsables, ces « puissants ». Mais la leçon de cet acte II de nos travaux, c'est qu'il n'y a pas de hiérarchie entre les types d'engagement, qu'il nous faut absolument lier les trois niveaux d'action.

Nos journées de débats valident ce triptyque d'engagements : individuel, collectif et politique. On ne peut se passer ni de l'un ni de l'autre. Ainsi, Cynthia Fleury a souligné l'obligation faite aux institutions de prendre leur part dans la mobilisation pour une société plus fraternelle et insisté tout autant sur l'impératif moral du côté de l'individu : « Il convient de donner une part active de soi-même ». Elle a plaidé pour une « répartition opportune de l'énergie ». Grégoire Catta, pour sa part, a résumé

ainsi la dynamique de la pensée sociale chrétienne par un double chemin : « Le chemin de la conversion personnelle et le chemin du changement des structures. »

Comme souvent, une question, venue non pas de la salle mais de vos salons, a permis d'éclairer le débat d'un nouveau jour, de lui donner une dimension nouvelle : « Suis-je inutile si je ne m'engage pas ? » Terrible question. Si le thème que nous avons donné à cette rencontre devait laisser entendre à certains d'entre nous qu'ils sont inutiles, ce serait d'une rare violence. Qui sommes-nous pour juger de l'utilité de quelqu'un, de son utilité sociale, de la valeur de sa vie, ou même pour juger de la qualité de son engagement ? Agnes Von Kirchbach s'inquiétait ainsi de notre tendance à juger autrui à l'aune du résultat de ses actions.

En réponse à la question, Cynthia Fleury a rappelé avec force la dignité de toute personne, quelle qu'elle soit, quelles que soient ses capacités. Mais, en outre, nous devons le croire : aussi faible soit-on, on peut quelque chose, sans en être, parfois, conscient ; on ne voit pas toujours la trace de ce que l'on a commencé à construire (c'est l'idée du fameux processus, cher au pape François, le temps plus important que l'espace) ; on lance des dynamiques qui impliquent d'autres personnes qui pourront les développer à leur tour. Cela permet de travailler à long terme sans être obsédé par les résultats immédiats. Même si cela semble ne pas avoir abouti, en fait cela a déjà abouti ; cela produit déjà quelque chose. Nous sommes à la fois des héritiers et des continuateurs, a-t-on entendu. On construit une histoire.

Alors qui suis-je pour m'engager ? « Moi. » Avec humour, répondant à une question sur le doute qu'un jeune pouvait avoir sur l'efficacité de son engagement, Cynthia Fleury a souri : « S'il a des doutes, ce n'est déjà pas si mal ! »

Si vous avez participé aux ateliers, vous savez que nous avons travaillé un certain nombre de propositions de niveaux différents, sur huit thématiques, afin de proposer des pistes d'action pour reconstruire la société. Ces propositions, nous les réunissons en un Manifeste de l'engagement.

Je ne vais pas vous en faire la liste, l'inventaire. Allez les parcourir pour choisir vos propres axes d'engagement. Je voudrais simplement vous présenter, en une relecture transversale et forcément parcellaire de notre rencontre, une sorte de lexique de l'engagement tel que le rêvent les Semaines sociales de France. (On a entendu qu'il fallait continuer à rêver). En égrenant quelques mots, quelques familles de mots qui nous paraissent illustrer des principes essentiels pour bâtir une société plus juste, plus fraternelle, plus évangélique.

Confiance

Nous le savons, notre pays connaît une crise de la confiance dans les institutions et nous avons perdu confiance en nous. Or, « moins de confiance, c'est moins d'engagement ; et moins d'engagement, c'est moins de confiance : c'est un cercle vicieux », a résumé Cynthia Fleury. Les participants aux ateliers ont validé l'objectif de

travailler à reconstruire cette confiance, notamment en organisant des sortes d'états généraux, de conventions citoyennes, permettant à tous les citoyens de « participer », en matière de santé et d'éducation par exemple.

Les responsables politiques présents à notre rencontre souhaitent plus d'espace où les citoyens puissent dialoguer avec les élus. Car la défiance envers les responsables politiques les blesse ; la présidente de la région Bourgogne-Franche-Comté, Marie-Guite Dufay, en a témoigné, elle qui se sent au service de l'intérêt général.

Les solutions aux problèmes de notre temps ne peuvent passer que par la co-construction, a dit Rachid Benzine. Que l'État libéral lâche du lest, mais qu'en même temps, les citoyens prennent leur pleine place, a proposé le président de la Conférence des évêques de France, Mgr de Moulins-Beaufort !

Education, formation

Ces mots ont traversé toutes les thématiques abordées. On retrouve là les propositions que l'on avait développées dans une précédente rencontre des Semaines sociales, en 2016, sur « Ensemble, l'éducation ». Une éducation, une formation qui durent toute la vie. « Par où commencer pour reconstruire une société ? » s'interrogeait l'animateur de l'atelier spécifique, Marc Vanesson. « Par le défi éducatif, l'éducation prise au sens plus large, comme une relation fondée sur une transmission de savoirs, de compétences, de sens – une relation qui n'est pas à sens unique – et qui permet à chaque personne et à la communauté toute entière de grandir pour mieux répondre à sa vocation. L'éducation est ce qui nous rend plus humain. La présidente de Bourgogne-Franche-Comté en témoignait : le pari de la formation, non seulement permet de répondre aux conséquences de fermeture d'usines, mais redonne de la dignité aux personnes qui retrouvent ainsi la fierté d'apprendre. L'ignorance est source de beaucoup d'exclusions, a-t-il été rappelé.

« Le danger, c'est la flemme », avertissait Eric Salobir, face au défi des nouvelles technologies, la flemme de s'informer, de comprendre, d'entrer dans la complexité, d'agir en connaissance de cause.

Le thème est revenu également dans l'échange sur les religions. On a plaidé pour une meilleure formation des croyants qui méconnaissent les fondamentaux de leur religion. « La critique sauve les religions du fondamentalisme. C'est le travail des religions de désarmer les religions », a notamment expliqué Rachid Benzine. Formation utile pour sauver des tentations identitaires. Mais, en même temps, tous ont déploré l'inculture religieuse, et le constat selon lequel, la religion, c'est l'« impensé » de notre société.

Justice, lutte contre toutes les inégalités, attention aux plus démunis

Reconstruire la société à partir des plus petits. Véronique Fayet, présidente du Secours catholique, en est convaincue. Elle a évoqué ces petits gestes que sont un simple regard que l'on échange avec un sans-abri, le bonjour, le nom demandé. Et

nous a offert l'exemple de bénévoles de Soumoulou qui avaient, en organisant un repas avec les personnes démunies qu'ils rencontraient, renversé les perspectives. Ce sont ces personnes qui ont elles-mêmes défini leurs besoins et construit des solutions (une centrale d'achats, un jardin partagé...).

Marcel Remon, du Centre de recherche et d'action sociales et membre du conseil d'administration des Semaines sociales de France, s'appuyant sur *Fratelli Tutti*, au sein de l'atelier démocratie locale, a souligné « le torrent d'énergie morale qui naît de la participation des exclus à la construction d'un avenir commun (169) ». La capillarité est ce principe physique qui explique pourquoi la sève monte dans un arbre. Pour le pape François, il s'agit d'une vision de la société, très concrète, où l'énergie vient d'en bas, du sous-sol. On en revient toujours à l'Évangile. En bon disciple des exercices spirituels, nous pouvons nous imaginer le bon Dieu, regardant le monde et se demandant comment Il allait faire société avec nous, avec l'humanité. Étonnamment, son Fils ne s'est pas entouré des puissants pour réaliser le rêve du Père, il a choisi de simples pêcheurs, des publicains. « La pierre angulaire est la pierre rejetée. »

Culture de la rencontre, du dialogue, du débat

Nous ne savons plus dialoguer, a déploré le rabbin Pauline Bebe, faire face à une pluralité d'opinions. Il nous faut adopter la culture de la rencontre, a proposé Véronique Fayet. Les pauvres nous font peur, les étrangers, les migrants, les autres croyants nous font peur : regardons-les comme des personnes, pas comme des chiffres. La rencontre des pauvres ouvre des brèches dans nos murs pour que l'amour, la tendresse puissent entrer. Cela nous pousse à l'intranquillité.

François Garay témoignant de ce dialogue qu'il promet dans sa ville des Mureaux, très multiculturelle, a fulminé contre « les voyageurs de l'immobilisme » !

Quand on dialogue, on n'a pas besoin d'être toujours d'accord, pas besoin d'être toujours gentil, juge Dominique Lang, mais nous devons expliquer nos dissensus, nous éclairer sur le sens que nous donnons aux mots, comme frugalité, quand nous ne sommes pas de la même génération.

Il nous faut accepter le pluralisme de notre société, accepter que des gens ne partagent pas les mêmes convictions que nous, mais qu'ils aient les mêmes droits. Et que ce pluralisme est richesse. Mgr de Moulins-Beaufort fit ainsi référence à l'affirmation contre-intuitive de Jean Paul II : la diversité religieuse renforce l'unité d'un pays. Les religions sont comme des langues : un échange autour de la tour de Babel en vint à cette comparaison. Il nous faut apprendre les langues des autres et aussi les dialectes différents dans chacune de nos langues. Revenait ainsi en nos mémoires une rencontre des Semaines sociales en 2008, sur « Les religions, menace ou espoir pour nos sociétés ? ». Signe de notre volonté d'être nous-mêmes en dialogue permanent avec la société, telle qu'elle évolue.

Il émane de notre rencontre une énergie mobilisatrice incroyable, qui refuse de dire que rien n'est possible, que le changement espéré ne viendra pas. Il ne s'agit pas de manquer de lucidité ou d'enjoliver la réalité, mais de croire qu'ensemble il est possible d'agir.

En guise de cadeau d'adieu, j'aimerais rassembler quelques expressions glanées au fil des débats. L'an dernier, il y avait eu cette parole émanant de personnes de la rue : apprendre le « goût de la différence de l'autre ». Cette année, je retiendrai des phrases proposant un cheminement intérieur qui doit accompagner tout engagement.

Combattons l'humiliation et apprenons l'humilité.

Ne désespérons pas de cette société. Il faut espérer de Dieu, pour ne pas désespérer des croyants.

Nous n'avons pas le temps d'être pessimistes.

Choisir cinq personnes que l'on admire et partager cette admiration avec d'autres.

Savoir apprécier ce qui est fait et rendre grâce.

« Après vous », la plus belle formule de politesse selon Levinas, et l'écho entendu dans cette réponse : « Le rôle des croyants ? Attention, bienveillance, amour, prendre soin les uns des autres, vivre en faisant passer l'autre avant nous. Personne ne le verra, mais peu importe. »

Un mode de vie au goût de l'Évangile.

Il ne vous aura pas échappé qu'un hôte invisible s'est invité à nos journées : le pape François, et son encyclique *Fratelli Tutti*. Alors, en dernière citation, retenons, comme à l'ouverture de notre rencontre, que « l'espérance est audace ».

Les ateliers thématiques

Les huit ateliers qui se sont déroulés durant la 94^e rencontre 100 % numérique des Semaines sociales ont été créés pour proposer aux participants un moment de réflexion, de partage et d'échange autour des propositions du Manifeste de l'engagement. Ils ont rassemblé plus de 1 200 personnes en ligne.

Les ateliers du samedi ont été un moment majeur d'interactivité entre participants. Ils ont permis à tous de débattre et de s'approprier les propositions d'engagement qui leur ont été partagées. À l'issue des ateliers, chaque participant a été appelé à se prononcer sur les propositions, mais aussi à s'engager personnellement à mettre en œuvre l'une ou l'autre.

ATELIER ÉDUCATION

Creuser les fractures ou construire du commun ?

L'école et l'éducation au sens large ont été au cœur des enjeux du confinement. Entre mise en place de l'enseignement à distance et (re)découverte de l'importance de l'enseignant et de la pédagogie, le confinement a aussi remis en lumière les inégalités sociales qui fragilisent notre système éducatif.

Car nous attendons de l'éducation qu'elle lutte contre les fractures de notre société. Pourtant, bien souvent, notre système éducatif contribue à les accentuer. En effet, il peine à créer du « commun ». Il a même tendance à s'affirmer comme le premier maillon d'une chaîne de mise en compétition permanente des individus à chaque instant de leur vie. Pourtant, sur le terrain, de belles initiatives existent pour transformer l'éducation. Comment s'en inspirer pour remettre l'éducation au service du bien commun ?

RESPONSABLE : Marc Vannesson, délégué général de VersLeHaut

LES INTERVENANTS

- Hervé Laud, directeur de la prospective et du plaidoyer de SOS villages d'enfants
- Christophe Beau, responsable du programme Maisons des familles Apprentis d'Auteuil
- Justine Fesneau, présidente de ParentsProfesseursEnsemble, A2Profs
- Claudine Husson, présidente d'Un enfant, une famille

Retrouvez toutes les propositions de l'atelier
dans le Manifeste de l'engagement page 97
Atelier à (re)voir sur la page YouTube des Semaines sociales de France

ATELIER ÉCOLOGIE

En 2015, avec l'encyclique *Laudato si'*, le Pape François nous a projetés dans l'écologie intégrale. Tout est lié, nous dit-il. Les atteintes à la terre, à la planète, et leurs conséquences en chaîne touchent prioritairement les plus pauvres et les plus précaires. Par ailleurs, nos manières de produire et de consommer ont également un impact sur notre nature humaine, en particulier notre santé et nos relations sociales. Pour cet atelier Écologie, nous avons décidé de nous concentrer sur la lutte contre le réchauffement climatique. Pourquoi ?

Nous ne voyons pas la biodiversité disparaître. La pollution des océans, des sols et de l'air n'est pas toujours visible. En revanche, le réchauffement climatique, qui nous semblait lointain il y a peu encore, prend corps et affecte nos sens et notre vie quotidienne : la montée des températures, la multiplication des épisodes de canicules, l'intensité des pics de chaleur, les sécheresses agricoles. Les prévisions les plus sombres des scientifiques du Giec se réalisent. « Le changement climatique, nous y sommes. » Nous nous sentons également interpellés par les jeunes générations : les marches pour le climat, les grèves lycéennes pour le climat, Youth4Climate. Enfin, la première expérience d'assemblée consultative citoyenne s'est tenue sur la question du climat et nous avons souhaité prolonger les réflexions qui y ont été ouvertes.

Réflexions, mais aussi actions. L'objectif de cet atelier est de débattre sur des propositions d'ordre politique que nous, membres de l'atelier, et nous, Semaines sociales de France, nous engagerons à défendre dans les mois qui viennent. Comme simple citoyen, en écrivant à notre député, en nous manifestant ou en prenant la parole publiquement en tant qu'association. Nous réfléchissons ensuite aux possibilités d'engagements associatifs et d'engagements individuels pour avancer vers une conversion personnelle réelle.

RESPONSABLE : Éric Wendling, administrateur des Semaines sociales de France

LES INTERVENANTS

- Jacques-Olivier Garda, entrepreneur indépendant engagé et intervenant dans l'enseignement supérieur
- Paul Piccarreta, rédacteur en chef de *Limite*
- Cédric Letourneur, secrétaire national au Mouvement rural de la jeunesse chrétienne (MRJC)
- Marie-Hélène Lafage, consultante en politiques locales/transition écologique
- Gaëtan Monot, délégué national Éducation Pédagogie Activités des Scouts et Guides de France

Retrouvez toutes les propositions de l'atelier
dans le Manifeste de l'engagement page 103
Atelier à (re)voir sur la page YouTube des Semaines sociales de France

ATELIER SANTÉ

L'épidémie Covid 19 a rendu plus apparentes les défaillances structurelles de notre système de santé faisant douter de sa capacité d'apporter à chacun une égale protection face aux maladies, comme de lui proposer un égal accès aux soins. Les facteurs en sont multiples et font déjà l'objet de débats politiques : pratiques de soin, organisation et financements, comportements des patients comme des professionnels, interactions financières, industrielles ou politiques. Nous avons choisi de retenir trois thèmes d'engagement susceptibles de déplacer des positions figées, prendre de la hauteur et retrouver le sens du soin.

- La prévention, s'appuyant sur deux axes complémentaires : le niveau individuel où se situe l'action de soignants, et d'autres intervenants, pour négocier un projet de prévention, intégrant, hiérarchisant, les facteurs de risques sanitaires propres à chacun de nous ; la santé publique et l'État. Clarification et respect des compétences des parties, en développant la subsidiarité.
- La sélection et la formation pour une culture d'un soin attentif à la personne, créatrice de confiance. Accroître le bagage humain des soignants, rééquilibrer les temps de formation universitaire et de compagnonnage, comme leurs poids respectifs lors des évaluations
- Le lancement d'une Convention citoyenne sur la santé, sur le modèle de la Convention climat, pour associer toutes les parties prenantes (citoyens, familles, associations) à la réflexion et à la délibération sur le système de santé qui est un bien commun.

RESPONSABLE : Mathieu Monconduit, administrateur des Semaines sociales de France

LES INTERVENANTS

- Dr Jean Godard, médecin généraliste, responsable du département de Santé publique du syndicat MG France
- Dr Bertrand Galichon, médecin urgentiste, président du Centre catholique des médecins français
- Jean-Pierre Rosa, philosophe, ancien délégué général des SSF
- Emmanuelle Hoche, chargée de mission dans le cadre de l'implication de patients dans les orientations stratégiques d'un établissement de soins
- Marie-Madeleine Bernard, médecin gériatologue, animatrice d'un système de télé-parrainage intergénérationnel

Retrouvez toutes les propositions de l'atelier
dans le Manifeste de l'engagement page 100
Atelier à (re)voir sur la page YouTube des Semaines sociales de France

ATELIER TRAVAIL

La crise sanitaire du coronavirus a ouvert un débat public sur l'utilité sociale du travail et sur la reconnaissance, y compris monétaire, qui pourrait être apportée aux professions (santé, sécurité civile, alimentation de base, etc.) qui ont assuré un rôle vital pour le fonctionnement de la société pendant la période de confinement. Ce débat a remis sur le devant de la scène la question de la hiérarchie des salaires, mais aussi la place du travail dans nos vies et dans l'équilibre de la société. Et ce contexte a reposé avec acuité la question de celles et ceux qui n'ont pas ou n'auront plus accès au travail.

« Reconstruire la société » nous invite, dans le champ du travail, à nous reposer la question de la manière dont l'activité est répartie et dont elle est reconnue.

Le travail, de la Genèse au Moyen Âge, avec notamment la règle de Saint-Benoît, est objet de craintes et d'attentes : d'une malédiction, il est aussi service et réalité avec d'autres ; d'une contrainte, il est aussi moyen d'expression et opportunité pour réaliser une vocation.

Le contexte récent nous pose avec acuité des questions que nous n'avons parfois pas voulu embrasser auparavant : quelle est la place du travail dans ma vie ? Jusqu'où doit-il être gage de « confort » ? Quelle place pour les autres dans le travail, notamment celles et ceux qui n'y ont pas accès ou dont l'activité n'est pas salariée mais utile ? Quels efforts collectifs imaginer pour rendre le travail plus accessible et plus juste ?

Le travail, dans ses réalités et ses conditions d'exercice, semble nous échapper, contraint qu'il est par des règles de marché. Pourtant, nous avons encore la main par nos engagements citoyens, collectifs et individuels pour faire du travail une réalité porteuse pour le plus grand nombre.

RESPONSABLE : Geoffroy de Vienne, administrateur des Semaines sociales de France

LES INTERVENANTS

- Jacques le Goff, professeur de droit public, ancien inspecteur du travail
- Jean de Bodman, membre du bureau Solidarités nouvelles face au chômage
- Pascal Bony, membre du Pacte civique et administrateur de Territoire zéro chômeurs de longue durée
- Geoffrey Caillon, délégué syndical Central CFTD (Total Raffinage Pétrochimie)

Retrouvez toutes les propositions de l'atelier
dans le Manifeste de l'engagement page 99
Atelier à (re)voir sur la page YouTube des Semaines sociales de France

ATELIER SOLIDARITÉ AU-DELÀ DES FRONTIÈRES

La pandémie que nous vivons a remis en avant la question des frontières. Au questionnement économique et parfois identitaire est venu s'ajouter une crainte sanitaire. Face à cette tentation du repli sur soi et de la défense exclusive des intérêts nationaux, il importe de prendre conscience de nos interdépendances au-delà de nos frontières. Ces interdépendances internationales, flagrantes dans la pandémie du coronavirus, peuvent apparaître comme une contrainte sur laquelle on ne peut pas agir. Mais, en fait, il s'agit aussi d'une opportunité de mieux gérer des risques collectifs (les risques sanitaires et les risques écologiques, par exemple) et d'agir sur notre avenir plutôt que de subir les impacts néfastes des mutations à l'œuvre.

Dès lors, la solidarité n'est pas seulement une vertu mais aussi une solution aux dysfonctionnements qui nous touchent, une source d'efficacité accrue pour relever les défis actuels, en particulier à l'échelon européen.

L'accueil de l'autre, de l'étranger, est une réponse à la fracturation de la société, car il permet de recréer du lien, de fédérer autour d'un projet nouveau et dynamique (l'accueil d'une personne, d'une famille). « Nous devons trouver le courage d'ouvrir des espaces où tous peuvent se sentir appelés et permettre de nouvelles formes d'hospitalité et de fraternité, ainsi que de solidarité » nous a dit le pape François, le 27 mars dernier.

Comment prendre en compte le rôle et l'action des personnes individuelles, qu'il s'agisse des personnes qui sont accueillies ou de ceux qui les accueillent ? Quelle coordination entre les acteurs collectifs sur le terrain, comme les familles, les équipes associatives ou les équipes municipales des villes et des villages, intervenant pour l'accueil et l'insertion des migrants et des réfugiés ? Comment renouveler, diversifier et agrandir le nombre d'acteurs de la solidarité et intégrer les migrants eux-mêmes dans cette démarche ?

RESPONSABLES : Valérie Régnier et Grégoire Lefèvre, administrateurs des SSF

LES INTERVENANTS

- Catherine Wihtol de Wenden, directrice de recherche émérite au CNRS
- Emmanuel Dupuy, président de l'Institut Prospective et Sécurité en Europe
- Claire Legrand, chargée de mission « Couloirs humanitaires » Sant'Egidio
- Guillaume Nicolas, délégué général Délégation catholique pour la coopération
- Diala et Lojin Alrefai, Sant'Egidio, syriennes accueillies par les Couloirs humanitaires

Retrouvez toutes les propositions de l'atelier
dans le Manifeste de l'engagement page 109
Atelier à (re)voir sur la page YouTube des Semaines sociales de France

ATELIER LOGEMENT

En mars dernier, la contrainte du confinement a poussé le gouvernement à ouvrir de nombreuses places d'hébergement afin de mettre à l'abri les personnes à la rue. Et les expulsions locatives ont chuté pour répondre à la promesse gouvernementale de n'expulser aucun locataire sans solution de relogement. Il aura donc fallu une crise exceptionnelle pour que les demandes des associations d'aide au logement soient enfin entendues.

La crise économique que vit le pays va encore accroître la déconnexion entre les ressources des demandeurs de logements et les niveaux de loyers pratiqués, tout particulièrement dans les « zones tendues » des grandes métropoles. Trop d'hommes et de femmes n'arrivent plus à trouver un toit en France ; trop de familles vivent dans des logements insalubres, surpeuplés, précaires ; trop de quartiers concentrent l'exclusion.

Les lois suffisent-elles aujourd'hui pour garantir l'accès à chacun à un logement ? Comment les collectivités et les citoyens peuvent-ils s'engager pour assurer ce droit fondamental ? Sommes-nous vraiment convaincus des bienfaits de la mixité sociale en la matière ? L'accès au logement de chacun ne bénéficierait-il pas de l'association d'acteurs associatifs et du privé, mais aussi, parfois, de la conversion de notre regard et de notre cœur ?

RESPONSABLE : Pierre-Yves Le Priol, administrateur des Semaines sociales de France

LES INTERVENANTS

- Pierre Maréchal, responsable de l'Observatoire de la précarité et du mal-logement dans les Hauts-de-Seine
- Éric Constantin, directeur de l'agence Île-de-France de la Fondation Abbé Pierre
- Michel Fornier, responsable de l'antenne Habitat et Humanisme de Sceaux-Fontenay-Châtenay

Retrouvez toutes les propositions de l'atelier
dans le Manifeste de l'engagement page 107
Atelier à (re)voir sur la page YouTube des Semaines sociales de France

ATELIER OUTILS NUMÉRIQUES ET SOLIDARITÉ

Outils numériques et actions de solidarité paraissent à première vue antinomiques : comment être solidaire à distance ? À quoi ressemble une solidarité « virtuelle » ? La solidarité n'implique-t-elle pas, au minimum, une main tendue que va saisir une autre main, des regards échangés, une proximité ?

À l'opposé, les outils numériques – réseaux sociaux, plateformes, sites, blogs – construisent un monde virtuel qui prétend englober l'ensemble de nos activités : travailler, se former, acheter, échanger des nouvelles, s'informer, et même prier.

Les outils numériques sont d'abord et avant tout des outils, dont l'effet positif ou négatif dépend de la manière dont nous les utilisons. Cependant, compte-tenu de leur diffusion croissante et des algorithmes qui les structurent, ils façonnent, largement, à notre insu, la société et nos comportements dans tous les domaines.

Un atelier pour démystifier les outils numériques, examiner ensemble à quelles conditions ils peuvent renforcer nos actions de solidarité, être mis au service du lien dans notre société, avec le témoignage d'associations engagées sur le terrain ; un atelier pour passer ensemble à l'action au niveau politique, associatif et personnel

L'utilisation des outils numériques pour la solidarité et le bien commun n'est pas une option. C'est une obligation si nous voulons être présents dans les failles de notre société et porter une parole au service de l'humain.

RESPONSABLES : Anne-Sophie de Quercize et Laurent de Mautort, administrateurs des Semaines sociales de France

LES INTERVENANTS

- Delphine Bonjour, relations institutionnelles et accès aux droits, Secours catholique
- Jean Deydier, fondateur Emmaüs Connect et WeTechCare
- Cyril di Palma, directeur Génération numérique
- Claire Duizabo, co-fondatrice Entourage
- Elsa Liberté Chuinard, co-fondatrice InSite
- Mathilde d'Alañon, co-fondatrice 1lettre 1sourire

Retrouvez toutes les propositions de l'atelier
dans le Manifeste de l'engagement page 112
Atelier à (re)voir sur la page YouTube des Semaines sociales de France

ATELIER TERRITOIRES ET DÉMOCRATIE LOCALE

Pour analyser, travailler les tensions qui marquent notre société, de la crise des Gilets jaunes aux conséquences du confinement et dépasser ce que la violence nous dit des antagonismes vécus, la dimension locale et territoriale permet des analyses, des témoignages et des propositions. Comment, alors que nous sommes proches à l'échelle d'un territoire, arrivons-nous à contrecarrer les replis communautaires ? Dans quelles conditions la proximité peut-elle aider à dépasser nos différences culturelles, culturelles, sociales ? La fraternité locale peut-elle apparaître comme nouvelle perspective d'une consolidation sociale de nos territoires ?

Avec le soutien de l'État, des collectivités, des associations et de chacun, quelles proximités pour permettre que nos environnements proches ne soient plus le terrain de la solitude mais celui d'un dialogue, voire pour une nouvelle démocratie locale ? Le bien commun ne peut être un privilège (ou une charge) pour le seul État. Quel rôle les autres acteurs peuvent-ils prendre dans la préservation du bien commun ?

RESPONSABLE : Philippe Segretain, administrateur des Semaines sociales de France

LES INTERVENANTS

- Marcel Rémon, CERAS
- Marjorie Jouen, Institut Jacques Delors
- Daniel Cueff, ancien maire de Langouët, Ille-et-Vilaine
- Stefan Lunte, conseiller municipal à Moulins
- Denis Vinckier, conseiller régional des Hauts de France
- Dominique Pelloux-Prayer, président des Semaines sociales de Rueil

Retrouvez toutes les propositions de l'atelier
dans le Manifeste de l'engagement page 114
Atelier à (re)voir sur la page YouTube des Semaines sociales de France

Lettre du Vatican

Sa Sainteté le pape François est heureux de vous rejoindre par la pensée et par la prière ainsi que tous les participants à la session 2020 des Semaines sociales de France. La pandémie de la Covid-19 vous contraint à vivre cette rencontre à distance, en vidéo-conférence. Cette dure privation de contacts humains directs, que nous connaissons tous en ces temps-ci, a au moins pour avantage de nous faire mieux percevoir la richesse et la valeur irremplaçables de la rencontre interpersonnelle. Seule elle permet de vivre la chaleur humaine et la spontanéité des échanges, seule elle permet de susciter des liens d'amitié et de fraternité. Le Saint-Père affirme que « les relations virtuelles, qui dispensent de cultiver l'amitié, ne sont sociales qu'en apparence ; elles ne construisent pas un vrai "nous" » (*Fratelli Tutti*, n.43).

Le projet de « société à reconstruire » sur lequel vous souhaitez réfléchir – thème de votre session annuelle – devra sans doute prendre en compte ce point d'attention car « la connexion numérique ne suffit pas pour construire des ponts, elle ne suffit pas pour nourrir l'humanité » (*Ibid.*). Créés à l'image et à la ressemblance de Dieu, nous sommes des êtres de relation, des personnes aimées et capables d'aimer. Dieu nous invite à vivre en communion avec lui, en communion avec nos sœurs et nos frères, dans le respect de toute la création (cf. *Catéchèse* sur le thème « Guérir le monde », Audience générale du 12 août 2020). Un regard renouvelé doit donc être porté sur l'homme revêtu de la dignité que Dieu lui confère. « Cette conscience renouvelée de la dignité de tout être humain a de sérieuses implications sociales, économiques et politiques. [...] Le croyant, en contemplant son prochain comme un frère et non comme un étranger, le regarde avec compassion et empathie, et non avec mépris ou inimitié. (*Ibid.*) » Fort de ces convictions, tout chrétien, et en particulier s'il a quelque responsabilité dans la société, a de par son baptême le moyen de « guérir le monde » ; et le pape François a par ailleurs souligné de quelles manières les vertus théologiques de foi, d'espérance et de charité étaient impliquées dans

cette guérison du monde (cf. Audiences générales du 5 août au 30 septembre 2020). Vos travaux seront donc d'une grande importance dans la mesure où ils encourageront les chrétiens à prendre la place irremplaçable qui est la leur dans le dialogue social, afin qu'advienne un monde plus juste, plus fraternel, en somme plus évangélique. C'est une responsabilité qui découle de la foi, comme un don de Dieu à placer au service de l'humanité tout entière (cf. *Catéchèse* du 12 août 2020). Le pape François confie la fécondité de vos travaux à l'intercession de la Vierge Marie et il vous assure, Madame la présidente, ainsi qu'aux participants, de sa prière.

Cardinal Pietro Parolin

Secrétaire d'État de Sa Sainteté

Lu par Mgr Celestino Migliore, nonce apostolique en France

Du Vatican, le 13 novembre 2020

Un manifeste de l'engagement



94^e Rencontre des Semaines sociales de France

"UNE SOCIÉTÉ À RECONSTRUIRE, ENGAGEONS-NOUS !"

2 0 2 0

POURQUOI UN MANIFESTE DE L'ENGAGEMENT ?

Parce que, depuis plus d'un siècle, elles se donnent pour mission de penser pour mieux agir, les Semaines sociales de France ont, pendant deux ans, engagé leur réflexion sur les inégalités sociales et territoriales qui minent notre pays, l'émiettement de la société en îlots ne communiquant plus : elles veulent proposer des pistes pour reconstruire cette société abîmée, la rendre plus juste et plus fraternelle. Ces fractures ne datent pas d'hier, mais leur réalité est apparue de manière nouvelle avec la crise des Gilets jaunes. Le climat s'est encore alourdi avec les mouvements de protestation contre la réforme des retraites. Alors est survenue la pandémie de la Covid-19, inédite dans les moyens sanitaires et économiques mis en œuvre pour la combattre, mais terriblement révélatrice des pauvretés en matière de logement, d'éducation, de revenus, de travail. Puis des actes terroristes tragiques sont à nouveau venus blesser notre pays.

S'engager pour reconstruire la société, telle est donc notre ambition. Ne pas céder au défaitisme et au découragement. Trouver la force et les raisons d'agir. En puisant à la source de la pensée sociale de l'Église, le principe vital de notre association, nous voulons avec d'autres travailler à recoudre notre tissu social déchiré. Parce que nous croyons, nous savons, que les croyants, notamment les chrétiens que nous sommes, ont un rôle immense à jouer – et une lourde responsabilité – pour inspirer notre monde et lui donner de l'espérance. Beaucoup espèrent que les crises successives conduiront à des transformations profondes de notre société. Il est nécessaire, en effet, de retrouver confiance en nous et en nos institutions. Prendre soin les uns des autres : voilà l'horizon. Repenser l'exercice de la démocratie, pour que soient davantage écoutés ceux qui sont trop souvent privés de parole, et reconnus ceux qui se sentent oubliés ou méprisés. Faire dialoguer l'écologie et la justice sociale.

Nous voulons participer à cette transformation. Malgré la complexité des sujets, malgré la faiblesse de nos moyens, nous croyons que chacun peut peser sur les événements. Pour ce Manifeste, nous avons élaboré des pistes de solution, en nous appuyant sur des partenaires eux-mêmes engagés dans la transformation sociale de notre pays ; nous les avons travaillées en ateliers ; nous les présenterons à ceux qui détiennent le pouvoir, les pouvoirs. Nous continuerons à y travailler au fil des mois. Mais ces engagements institutionnels et politiques doivent aussi être personnels : qu'allons-nous faire concrètement, avec qui allons-nous agir, dans quelle association, quelle communauté ? Et allons-nous accepter de convertir notre regard ? Ces propositions-ci sont également présentées dans le Manifeste.

Les principes de l'enseignement social de l'Église guident nos choix pour donner à notre monde un goût d'Évangile : notamment l'attention aux plus fragiles et la conviction que chacun peut agir là où il est. Dans son encyclique *Fratelli Tutti*, le pape François rappelle que la parabole du Samaritain « nous invite à raviver notre

vocation de citoyens de nos pays respectifs et du monde entier, bâtisseurs d'un nouveau lien social ». Nous voulons apporter notre pierre.

Dominique Quinio, présidente des Semaines sociales de France

3 OBJECTIFS ET 3 LEVIERS

Le renouveau pour une société française plus humaine, inclusive et réconciliée avec elle-même, procèdera de l'engagement de tous et de chacun. Cultiver son engagement, là où on est, sa relation au monde et son exigence vis-à-vis de nos responsables, voilà les trois dimensions de l'engagement, qui se nourrissent les unes les autres sans s'exclure :

- ✓ Un engagement personnel, fonction de ses capacités et disponibilités, fait d'une kyrielle de petites actions du quotidien. Un engagement qu'il faut nourrir, cultiver et stimuler ;
- ✓ Un engagement citoyen, c'est-à-dire une démarche visant à mieux comprendre le monde pour mieux l'habiter et y jouer son rôle, notamment par le biais du vote et par la participation à la vie associative ;
- ✓ Une exigence vis-à-vis de nos responsables (politiques, économiques, associatifs). Tout n'est pas de leur fait, ni du nôtre du reste, mais on peut s'engager dans un dialogue exigeant avec celles et ceux qui ont une part active à la marche du monde du fait de leurs responsabilités.

Pour arriver aux propositions inscrites dans le Manifeste, la méthode utilisée a été de privilégier 8 terrains d'actions prioritaires pour faire émerger des mesures et engagements enracinés dans chacun des secteurs concernés : l'écologie, la santé, le logement, les territoires et la démocratie locale, le travail, l'éducation, le numérique, la solidarité au-delà des frontières.

Ces propositions, politiques, associatives et personnelles, n'ont pas la prétention à l'exhaustivité. La liste des associations mentionnées mérite d'être élargie, en particulier au niveau des territoires. À chacun de faire son choix pour éventuellement adhérer, faire un don ou voir ce qui est transposable près de chez soi. À chacun aussi de réfléchir sur ses engagements personnels en fonction de ses possibilités.

Les propositions politiques ne sont pas l'esquisse d'un programme de gouvernement, mais visent à interpeller les décideurs, à « faire bouger les lignes » autour de grands axes et de quelques mesures concrètes. Ce sont des pistes de travail plutôt que des propositions « clé en main ».

Certaines propositions sont rapidement applicables, pour autant que la volonté politique soit suffisamment forte, d'autres nécessitent de sortir des modèles et équilibres existants, ce qui nécessitera un effort durable et patient de conviction. Elles ont été travaillées pendant l'année 2020, puis discutées et amendées pendant la Rencontre, permettant d'arriver à un document de référence, étape nécessaire pour

poursuivre le chemin avec d'autres, en étant réaliste mais aussi plein d'espérance. Certaines propositions font débat (et sont indiquées comme telles dans le document) et ce débat sera mené par les Semaines sociales au cours des prochains mois. De ces échanges émergeront sans doute des propositions nouvelles.

Les propositions institutionnelles et politiques, ainsi que les nombreuses propositions d'engagements associatifs ou personnels, sont présentées, secteur par secteur. Il s'agit bien d'un tout cohérent, mais chaque proposition aura sa vie propre, sera affinée par ceux qui voudront s'en saisir, avec tous ceux qui partagent le même objectif. Cet effort de déclinaison des propositions et de plaidoyer est l'affaire de tous, de chacun de nous, des Semaines sociales de France et des antennes régionales.

Il est donc important de parcourir les huit fiches de propositions incluses dans le Manifeste. Au-delà des mesures secteur par secteur, une lecture d'ensemble permet d'apercevoir une belle cohérence qui reflète les valeurs portées par les Semaines sociales de France, nourries par la pensée sociale de l'Église, en particulier par les deux encycliques du pape François : *Laudato si'* et *Fratelli Tutti*.

Nous distinguons 3 objectifs prioritaires pour « refaire société » et 3 leviers pour l'action.

Les 3 objectifs

- ✓ L'attention aux plus pauvres, aux laissés-pour-compte, aux migrants, à mettre au cœur du Pacte social français et européen (TRAV-3, EDUC-4, LOG-1, SOL-1, SOL-2) ;-
- ✓ La lutte pour la justice et contre les inégalités dans l'entreprise, la société et le monde (TRAV-2, NUM-1, LOG-3, LOG-4, SOL-3) ;
- ✓ L'impératif d'une consommation plus sobre et écologiquement responsable (ECO-2, ECO-3, ECO-4)

Les 3 leviers

- ✓ L'attention permanente à la subsidiarité. Les grandes institutions de l'éducation et de la santé, les collectivités territoriales sont les acteurs premiers de l'action publique mais elles ne peuvent pas tout toutes seules sans l'action des citoyens, des corps intermédiaires et des associations (EDUC-2, SANT-1, NUM-3, TER-4).
- ✓ L'éducation, la formation, l'information : ce triptyque fondamental concerne tous les secteurs de la société (ECO-1, LOG-2, EDUC-3, SANT-2, NUM-2, NUM-3).
- ✓ La construction de consensus et de confiance dans la société grâce à des initiatives fortes et innovantes touchant l'ensemble des citoyens et pas seulement les professionnels des secteurs concernés (EDUC-1, SANT-3, TER-2, TER-3).

ÉDUCATION

Propositions politiques et institutionnelles

EDUC-1 : Adosser une charte de l'éducation à la Constitution, pour dire ensemble les principes fondamentaux que nous voulons pour l'avenir de nos enfants, comme la charte de l'environnement l'a été en 2004

L'éducation est en souffrance. Cela rend indispensable une mobilisation générale de toute la société française en faveur de sa jeunesse avec une attention particulière pour les plus faibles. C'est dans cet esprit que citoyens, jeunes et familles, parents et grands-parents, professionnels et acteurs éducatifs, État et collectivités territoriales, entreprises et syndicats, tous sont invités à contribuer à la rédaction des principes fondamentaux que nous voulons pour l'avenir de nos enfants.

Ces principes seront inscrits dans une Charte de l'éducation qui est en cours de rédaction. Son adossement à la Constitution sanctionnerait avec éclat le consensus qui aura été atteint entre tous les acteurs.

EDUC-2 : Transformer en profondeur la gouvernance de notre système éducatif dans une logique de subsidiarité ; faire davantage confiance aux acteurs de terrain

À l'image de ce qui se passe dans la plupart des pays de l'OCDE, il s'agit de donner une plus grande autonomie aux établissements scolaires dans la définition de leur projet éducatif (avec une plus grande latitude dans l'utilisation des dotations horaires afin de mieux s'adapter aux réalités du terrain et aux besoins des jeunes et des familles) ; et aussi dans le recrutement de leurs équipes éducatives avec la possibilité pour les chefs d'établissement de faire un recrutement sur profil pour remplacer la procédure actuelle où l'enseignant est « parachuté » dans l'établissement sans contact préalable avec le chef d'établissement.

On pourrait aussi décentraliser une partie de l'enseignement au niveau des régions, en commençant par exemple par les lycées professionnels et agricoles, qui seraient pris en charge par les régions (pas seulement les locaux ou les personnels techniques, mais aussi le corps enseignant, les budgets, etc.). Les examens nationaux et un référentiel national d'évaluation des établissements permettraient de garantir une cohérence nationale.

EDUC-3 : Renforcer massivement les politiques de soutien à la parentalité

Aujourd'hui, malgré un renforcement des financements, le soutien à la parentalité reste assez marginal dans la politique familiale. Nous proposons de faire du soutien à la parentalité l'un des trois piliers de la politique familiale (avec le financement des modes de garde pour la petite enfance et le financement des prestations légales telles que les allocations familiales).

L'objectif est de construire une offre de services solide qui permettrait à chaque parent qui le souhaite d'avoir accès à un dispositif de soutien : groupes de parents, médiateurs parents/école, accès à une maison des familles, participation à des conférences thématiques (éducation au numérique, éducation affective, relationnelle et sexuelle, orientation). Des instituts de la parentalité sont en cours de déploiement. Il en faudrait dans tous les départements.

EDUC-4 : Ne plus laisser les jeunes majeurs sortant de l'Aide sociale à l'enfance sans accompagnement à 18 ans

Aujourd'hui, la loi protège les mineurs confiés à la Protection de l'enfance. En revanche, la plus grande incertitude pèse sur le sort des jeunes majeurs qui sortent de l'Aide sociale à l'enfance. Nous proposons la systématisation de l'accompagnement jusqu'à 21 ans minimum pour tous les jeunes sortant de l'ASE. Cela permettrait aux jeunes placés de se projeter plus sereinement dans des parcours de formation, alors même qu'ils ont souvent des parcours scolaires chaotiques du fait de leur situation familiale et sociale.

Engagements associatifs

- Rejoindre ou soutenir des associations comme Vers le haut (<https://www.versle haut.org/>) ou les apprentis d'Auteuil (<https://www.apprentis-auteuil.org/>)
- Participer aux États généraux de l'éducation qui invitent la société civile à porter des propositions. Par exemple en votant sur les propositions disponibles sur la plateforme <https://etatsgeneraux-education.fr/> ; en participant aux réunions en régions et à la synthèse nationale (le 12 juin 2021 à la Maison de la Radio)
- S'engager dans le parrainage de proximité, en prenant contact avec l'une des associations qui met en relation des enfants/des jeunes qui ont besoin d'ouverture socio-culturelle et des bénévoles prêts à s'engager, dans la durée, 2 heures par mois pour des visites, des sorties, des rencontres (<http://unenfantunefamille.org/>)
- Pour ceux qui ont des responsabilités en entreprise : promouvoir la responsabilité éducative des entreprises en mettant l'éducation au cœur des stratégies RSE et RH des entreprises : apprentissage, stage de 3^e, interventions en collège, tutorat. Voir intégrer dans le reporting extrafinancier de l'entreprise des indicateurs de mesure de leur impact éducatif pour valoriser davantage les entreprises qui s'engagent dans le domaine

Propositions d'engagement/de discernement personnel

- Ne pas oublier le devoir d'espérance à partager avec les jeunes
- Travailler à réconcilier une communauté éducative intégrant toutes les parties prenantes
- Encourager, susciter les vocations éducatives, en s'abstenant de critiques sur les

enseignants et en exprimant notre reconnaissance aux enseignants, éducateurs qui s'engagent pour les jeunes.

TRAVAIL

Propositions politiques et institutionnelles

TRAV-1 : Associer davantage les salariés aux enjeux et au partage de la valeur dans leur organisation

L'entreprise peut être l'un des lieux où se construit le lien social autour d'un projet commun. La pandémie a montré l'urgence de consolider ou renforcer cette réalité par des mesures fortes, inscrites en partie seulement dans la loi Pacte, comme l'obligation de mise en place de la participation et de l'intéressement dans les PME et TPE, l'incitation à ouvrir 10 % du capital aux salariés avec représentation au conseil d'administration pour toutes les entreprises et abondement de l'employeur.

TRAV-2 : Obligation de respecter un rapport de 1 à 20 entre la rémunération nette du plus bas salaire et celle du plus haut au sein de la même structure (en débat)

La pandémie a mis en évidence l'écart entre utilité sociale et rémunération du travail. S'il est difficile d'établir un lien objectif et universel entre rémunération et valeur sociale du travail, certains écarts entre les rémunérations et l'existence de très bas salaires sont immoraux et injustifiés.

Il est proposé une obligation de respecter un rapport de 1 à 20 entre la rémunération nette du plus bas salaire et celle du plus haut au sein de la même structure. Les contrevenants seraient lourdement fiscalisés sur le dépassement (20 x le plus bas salaire) pour nourrir un fonds de solidarité dédié au retour à l'emploi.

TRAV-3 : Sécurisation des parcours professionnels et de vie et lutte contre la précarisation du travail

Il est proposé de valoriser davantage, sous formes de trimestres retenus dans le calcul de la retraite, les formes d'activités non-salariées que sont les congés parentaux, l'activité associative, les congés d'aidants, la création d'entreprise.

De faire du compte personnel de formation, un levier d'éducation permanente autant que d'adaptation aux métiers, en particulier, au départ de la vie professionnelle, abonder le compte personnel de formation d'un montant inversement proportionnel aux années d'études réalisées.

Que, au-delà de 10 % de contrats précaires dans une structure donnée, il y ait un abondement obligatoire à un fonds de solidarité dédié au retour à l'emploi.

Engagements associatifs

- S'engager dans la lutte contre le chômage, dans une association telle que Solidarités Nouvelles face au chômage et/ou Territoires Zéro chômeur de longue durée tant pour apporter à un chômeur un accompagnement et son propre réseau relationnel, que pour apporter à la structure du travail
<https://snc.asso.fr/>; <https://www.tzclld.fr/>
- Se syndiquer, assumer un mandat syndical ou de représentation des salariés

Proposition d'engagement / de discernement personnel

Se comporter au quotidien en consommateur exigeant et responsable : à titre individuel, nous sommes tous des clients de commerces, d'artisans, de prestataires, et parfois employeurs (aides à domicile, etc.). Au nom de la recherche d'un optimum économique, pouvons-nous accepter de rendre insupportable ou illégal le travail de ceux qui œuvrent directement ou indirectement pour nous ? En tant que consommateur, dans quelles conditions sociales et environnementales sont fabriqués/livrés/vendus les produits et services que nous achetons ? En tant qu'employeur, suis-je sûr que le respect de mes exigences ne se fait pas au détriment du respect de la vie personnelle, de la sécurité ou de l'accès à une « juste » rémunération de mes salariés ?

SANTÉ

Propositions politiques et institutionnelles

SANT-I : Mettre la prévention au cœur des orientations de la politique de santé

L'éducation à la santé, à la connaissance et à l'usage du système de santé, débute à l'école et se poursuit à tout âge. Bien que préalable à la réception des messages individuels, comme la responsabilisation des comportements futurs, elle n'est pas considérée prioritaire, alors que l'on observe dès à présent chez les adolescents, une augmentation de facteurs de risques futurs, notamment d'origine alimentaire (obésité, alcool).

La prévention est un investissement social et économique. Le coût total des maladies chroniques accessibles à la prévention (diabète, maladies cardio-vasculaires, cancers des voies aéro-digestives supérieures) représente près des deux tiers des dépenses de santé.

Bénéficiant à tous, et plus particulièrement aux moins nantis, en qualité de vie comme en espérance de vie, la prévention peut être considérée comme un « bien commun de santé », que les choix de financement de la santé doivent privilégier. En France, de

nombreux intervenants institutionnels, publics ou privés, sont impliqués, sans cohérence globale, ni coordination des actions ni lisibilité globale des financements.

SANT-2 : Intégrer dans la formation et la sélection des professionnels de santé des compétences en sciences humaines, économiques et sociales les rendant aptes à percevoir l'importance du temps consacré à chaque patient, à mieux intégrer la réflexion éthique et à pratiquer des processus coopératifs

Au-delà de l'acquisition de savoirs techniques, il s'agit de former des professionnels capables de demeurer attentifs à la plainte du patient et d'y répondre par leurs compétences, dans le respect de « l'homme couché », dans l'écoute de ce que celui-ci peut leur apprendre sur le soin et sur leur métier. La réduction du temps d'écoute du patient ne permet qu'une prise en compte très partielle de la plainte, des troubles de santé qu'elle traduit, comme des conditions, notamment sociales, permettant la mise en œuvre des investigations complémentaires ou des traitements.

L'identification des autres partenaires nécessaires au soin, la coordination des uns et des autres en pâtissent, pouvant rendre illusoire un soin alors réduit à une ordonnance. Dans un système réduisant ce temps pour optimiser, sans limites, la production de soins, les valeurs du soin disparaissent avec leur valorisation financière.

Face aux cloisonnements catégoriels et afin de développer le respect des professionnels entre eux, la connaissance réciproque est nécessaire. Elle sera facilitée par des temps d'apprentissage commun, entre les différentes catégories de professions de santé et aussi avec les professionnels des services sociaux ou médico-sociaux qui contribuent à un soin global à la personne.

SANT-3 : Lancer une convention citoyenne pour la santé sur le modèle de la convention climat

Par une initiative innovante, il s'agit de renforcer la cohésion et la solidarité nationale autour des défis que notre pays devra affronter dans le domaine de la santé.

Si le thème général de la Convention pourrait être : « Comment assurer à chaque personne, un accès équitable au système de santé, commençant par la prévention, du soin à la réadaptation, tout au long de la vie, selon un cadre conforme à l'exigence de solidarité nationale ? », la question précise pourrait être : « Comment, en vingt ans, réduire de moitié l'écart actuel d'espérance de vie entre catégories sociales (13 années pour les hommes, 8 pour les femmes), en tirant vers le haut les catégories défavorisées, sans inflation des dépenses de santé autres que celles liées au vieillissement de la population ? ».

Engagements associatifs

- Possibilité de rejoindre l'une de ces associations ou de m'inspirer de leur témoignage pour lancer une initiative locale :

- dans le domaine de la prévention :
 - <https://www.medecinsdumonde.org/fr/contact/nous-rencontrer>
 - La mission santé de <https://www.emmaus-solidarite.org/missions-transversales/>
 - Dans le cadre d'établissements scolaires : <https://eduscol.education.fr/2346/sante>
- dans une action intergénérationnelle de prévention des effets de l'isolement :
 - <https://www.petitsfreresdespauvres.fr/devenir-benevole>
 - <http://www.pace2000.org/fr/>
- Rejoindre les représentants d'usagers du Centre hospitalier, ou de la clinique, dont moi-même ou ma famille sommes amenés à utiliser les services, en m'informant préalablement :
 - <https://www.france-assos-sante.org/>
 - <https://solidarites-sante.gouv.fr/systeme-de-sante-et-medico-social/parcours-de-sante-vos-droits/article/le-droit-des-usagers-faire-connaître-et-vivre-les-droits-des-usagers-de-la>

Propositions d'engagement/ de discernement personnel

- Je facilite la communication entre les soignants en remplissant mon dossier médical personnel de l'Assurance maladie <https://dmp.fr/>
- Je tiens à jour le carnet de santé de mes enfants, notamment pour les vaccinations
- Si je suis porteur d'une maladie chronique, je m'informe auprès de mon médecin traitant, des examens et traitements que je dois suivre et m'efforce d'être observant
- Je note et tiens à jour les événements importants ayant nécessité une hospitalisation (maternité, interventions, maladies graves) ainsi que les traitements médicamenteux subis et les éventuels effets secondaires. Il m'aidera à renseigner un médecin ou un autre soignant que je ne connais pas encore
- Si la prochaine consultation doit être une consultation d'annonce de résultats d'examens avec la perspective d'une maladie grave, je demande à un proche de m'accompagner et note les questions que je souhaite voir aborder
- Je respecte le principe du « parcours coordonné de soins » qui permet à mon médecin traitant d'apprécier au mieux les examens et avis secondaires éventuels que mon état nécessite
- Je suis attentif à mon équilibre nutritionnel, comme à celui de mes proches, recherchant le Nutriscore des produits alimentaires achetés ayant fait l'objet d'une préparation industrielle <https://www.mangerbouger.fr/Manger-mieux/Comment-manger-mieux/Comment-comprendre-les-informations-nutritionnelles/Qu'est-ce-que-le-Nutri-Score>

- Parent d'enfants en collège ou lycée, je m'informe de l'existence et des actions du comité d'éducation à la santé et à la citoyenneté des établissements dans lesquels ils sont élèves et demande à en faire partie afin de promouvoir des actions en cohérence avec l'environnement culturel et social comme avec les risques épidémiologiques observés (drogue, surpoids)

ÉCOLOGIE

Propositions politiques et institutionnelles

ECO-1 : Pour une mesure universelle et exhaustive du « contenu carbone » des biens et services

Les SSF soutiennent toutes les propositions qui visent à fournir aux citoyens, aux consommateurs, aux décideurs économiques et aux décideurs politiques des moyens de mesure fiables et exhaustifs de l'impact carbone de toute activité de production de biens et services.

La mesure du « contenu carbone » devra être simple et lisible pour le consommateur et être mise en place en commençant par l'obligation faite aux entreprises et aux administrations de réaliser le bilan carbone annuel des émissions « directes ». Cette obligation devra également être étendue aux importations.

ECO-2 : Réguler strictement la publicité non sollicitée

Si la publicité peut être utile pour permettre à un consommateur de choisir, en ayant connaissance des possibilités proposées par le marché, elle est trop souvent une incitation à la surconsommation ou à la mal-consommation. Par ailleurs, la publicité en elle-même engendre une consommation importante de ressources (papier, transport des prospectus et des affiches, consommation électrique des affichages lumineux et vidéo...).

Ceci n'est pas soutenable pour la planète, il est donc nécessaire d'induire un changement « systémique » en régulant strictement la publicité sur les voies de circulation publique, dans les transports en commun, déposée dans les boîtes aux lettres, les avions publicitaires, la distribution automatique d'échantillons lors d'un achat.

Pour les sites Internet, il est proposé de systématiquement donner le choix entre consulter le contenu gratuitement avec de la publicité, ou consulter ce même contenu sans publicité moyennant un paiement à la consultation. Il est aussi proposé que les navigateurs Internet intègrent par défaut un bloqueur de publicité.

ECO-3 : Fiscaliser les émissions de gaz à effet de serre (GES) pour décarboner la chaîne de valeur des biens et services

Compte tenu de l'urgence d'une action visant à limiter le changement climatique, il est nécessaire d'envoyer au « marché » (aussi bien aux producteurs qu'aux consommateurs) un signal très clair sur le coût que représente pour la société tout bien ou service qui induirait des émissions de GES trop importantes par rapport à des alternatives existantes.

Il est proposé une fiscalisation (de type « TVA carbone ») du bilan « gaz à effet de serre » détaillé, annuel, et complet de tous les produits et services vendus dans l'UE par des entreprises de l'UE et par une taxe aux frontières de l'UE appliquant une fiscalité similaire aux émissions de GES des produits et services importés.

Les recettes de cette fiscalité nouvelle seraient fléchées pour aider les foyers les plus modestes vers une consommation décarbonée et pour le financement de projets contribuant à la lutte contre le changement climatique.

ECO-4 : Utiliser la commande publique pour accompagner l'agriculture vers une production saine et durable, tout en permettant aux ménages modestes d'avoir accès à cette alimentation

Il est proposé d'obliger l'ensemble des cantines publiques (y compris celles des administrations publiques, des hôpitaux, des armées, et de tous les établissements publics ou sous tutelle publique) à réaliser une proportion très majoritaire (largement au-delà de la proportion de la loi Egalim) de leurs achats alimentaires au sein de productions agricoles issues de circuits courts (idéalement locaux) et (en même temps) à faible coût environnemental (au minimum en « agriculture raisonnée », idéalement en « bio »).

Pour les réseaux d'épicerie solidaires et les autres associations d'aide alimentaire, cette obligation serait accompagnée d'un « droit de tirage » sur les volumes d'achat de produits alimentaires durables (« locaux » et « bios ») effectués par les administrations publiques.

Ce fléchage de la commande publique vers une alimentation « locale » et « bio » devra être accompagné par la mise en place d'un système ambitieux d'aides publiques à la conversion écologique des exploitations agricoles, en particulier pour permettre à de jeunes agriculteurs de reprendre des fermes « traditionnelles » pour en réaliser la conversion.

Les actions associatives et citoyennes

- Actions de formation collective à la transition écologique et à sa mise en œuvre
 - ✓ Rejoindre un groupe *Laudato si'*
 - ✓ Rejoindre le mouvement Église Verte <https://www.egliseverte.org/>
 - ✓ Rejoindre le mouvement Chrétiens unis pour la Terre <https://chretiensunispourlaterre.wordpress.com/>

- ✓ Rejoindre une AMAP (ou en créer une !)
- Actions de militantisme collectif contre le changement climatique
 - ✓ Rejoindre un réseau de lutte contre le changement climatique comme Action Climat
 - ✓ Rejoindre un laboratoire d'idées comme The Shift Project (<https://theshiftproject.org/>)
 - ✓ Soutenir (voir [make.org](https://about.make.org/fr/about-us) : <https://about.make.org/fr/about-us>) des initiatives citoyennes, notamment des initiatives citoyennes européennes comme celle sur l'arrêt des pesticides de synthèse (<https://nousvoulonsdescoquelicots.org/> et <https://www.generations-futures.fr/>).
 - ✓ Mettre en œuvre l'une des 100 « solutions pour changer la société à l'échelle collective » proposées par la plateforme <https://www.convergences.org/> (qui vise le « zéro exclusion, zéro carbone, zéro pauvreté »)
- Actions pour convertir son organisation (association ou entreprise)
 - ✓ Utiliser le « kit de conversion écologique » des Scouts et Guides de France pour engager une démarche de baisse de l'empreinte carbone d'une association dont on est membre actif. (cf. <https://www.sgdfr.fr/>)
 - ✓ Inciter son entreprise à réaliser son bilan carbone exhaustif. (cf. <https://www.bilans-ges.ademe.fr/>)

Les actions individuelles

- Actions de formation pour une « conversion écologique » personnelle
 - ✓ Se former via « une Fresque sur le climat » (<https://fresqueduclimat.org/>)
 - ✓ Lire un ou des « guides de conversion » :
 - *Comprendre et vivre l'écologie – 52 semaines avec Laudato si'*, Mahaut et Johannes Herrmann, éd. L'Emmanuel.
 - *Laudato si' en actes. Petit guide de conversion écologique*, Marie-Hélène Lafage, éd. Première Partie.
 - *Réussir la transition écologique, outils pour agir ensemble*, Grégory Derville, éd. Terre Vivante.
 - *Manuel de la grande transition*, direction Cécile Renouard, éd. Les Liens qui Libèrent
 - *Les cahiers consomm'acteurs*, Larousse. (pour devenir un consommateur responsable)
 - *L'entreprise responsable et vivante*, Louise Browaeys, éd. Terre Vivante. (pour convertir son entreprise « de l'intérieur » à la RSE)
 - ✓ Faire la « conversion écologique » de son épargne : décarboniser ses placements

financiers (par exemple en utilisant un service de « banque durable » comme Helios <https://www.helios.do/>)

- ✓ S'engager dans une démarche de réduction de ses déchets : défi « zéro déchets » (<https://www.famillezerodechet.com/>) ; mise en place d'un compost (30 % d'une poubelle est composée de déchets organiques) ; tri sélectif (application : <https://www.citeo.com/>)
- Actions d'évaluation de son empreinte carbone, pour en déduire des actions personnelles pertinentes et efficaces à réaliser
 - ✓ Mesurer :
 - Mesurer l'empreinte carbone de ses vêtements : application « Clear Fashion » <https://www.clear-fashion.com/>
 - Mesurer l'empreinte carbone de ses trajets : <https://ecolab.ademe.fr/transport>
 - Mesurer l'empreinte écologique de ses achats : application Greenly : <https://www.greenly.earth/>
 - Mesurer son empreinte carbone complète :
 - participer à une conférence MyCO2 (animée par Carbone4) <https://www.myc02.fr/>
 - avec l'Ademe : <https://nosgestesclimat.fr/>
 - <https://avenirclimatique.org/micmac/index.php/>
 - Evaluer son empreinte écologique complète (en nombre de planètes) : <https://www.wwf.ch/fr/vie-durable/calculateur-d-empreinte-ecologique> ; <https://www.footprintcalculator.org/>.
 - ✓ Réduire :
 - Travailler sur sa sobriété numérique : <https://www.greenit.fr/>
 - S'approvisionner auprès de l'un des 850 marchés éphémères (circuits courts) en France : <https://laruchequiditoui.fr/fr>
 - Acheter bio mais moins cher en s'abonnant : <https://lafourche.fr/>
 - Aller dans un restaurant végétarien : <https://www.happycow.net/>
 - Acheter des vêtements de seconde main : <https://www.vinted.fr/> ; <https://fr.vestiairecollective.com/>
 - Cuisiner en tenant compte de l'impact environnemental et de la saison : <https://www.wwf.fr/recettes-durables>
 - Compenser l'impact de ses recherches internet : Lilo / Ecogine / Ecosia : <https://www.lilo.org/> ; <https://ecogine.org/> ; <https://www.ecosia.org/>
- Actions pour soutenir des modèles économiques durables
 - ✓ Accepter de payer un abonnement à ses médias (sur papier ou en ligne) pour les délivrer de la dépendance à la publicité.
 - ✓ Accepter de payer ses services numériques (messagerie, stockage cloud, etc..)

pour réduire son exposition à la publicité et permettre le développement d'un écosystème informatique non soumis au consumérisme.

LOGEMENT

Propositions politiques et institutionnelles

LOG-1 : Augmenter la construction de logements familiaux qui soient authentiquement sociaux

Nombre de logements dits sociaux sont en fait des logements intermédiaires. Sont aussi comptabilisés comme logements sociaux des foyers de travailleurs, des logements étudiants, des résidences pour personnes âgées. Or, le besoin le plus crucial en matière de logement concerne les familles et, parmi elles, les familles les plus précaires. La priorité est donc de rendre accessible aux familles les plus démunies (celles du « premier quartile ») un plus grand nombre de logements qui soient vraiment sociaux : de type PLAI (Prêt locatif aidé d'intégration) réservés aux personnes en situation de grande précarité, et non pas PLS (Prêt locatif social).

LOG-2 : Développer des lieux d'accueil pour accompagner chaque personne mal logée dans son parcours vers l'obtention d'un toit

Il existe plusieurs types de guichets d'information sur l'accès au logement et les droits des mal-logés : les ADIL (Associations départementales infos-logement), les mairies, les pôles CCAS, les maisons de justice, etc. Or l'information ne suffit pas pour nombre de personnes qui sont incapables de se débrouiller seules. Ce qui manque, ce ne sont pas tant les lieux d'information que des permanences d'accompagnement individualisé. À titre d'exemple, l'expérience de l'Espace solidarité habitat, à Paris, gagnerait à être étendue.

LOG-3 : Imposer plus de places d'hébergement pour en finir avec les « nuitées hôtelières »

Considérées comme un pis-aller pour les cas d'urgence, les « nuitées hôtelières » et autres mobilisations d'hôtels sont d'un coût exorbitant pour la collectivité. Pour en diminuer le nombre, il faut une augmentation significative des places dans les Centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS), les maisons-relais, les foyers de travailleurs, les résidences pour migrants, les logements en intermédiation locative (Solibail). La loi Mole de 2009 n'impose dans les grandes villes qu'une place d'hébergement pour mille habitants. Or, quinze places d'hébergement obligatoires pour mille habitants seraient nécessaires si on veut supprimer, par exemple, les nuitées hôtelières dans l'ensemble des communes du Grand Paris. La loi de 2009

devrait être réécrite dans ce sens, en fonction des difficultés locales des communes, avec des délais de mise en œuvre et des sanctions pour carence.

LOG-4 : Donner aux préfets le droit de mobiliser des logements privés vides ou mis en location sur le marché libre (en débat)

Les logements sociaux ne peuvent suffire pour répondre aux besoins des mal-logés. Il faut mobiliser aussi certains logements vacants (trois millions en France !) en mettant effectivement en œuvre la possibilité de réquisition prévue par la loi. Il faut surtout mobiliser des logements du parc privé mis en location. Les dispositifs existent également en ce domaine (Solibail, Louez solidaire, etc.), mais ils sont mal connus. Un texte rendant obligatoire une information de la part des préfets et des maires, à destination des propriétaires qui ont l'intention de louer, permettrait d'affecter certains logements privés à des familles qui ne peuvent en payer tout le loyer. Une compensation financière pourrait être envisagée.

Engagements associatifs

- Adhérer à une association locale d'aide aux mal-logés

Exemple d'association : Habitat et Humanisme. Les familles accueillies par H et H ne peuvent pas habiter un logement social car elles ont souvent perdu leurs repères. Elles ont besoin de volontaires pour les aider à s'installer dans le logement mis à leur disposition, pour s'insérer dans le quartier et pour engager leurs démarches administratives (inscriptions aux écoles et crèches, etc.), en liaison avec le travailleur social employé par l'association. Les bénévoles mettent aussi les familles en relation avec divers organismes : alphabétisation, vacances et loisirs, recherche d'emploi. L'association accepte d'autre part les compétences en matière de bricolage, de comptabilité et d'informatique. Enfin H. et H. a besoin de volontaires pour rechercher des logements disponibles, des bailleurs sociaux et pour aller solliciter des propriétaires et des épargnants solidaires. <https://www.habitat-humanisme.org/>

- Entrer dans une structure d'accueil de mal-logés près de chez soi

Il est possible de se renseigner sur l'existence, à proximité de chez soi, d'un CHRS (Centre d'hébergement et de réinsertion sociale), d'un Centre d'accueil de nuit, d'un Centre pour migrants, d'un Foyer pour jeunes travailleurs ou encore d'une Pension de famille. Comme le constate l'Observatoire de la précarité et du mal-logement des Hauts-de-Seine, ces structures ont de constants besoins de bénévoles et doivent parfois se renouveler. Trois possibilités pour s'engager :

- ✓ Adhérer comme simple membre, afin d'assister aux assemblées générales et d'y prendre conscience des enjeux
- ✓ Devenir bénévole, avec un grand champ d'actions possibles
- ✓ Entrer par la suite au conseil d'administration d'une de ces structures d'accueil, afin d'y peser, voire d'y prendre des fonctions d'animation

Propositions d'engagements personnels

- Accueillir des mal-logés, mais aussi avoir un rôle d'éveil
Quelques suggestions d'engagements pour ceux qui n'appartiennent pas à une association :
 - ✓ Manifester votre intérêt à l'égard des mal-logés autour de chez vous : parler au SDF du coin de la rue, vous assurer qu'il n'est pas isolé, etc.
 - ✓ Évoquer dans votre entourage le problème du mal-logement près de chez vous
 - ✓ Prendre ponctuellement un mal-logé chez vous, en alternance par exemple avec deux autres familles : une formule éprouvée avec trois lieux d'accueil qui alternent, moins lourde que d'héberger tout seul quelqu'un chez soi
 - ✓ Aller à la pêche aux idées en participant, chaque fin janvier (souvent à la Défense), à la grande Journée de la Fondation Abbé-Pierre <https://www.fondation-abbe-pierre.fr/>. Ou en recevant régulièrement sa Lettre d'information
 - ✓ Organiser une conférence dans votre commune sur le problème du logement, avec intervention de spécialistes et pistes concrètes de mobilisation pour les participants
 - ✓ Consulter sur Internet les informations disponibles pour vous impliquer. Voir par exemple le guide Soliguide <https://soliguide.fr/>, ou le dispositif Solibail (pour devenir bailleur solidaire <https://www.cohesion-territoires.gouv.fr/louer-solidaire-avec-solibail>). Se renseigner sur la toile pour devenir épargnant solidaire
 - ✓ Combattre les idées reçues de vos voisins ou amis sur tel ou tel projet local de logements sociaux, et vous opposer de façon argumentée à la « diabolisation » des SDF ou des exclus

SOLIDARITÉ AU-DELÀ DES FRONTIÈRES

Propositions politiques et institutionnelles

SOL-I : Pour une politique européenne forte de migration légale

En réponse à l'immigration clandestine et afin de lutter contre les trafics indignes des « passeurs », nous suggérons qu'il y ait une véritable politique européenne en matière d'immigration légale. Nous recommandons de faciliter le développement des voies sûres et légales pour les migrants, comme les Couloirs humanitaires pour les réfugiés, grâce auxquelles ils pourront venir en Europe en toute sécurité et être accueillis, protégés, promus et intégrés.

Le nouveau Pacte européen sur l'asile et la migration comporte des éléments allant dans ce sens, mais nous souhaitons que le développement des voies légales soit au cœur de la politique européenne. Nous proposons que soient notamment organisées

des migrations légales pour étudier ou pour travailler, à travers l'octroi d'un visa temporaire. Nous souhaitons que le développement des voies légales ne se fasse pas au détriment du respect des droits des personnes arrivées de manière irrégulière.

SOL-2 : Pour un accueil européen plus humain et solidaire

Le Pacte européen sur l'asile propose un mécanisme de solidarité entre les États qui nous paraît très insuffisant. Nous souhaitons que le Règlement Dublin, largement dysfonctionnel, soit revu en profondeur et permette notamment que les migrants ayant des membres de leur famille élargie dans un des États membres de l'Union européenne aient la possibilité effective d'y introduire leur demande d'asile.

SOL-3 : Veiller à ce que notre gouvernement n'abandonne pas les engagements de la France au service de l'aide et de la solidarité internationale (0,7 % du revenu national – 0,44 % en 2019) et continue à soutenir les 17 Objectifs de développement durable de l'ONU

Selon la Banque mondiale, avec la pandémie de Covid-19, jusqu'à 150 millions de personnes dans le monde vont basculer sous le seuil d'extrême pauvreté d'ici à la fin de 2021. Cette augmentation est une première depuis plus de 20 ans. Les pays européens et en premier lieu la France, confrontés à une crise sanitaire, économique et sociale sans précédent, ne doivent pas oublier leurs engagements internationaux.

Engagements associatifs

Rejoindre ou soutenir l'une de ces associations ou s'inspirer de leur témoignage pour lancer une initiative locale :

- Sant'Egidio (www.santegidio.fr) est une communauté chrétienne, fondée par Andea Riccardi, aujourd'hui présente dans plus de 70 pays. En France, Sant'Egidio a été créé en 1999. Son action porte une attention particulière aux périphéries et aux personnes en situation d'exclusion et de vulnérabilité (personnes âgées, sans-abris, migrants, etc.), rassemblant des hommes et des femmes de tous âges et de toutes conditions, unis par un lien de fraternité dans l'écoute de l'Évangile et dans l'engagement bénévole et gratuit pour les pauvres et pour la paix. La prière, le service gratuit des pauvres et la recherche de la paix sont ses références fondamentales.
- Les Couloirs humanitaires permettent l'arrivée sûre et légale de personnes vulnérables en besoin de protection en Europe et prônent un accueil innovant de ces personnes par les citoyens, basé sur la fraternité et l'amitié. (<https://www.humanitariancorridor.org/fr/couloirs-humanitaires/>)

Les Couloirs humanitaires ont montré pendant la crise que le modèle d'accueil est efficace et convient à des situations exceptionnelles dans le sens où les familles sont ici chez elles, entourées par des personnes, et n'ont pas été expo-

sées pendant le confinement aux mêmes problématiques que d'autres personnes vulnérables (pas de logements collectifs, pas de mises à la rue, pas d'isolement extrême, etc.).

- La DCC (Délégation catholique pour la coopération) (<https://www.ladcc.org/>) est le service du volontariat international de l'Église en France. Ses volontaires, plus de 400 chaque année, de tous âges, s'engagent dans plus de 50 pays et agissent pour soutenir les projets de partenaires locaux dans tous les domaines de développement et dans tous les types de métiers, et vivre avec la population locale. Différentes formes d'engagement sont proposées pour contribuer au développement : partir en mission longue durée (1 à 6 ans), partir en mission courte pour un projet spécifique (quelques mois) ou encore contribuer à l'accueil d'un volontaire étranger en France.
- JRS France (<https://www.jrsfrance.org/>) avec son programme « Welcome » : accueil de réfugiés (dont la demande d'asile est en cours de procédure) à domicile par des bénévoles (réseau national de familles et de congrégations religieuses) sur une période de 4 à 6 semaines, avec la coordination d'un référent accompagnateur pour le suivi des réfugiés pendant la durée de l'hébergement pouvant aller jusqu'à 9 mois. « Il ne s'agit pas d'héberger en urgence mais de permettre avant tout une expérience de rencontre réciproque, le plus difficile à vivre pour les demandeurs d'asile étant l'absence de relations avec celles et ceux croisés dans les rues. L'accueil dans des familles ou des congrégations religieuses, fait l'objet d'un accord préalable régi par de bonnes pratiques d'accueil. » (<https://www.jrsfrance.org/jrs-welcome/>).

« JRS Jeunes » : activités ponctuelles permettant la rencontre d'égal à égal entre des bénévoles et des réfugiés. Le principe est de partager une activité commune pour favoriser la rencontre et l'échange. Différents types d'activités sont proposés : des activités artistiques (théâtre, par exemple), des randonnées, de la cuisine, en particulier à l'occasion de l'activité « Viens dîner à la maison » où des bénévoles (familles, par exemple) accueillent chez eux un réfugié avec des amis pour partager un dîner préparé ensemble auparavant.

Proposition d'engagement / de discernement personnel

- Convertir son regard sur le migrant, sur l'étranger

OUTILS NUMÉRIQUES ET SOLIDARITÉ

Propositions politiques et institutionnelles

NUM-1 : Assurer un « droit à la connexion », en encourageant les lieux d'accueil institutionnels, associatifs ou paroissiaux à s'équiper d'une connexion Wifi de qualité et d'un PC opérationnel

La fracture numérique ne fait qu'amplifier la fracture sociale. Elle fragilise encore davantage les populations à risque, les personnes sans domicile fixe, sans emploi ou isolées. La dématérialisation des services publics, la généralisation du télétravail, le recours à la formation à distance rendent indispensables un accès opérationnel au wifi et l'accès à un matériel adapté pour tous.

À destination des plus fragiles nous proposons le « droit à la connexion » passant par la mise à disposition, dans des lieux de proximité, d'équipements adaptés, une connexion Wifi de qualité, un PC opérationnel, une imprimante. Ce pourrait aussi être des bornes interactives, à l'ergonomie simple, qui seraient présentes dans des lieux de passage obligés (la Poste, lieux d'accueil associatifs, banque alimentaire, lieux d'hébergement, etc.) pour permettre d'accomplir les démarches administratives de première nécessité.

NUM-2 : Déployer les bonnes pratiques des acteurs de terrain (Emmaüs connect, Hypra ou d'autres) quant à la formation des accompagnateurs numériques / médiateurs numériques pour faire grandir l'autonomie numérique des usagers

La mise à disposition de matériels est un préalable qui ne peut suffire. La plupart des personnes ont besoin d'un accompagnement bienveillant et patient pour leur permettre d'améliorer leur autonomie sur le Net, afin de répondre à leurs besoins élémentaires (hébergement, nourriture, santé, socialisation, etc.) et d'accéder à leurs droits (Pôle emploi, droit d'asile, allocations, etc.). Aujourd'hui cet accompagnement est inégal : le métier de médiateur numérique n'existe pas, chaque accompagnateur (bénévole ou rémunéré) fait de son mieux, avec des objectifs disparates.

NUM-3 : Promouvoir la mise en place d'un module adapté à chaque classe d'âge, se déployant tout au long du cursus scolaire, pour éduquer les élèves aux usages numériques citoyens, leur donner une compréhension de leur rôle et de leurs responsabilités dans un monde ultra connecté

Un autre aspect de la solidarité numérique touche aux usages que nous en faisons. En effet, les réseaux sociaux peuvent devenir des vecteurs de fragmentation sociale : relais de théories conspirationnistes, fake news, insultes favorisées par l'anonymat, renforcement de l'entre soi. Pour qu'ils soient, au contraire, au service du renforcement de la démocratie, en développant la culture du débat, la confrontation des

sources, la responsabilisation, il faut promouvoir largement les usages citoyens du numérique, en particulier auprès des jeunes, les citoyens de demain.

L'éducation aux usages numériques citoyens doit être une priorité éducative portée par tous. Avec l'aide de professionnels formés, à l'école et dans les associations (cf. Génération numérique <https://asso-generationnumerique.fr/>). En s'appuyant sur les outils pédagogiques développés par la CNIL.

Elle suppose une sensibilisation qui passe aussi par les familles. L'action dans les écoles devrait idéalement être renforcée par une campagne nationale de sensibilisation aux usages numériques.

Engagements associatifs

- Possibilité de rejoindre l'une de ces 3 associations ou de m'inspirer de leur témoignage pour lancer moi-même une initiative locale :
 - ✓ Entourage (<https://www.entourage.social/>)
 - ✓ InSite (<https://www.insite-france.org/>)
 - ✓ 1lettre1sourire (<https://1lettre1sourire.org/>)
- Les 3 associations porteuses de propositions recrutent et forment également des bénévoles
 - ✓ Secours catholique (<https://www.secourscatholique.org/>)
 - ✓ Emmaus connect (<https://emmaus-connect.org/>)
 - ✓ Génération numérique (<https://asso-generationnumerique.fr/>)
- Rejoindre le réseau Optic technology d'Éric Salobir pour contribuer aux réflexions sur les enjeux éthiques des développements numériques (<http://opticttechnology.org/>)

Propositions d'engagement / de discernement personnel

- ✓ J'attends une année supplémentaire pour remplacer mon ordinateur / téléphone
- ✓ Je donne mon ancien ordinateur/téléphone à une association ou à un revendeur informatique qui va le recycler
- ✓ J'achète mon prochain équipement reconditionné plutôt que neuf
- ✓ J'éteins systématiquement mon ordinateur lorsque j'ai fini de m'en servir
- ✓ Je ferme l'interrupteur d'alimentation de ma box la nuit
- ✓ Je n'imprime que ce qui m'est indispensable
- ✓ Je paramètre mon imprimante en NB, brouillon, recto verso
- ✓ Je nettoie régulièrement ma boîte mail
- ✓ Je ne conserve en stock, que ce soit en ligne ou sur mes équipements, que ce qui m'est nécessaire
- ✓ Pour mes commandes ou services en ligne, je privilégie les points de vente de proximité

TERRITOIRES ET DÉMOCRATIE LOCALE

Propositions politiques et institutionnelles

TER-1 : Pour plus de solidarité, et à la demande des habitants, permettre à l'État de privilégier des territoires qui n'auraient pas les capacités pour développer certains programmes en intervenant directement, aux côtés des élus locaux, pour leur déploiement. Cette intervention directe devra faire l'objet d'une évaluation partagée (en débat)

La subsidiarité est apparue comme une voie de respect de la démocratie locale mais les inégalités entre les capacités d'agir des territoires peuvent rendre nécessaire, sur un projet, de la contourner.

TER-2 : Pour dépasser les limites, et les biais de la démocratie participative, et passer à la démocratie coopérative ou implicative, les associations pourront, par délégation des collectivités locales, prendre la responsabilité de concevoir, instruire, et, après accord politique sur le financement, être maître d'ouvrage de projets coopératifs. Cette délégation implique transparence et évaluation publique

Engagements citoyens

TER-3 : Mise en place d'un parlement de dons : pour être membre de ce parlement, verser une cotisation, par exemple 75 € par an, la commune doublant la mise. Une session annuelle de ce parlement délibère et vote sur un ou plusieurs projets sociaux à soutenir

Pour généraliser les fonds d'initiative citoyenne cofinancés par les collectivités locales, qui sont des leviers pour l'émergence de micro-projets ou d'actions à forte visibilité, il semble intéressant de tester un outil qui fonctionne en Allemagne et, après évaluation de son accueil et de son efficacité, d'en institutionnaliser la possibilité.

TER-4 : Pour systématiser un dialogue direct entre élus et associations devant les citoyens il faut que les associations sollicitent les élus de façon publique, avec des dossiers étayés, en ayant le souci d'élargir la réflexion au-delà des frontières habituelles de leur groupe. Les élus locaux doivent s'engager à répondre publiquement à ces interpellations

La vie associative locale permet l'éclosion et le suivi d'initiatives citoyennes, mais l'efficacité du dialogue entre les collectivités et les porteurs de projets pourrait être souvent améliorée (l'expérience des Semaines sociales de Rueil : www.semsocruel.com).

TER-5 : Rénover les quartiers avec les habitants : l'outil Territoire zéro chômeur longue durée doit être utilisé pour nourrir la coopération entre artisans et chercheurs d'emploi dans la rénovation thermique ; recherche de complémentarité entre personnes de statuts très différents. Après dialogue entre les acteurs et en cas de débat sur un risque de concurrence déloyale, une décision politique publique sera amenée à arbitrer

L'efficacité de la politique de la ville nécessite que, au-delà de l'intervention publique dans les infrastructures et surtout du renforcement des services publics dans les territoires exclus de la richesse collective, le tissu associatif soit un outil de cette politique.

Engagement et effort personnel

- *Fratelli Tutti* : Passer de la proposition politique, sociale, à un engagement personnel, peut-être décalé, qui nécessite souvent un effort de discernement et un nouveau regard sur ce voisin, ces voisins, qui sont mon prochain, dont je suis le prochain.

ET MAINTENANT, QU'ALLONS-NOUS FAIRE ?

Les participants à la 94^e rencontre des Semaines sociales de France se sont quittés après avoir débattu des propositions de ce Manifeste, en partageant une envie renouvelée de s'engager.

Quelques pistes pour passer – maintenant – de l'écrit à l'action

DIRE

Ce que nous avons vécu et débattu pendant cette rencontre

Notre attention aux plus pauvres, notre attachement à la justice et à une consommation plus sobre et plus responsable

Notre espérance

RENCONTRER

D'autres participants ou adhérents aux SSF, pour continuer le débat, affiner certaines propositions ou en proposer de nouvelles

Ceux qui s'engagent déjà aujourd'hui, du responsable de haut niveau au militant associatif local, pour comprendre leurs réalités, leurs joies et leurs tristesses, la complexité des sujets qu'ils ont à traiter

FAIRE

Avec d'autres, dans les champs politiques, citoyens, associatifs, locaux

Faire évoluer son regard et ses comportements

Choisir ses axes d'engagement, identifier des actions et essayer de s'y tenir dans la durée

Nous avons voulu ce Manifeste
comme la première partie d'un livre qu'il nous reste à écrire,
tous ensemble

Alors, oui, maintenant, ENGAGEONS-NOUS !

L'histoire, les hommes, l'activité des Semaines sociales

1904-2019 : plus d'un siècle d'engagements

Les Semaines sociales de France ont été créées en 1904 par Marius Gonin et Adéodat Boissard, deux catholiques laïcs soucieux de faire connaître la pensée sociale de l'Église et d'en appliquer les enseignements à l'actualité. L'initiative prolongeait l'encyclique *Rerum novarum* (1891) du pape Léon XIII dénonçant les conditions de travail des ouvriers.

Depuis lors, les Semaines sociales n'ont cessé de se préoccuper des mutations économiques, politiques, culturelles, scientifiques et technologiques, ainsi que de leur incidence sur la société, à la lumière de la pensée sociale de l'Église et de son évolution. Elles s'expriment notamment par une session annuelle consacrée à un grand thème de réflexion : université ouverte, accueillant un public large, mais aussi itinérante, ces assemblées se déroulant au fil des ans dans des villes d'accueil différentes.

Ainsi les Semaines sociales ont-elles traité entre les deux guerres des grands problèmes sociaux, des inquiétudes de l'époque liées au maintien de la paix, à l'évolution de la démocratie. Après la seconde guerre mondiale, elles ont abordé avec une optique économique prononcée les problèmes du tiers-monde et les phénomènes de socialisation. Dans les années 2000, elles ont successivement débattu de l'évolution de la famille, de la relation entre mondialisation et nations, du rôle de l'argent, des enjeux de l'Europe, de la transmission, de « Qu'est-ce qu'une société juste ? », du développement durable et solidaire, des nouvelles solidarités, des migrants, des nouvelles formes de démocratie, du genre, du travail, des religions et cultures, de l'éducation, etc. En 2018, les Semaines sociales de France ont souhaité prendre du recul, pour repenser à mots nouveaux les enjeux de l'association, cela a donné lieu aux Rencontres du christianisme social à Nogent-sur-Marne.

En 2019, les Semaines sociales décident de consacrer deux sessions à la question des fractures sociales. La première partie consacrée au constat cherche les moyens de Refaire société. Le deuxième temps, en 2020, bouleversé par la crise sanitaire du coronavirus, incite les participants à passer à l'engagement pour reconstruire la société.

Le nouveau projet associatif des Semaines sociales de France

L'association des Semaines sociales de France n'a cessé de se renouveler pour mieux comprendre les évolutions du monde. Aujourd'hui, les crises que traversent

la société et l'Église catholique, la nécessité de trouver de nouvelles formes de transmission obligent à questionner le rôle du christianisme social, le rôle des Semaines sociales. Ce qui a donné lieu à l'élaboration d'un nouveau projet associatif. Dans une société fragmentée et une Église en souffrance, l'association se veut une école du débat, un débat libre, respectueux et bienveillant, qui éclaire et permet d'avancer, en proposant un dialogue apaisé et constructif entre les chrétiens et la société, et aussi au sein de l'Église catholique elle-même. Les Semaines ont pour ambition d'être un espace, un « creuset », un terreau qui facilite l'émergence de solutions nouvelles, en réunissant des personnes et des groupes de sensibilités différentes, pour qu'elles mettent ensemble leurs expériences de terrain et leurs réflexions, afin de créer du commun et construire de la cohérence.

Les idées des Semaines sociales à l'origine de grandes réformes

Dès avant 1914, les Semaines proposaient l'assurance chômage, le développement généralisé de l'assurance-maladie, l'impôt progressif sur le revenu, l'égalité des salaires masculins et féminins, le salaire minimum garanti pour le travail à domicile, la journée de huit heures, le congé hebdomadaire généralisé du samedi après-midi, etc. Beaucoup de ces réformes n'interviendront que cinq, dix ou même cinquante ans après. En 1987, les Semaines sociales militaient pour le RMI qui dut encore attendre quelques années pour être instauré. En 2000 a été lancée, à la tribune des Semaines, l'idée d'un « statut du travailleur », pour mieux organiser le temps d'activité et de formation, et mieux gérer les transitions entre deux emplois ; en 2004, ce fut l'idée d'un service civil européen ; en 2013, à la suite du statut du travailleur fut formulée la proposition d'un « livret professionnel universel », dont une application à la formation a été votée en 2014. En se plaçant dans une vision chrétienne des problèmes sociaux, économiques et politiques de leur temps, les Semaines sociales ont, par leurs propositions, anticipé des solutions qui allaient s'imposer à plus ou moins long terme dans l'évolution de la société.

De grands intervenants aux Semaines sociales

Aujourd'hui comme hier, des personnalités de haut niveau se sont régulièrement exprimées à la tribune des Semaines sociales : Sylviane Agacinski, Michel Albert, Jacques Arènes, Martine Aubry, Jacques Barrot, François Bayrou, Jean-Louis Bianco, Cheikh Khaled Bentounes, Laurent Berger, Xavier Bertrand, Jean-Paul Betbèze, Maurice Blondel, Loïc Blondiaux, Jean Boissonnat, Michel Bon, Jean-Louis Boulanges, Christine Boutin, Henri de Castries, Bertrand Collomb, Jean-Paul Delevoye, Jacques Delors, Jean-François Deniau, Marie Derain, Xavier Emmanuelli, Claude Evin, Véronique Fayet, Étienne Fouilloux, Jérôme Fourquet, Geneviève Fraisse, Bruno Frappat, Franck Fregosi, Marcel Gauchet, Bronislaw

Geremek, Pierre Giorgini, René Girard, Pierre-Noël Giraud, Sylvie Goulard, Samuel Grzybowski, Élisabeth Guigou, Henri Guitton, Claire Hédon, Danièle Hervieu-Léger, Martin Hirsch, Georges Hourdin, Philippe d'Iribarne, Yannick Jadot, Jacques Julliard, Jean-Claude Juncker, Alain Juppé, Julia Kristeva, Pascal Lamy, Elena Lasida, René Lenoir, Alain Lipietz, Pierre Manent, Véronique Margron, Jean-Luc Marion, Jacques Maritain, Hervé Mariton, Jean-François Mattei, Philippe Maystadt, Dominique Méda, Francis Mer, Olivier Mongin, Nicole Notat, Asma Nouira, Christine Pedotti, Vincent Peillon, Bernard Perret, Michelle Perrot, François Perroux, Jean-Marie Petitclerc, Jean-Philippe Pierron, Romano Prodi, Viviane Reding, René Rémond, Cécile Renouard, Paul Ricoeur, Michel Rocard, Robert Rochefort, Benoît Roger-Vasselín, Pierre Rosanvallon, Geoffroy Roux de Bézieux, Joseph Rován, Albert du Roy, Nathalie Sarthou-Lajus, Frédéric Saint-Geours, Nicolas Sarkozy, Bernard Stasi, Nicholas Stern, Dominique Strauss-Kahn, Claude Thélot, Paul Thibaud, Marisol Touraine, Paul Valadier, Laurent Villemin, François Villeroy de Galhau, Vaira Vike-Freiberga, Patrick Viveret.

Les instances et l'organisation des Semaines sociales de France aujourd'hui

Le conseil d'administration choisit le thème des réflexions et assure le déroulement des rencontres. Pour faire ce travail, il s'entoure de commissions spécialisées, composées de membres du conseil, des responsables des antennes régionales des Semaines sociales de France et de personnes ayant une expertise en lien avec le thème abordé issues des associations et mouvements partenaires. Tous les membres de ces instances sont bénévoles.

Le conseil s'appuie sur une équipe permanente constituée de Béatrice Wettstein, Ombeline Daude-Lagrange et Jocelyne Jenot.

Membres du conseil d'administration

Dominique Quinio (présidente), Laurent de Mautort (secrétaire général), Loïc Armand (trésorier), Antoine Arjakovsky, Catherine Belzung, Arnaud Broustet, Marie-Charlotte Fauduet, Pierre-Yves Le Priol, Mathieu Monconduit, Didier Ovigneur, Dominique Pannier, Anne-Sophie de Quercize, Marcel Rémon, Valérie Régnier, Alban Sartori, Philippe Segretain, Marie-Noëlle Sicard, Geoffroy de Vienne, Marcela Villalobos Cid, Denis Vinckier, Éric Wendling.

Présidents d'honneur

Michel Camdessus, Jérôme Vignon.

L'ancrage de proximité des Semaines sociales de France

Depuis des décennies, les Semaines sociales sont attachées à l'existence d'une réflexion de proximité, en lien avec la variété des territoires. À cette fin, elles s'appuient aujourd'hui sur un réseau de vingt-cinq « antennes régionales », associations de laïcs qui, dans plusieurs villes de France, s'inspirent des mêmes valeurs sociales chrétiennes, du même goût de l'engagement et de la même méthode d'organisation de débats ouverts à toutes les sensibilités, sur des thèmes d'actualité, qu'ils soient politiques, économiques, sociaux, scientifiques ou culturels.

La démarche européenne des Semaines sociales de France

Au cours des années 90, les Semaines sociales de France ont pris acte du fait que les problèmes de société ne pouvaient désormais être étudiés et débattus qu'en les situant dans le contexte européen. Des contacts ont été établis avec différents acteurs européens proches de l'esprit des Semaines sociales de France. Cette action de longue haleine s'est manifestée en 2004 par la présence de 1 000 participants européens à la Semaine sociale du centenaire. Le réseau s'est structuré et s'est donné un nom « IXE » (Initiatives de chrétiens pour l'Europe). Il rassemble près d'une vingtaine de structures en Europe de l'Ouest et de l'Est et prend position sur divers sujets. Par ailleurs, la formule des Semaines sociales semble séduire, puisque plusieurs pays organisent une Semaine sociale.

Renseignements

Semaines sociales de France

18 rue Barbès 92128 Montrouge Cedex

Tél. +33 (0)1 74 31 69 00

Mail : communication@ssf-fr.org

Sites : www.ssf-fr.org

Les sessions des Semaines sociales de France

I^{re} session - Lyon - 1904

Une semaine sociale : cours de doctrines et de pratiques sociales

II^e session - Orléans - 1905

Les conceptions individualiste et sociale de l'homme

III^e session - Dijon - 1906

Famille, profession et cité

IV^e session - Amiens - 1907

Les principes de l'économie chrétienne

V^e session - Marseille - 1908

Collaboration des citoyens à l'application des lois sociales

VI^e session - Bordeaux - 1909

Association et protection du travail

VII^e session - Rouen - 1910

Fonction sociale des pouvoirs publics

VIII^e session - Saint-Étienne - 1911

Personne humaine et régime économique

IX^e session - Limoges - 1912

Familles et mœurs contemporaines

X^e session - Versailles - 1913

L'idée de responsabilité

XI^e session - Metz - 1919

Développement du christianisme social en France

XII^e session - Caen - 1920

La crise de la production et la sociologie économique

XIII^e session - Toulouse - 1921

La crise de la probité publique et le désordre économique

XIV^e session - Strasbourg - 1922

Le rôle économique de l'état

XV^e session - Grenoble - 1923

Le problème de la population

XVI^e session - Rennes - 1924

Le problème de la terre dans l'économie nationale

XVII^e session - Lyon - 1925

La crise de l'autorité

XVIII^e session - Le Havre - 1926

Le problème de la vie intellectuelle

XIX^e session - Nancy - 1927

La femme dans la société

XX^e session - Paris - 1928

La loi de charité, principe de vie sociale

XXI^e session - Besançon - 1929

Les nouvelles conditions de la vie industrielle

XXII^e session - Marseille - 1930

Le problème social aux colonies

XXIII^e session - Mulhouse - 1931

La morale chrétienne et les affaires

XXIV^e session - Lille - 1932

Le désordre de l'économie internationale et la pensée chrétienne

XXV^e session - Reims - 1933

La société politique et la pensée chrétienne

XXVI^e session - Nice - 1934

Ordre social et éducation

XXVII^e session - Angers - 1935

L'organisation coopérative

XXVIII^e session - Versailles - 1936

Les conflits de civilisation

XXIX^e session - Clermont-Ferrand - 1937

La personne humaine en péril

XXX^e session - Rouen - 1938

La liberté et les libertés dans la vie sociale

XXXI^e session - Bordeaux - 1939

**Le problème des classes dans la communauté nationale
et dans l'ordre humain**

XXXII^e session - Toulouse - 1945

Transformation sociale et libération de la personne

XXXIII^e session - Strasbourg - 1946

La communauté nationale

XXXIV^e session - Paris - 1947

Le catholicisme face aux grands courants contemporains

XXXV^e session - Lyon - 1948

Peuples d'outre-mer et civilisation occidentale

XXXVI^e session - Lille - 1949

Réalisation économique et progrès social

XXXVII^e session - Nantes - 1950

Le monde rural dans l'économie moderne

XXXVIII^e session - Montpellier - 1951

**Santé et société. Les découvertes biologiques et la médecine
au service de l'homme**

XXXIX^e session - Dijon - 1952

Richesse et misère, croissance et répartition du revenu national

XL^e session - Pau - 1953

Guerre et paix. De la coexistence des blocs à une communauté internationale

XLI^e session - Rennes - 1954

Crise du pouvoir et crise du civisme

XLII^e session - Nancy - 1955

Les techniques de diffusion dans la civilisation contemporaine

XLIII^e session - Marseille - 1956

Les exigences humaines et l'expansion économique

XLIV^e session - Bordeaux - 1957

Familles d'aujourd'hui

XLV^e session - Versailles - 1958

L'enseignement, problème social

XLVI^e session - Angers - 1959

La montée des peuples dans la communauté humaine

XLVII^e session - Grenoble - 1960

Socialisation et personne humaine

XLVIII^e session - Reims - 1961

L'europe des personnes et des peuples

XLIX^e session - Strasbourg - 1962

La montée des jeunes dans la communauté des générations

L^e session - Caen - 1963

La société démocratique

LI^e session - Lyon - 1964

Le travail et les travailleurs dans la société contemporaine

LII^e session - Brest - 1965

L'homme et la révolution urbaine

LIII^e session - Nice - 1966

L'opinion publique

LIV^e session - Nantes - 1967

Le développement, la justice et la paix

LV^e session - Orléans - 1968

L'homme dans la société en mutation

LVI^e session - Lille - 1969

Quelle économie ? Quelle société ?

LVII^e session - Dijon - 1970

Les pauvres dans les sociétés riches

LVIII^e session - Rennes - 1971

Contradictions et conflits. Naissance d'une société

LIX^e session - Metz - 1972

Couples et familles dans la société d'aujourd'hui

LX^e session - Lyon - 1973

Chrétiens et églises dans la vie politique

À compter de 1976, des Actes des sessions sont édités.

LXI^e session - Paris - 1976

Travail, inégalité et changement social

Éditions Desclée de Brouwer, Paris.

LXIII^e session - Colmar - 1980

Santé et société

Éditions du Centurion, Paris.

LXIV^e session - Lille - 1982

Quel travail social pour notre temps ?

Éditions ESF, Paris.

LXV^e session - Bordeaux - 1986

La justice dans la vie des hommes d'aujourd'hui

Éditions ESF, Paris.

LXVI^e session - Paris - Saint-Denis - 1987

Travail et emploi ; problème de société et problème de l'homme

Éditions ESF, Paris.

LXVII^e session - Paris - Saint-Denis - 1989

Les défis de la formation. quelle personne ? Pour quelle société ?

Éditions ESF, Paris.

LXVIII^e session - Paris - Issy-les-Moulineaux - 1991

Concurrence et solidarité : l'économie de marché, jusqu'où ?

Éditions ESF, Paris.

LXIX^e session - Paris - Issy-les-Moulineaux - 1993

Les médias et nous. Quels pouvoirs ? quelles libertés ?

Éditions ESF, Paris.

LXX^e session - Paris - Issy-les-Moulineaux - 1995

Une idée neuve : la famille, lieu d'amour et lien social

Bayard Éditions, Paris.

LXXI^e session - Paris - Issy-les-Moulineaux - 1996

Entre mondialisation et nations, quelle Europe ?

Bayard Éditions, Paris.

LXXII^e session - Paris - Issy-les-Moulineaux - 1997

L'immigration, défis et richesses

Bayard Éditions, Paris.

LXXIII^e session - Paris - Issy-les-Moulineaux - 1998

Démocratiser la république, représentation et participation du citoyen

Bayard Éditions, Paris.

LXXIV^e session - Paris - 1999

D'un siècle à l'autre : l'évangile, les chrétiens et les enjeux de société

Bayard Éditions, Paris.

LXXV^e session - Paris - 2000

Travailler et vivre

Bayard Éditions, Paris.

LXXVI^e session - Issy-les-Moulineaux - 2001

Biologie, médecine et société. que ferons-nous de l'homme ?

Bayard Editions, Paris.

LXXVII^e session - Paris - 2002

La violence. Comment vivre ensemble ?

Bayard Éditions, Paris.

LXXVIII^e session - Paris - 2003

L'argent

Bayard Editions, Paris.

LXXIX^e session - Lille - 2004

L'Europe. Une société à inventer

Bayard Éditions, Paris.

LXXX^e session - Paris - 2005

Transmettre. Partager des valeurs, susciter des libertés

Bayard Éditions, Paris.

LXXXI^e session - Paris - 2006

Qu'est-ce qu'une société juste ?

Bayard Éditions, Paris.

LXXXII^e session - Paris - 2007

Vivre autrement. Pour un développement durable et solidaire

Bayard Éditions, Paris.

LXXXIII^e session - Lyon - 2008

Les religions, menace ou espoir pour nos sociétés ?

Bayard Éditions, Paris.

LXXXIV^e session - Villepinte - 2009

Nouvelles solidarités, nouvelle société

Bayard Éditions, Montrouge.

LXXXV^e session - Paris - 2010

Migrants, un avenir à construire ensemble

Bayard Éditions, Montrouge.

LXXXVI^e session - Paris - 2011

La démocratie, une idée neuve

Bayard Éditions, Montrouge.

LXXXVII^e session - Paris - 2012

Hommes et femmes, la nouvelle donne

Bayard Éditions, Montrouge.

LXXXVIII^e session - Paris, Lyon, Strasbourg - 2013

Réinventer le travail

Bayard Éditions, Montrouge.

LXXXIX^e session - Lille - 2014

L'homme et les technosciences, le défi

Books on Demand.*

Une société à reconstruire, engageons-nous !

LXXXX^e session - Paris - 2015

Religions et cultures, ressources pour imaginer le monde

*Books on Demand**

LXXXXI^e session - Paris - 2016

Ensemble, l'éducation

*Books on Demand**

LXXXXII^e session - Paris - 2017

Quelle Europe voulons-nous ?

*Books on Demand**

LXXXXIII^e session - Paris - 2019

Refaire société, comment inventer des liens dans une France fracturée ?

*Books on Demand**

* sur commande sur www.bod.fr

Table des matières

OUVERTURE

Dominique Quinio.....	5
-----------------------	---

QUI SUIS-JE POUR VOULOIR CHANGER LE MONDE ?

Cynthia Fleury.....	9
---------------------	---

FIL ROUGE THÉOLOGIQUE - I

Grégoire Catta.....	19
---------------------	----

Agnes von Kirchbach.....	20
--------------------------	----

PAUVRETÉ, ÉCOLOGIE, NOUVELLES TECHNOLOGIES : PEUT-ON RÉELLEMENT AGIR ?

Véronique Fayet	21
-----------------------	----

Dominique Lang	23
----------------------	----

Éric Salobir	26
--------------------	----

FIL ROUGE THÉOLOGIQUE - 2

Agnes von Kirchbach	33
---------------------------	----

Grégoire Catta	34
----------------------	----

FIL ROUGE THÉOLOGIQUE - 3

Grégoire Catta	35
----------------------	----

Agnes von Kirchbach	36
---------------------------	----

LA MISSION DES POLITIQUES POUR REFAIRE SOCIÉTÉ EN FRANCE

Marie-Guite Dufay	39
-------------------------	----

François Garay	42
----------------------	----

Alice Le Moal	44
---------------------	----

QUEL RÔLE DES RELIGIONS POUR REFAIRE SOCIÉTÉ ?

Pauline Bebe	51
--------------------	----

Rachid Benzine	53
----------------------	----

Mgr Éric de Moulins-Beaufort	55
------------------------------------	----

FIL ROUGE THÉOLOGIQUE - 4

Agnes von Kirchbach	65
---------------------------	----

Grégoire Catta	66
----------------------	----

QUELLE VIE ÉCONOMIQUE DEMAIN ET QUELLE VIE, TOUT COURT ?

Sven Giegold	67
Bertrand Badré	68
Élizabeth Ducottet	69

ENVOI

Dominique Quinio	77
------------------------	----

ATELIERS THÉMATIQUES

82

LETTRE DU VATICAN

90

UN MANIFESTE POUR L'ENGAGEMENT

95

L'histoire, les hommes, l'activité des Semaines sociales

117

Les sessions des Semaines sociales de France

121

Les Semaines sociales de France remercient chaleureusement
la Fondation Notre-Dame et l'entreprise Spyrit
pour leur précieux soutien dans l'organisation de la 94^e Rencontre.

Édition : BoD - Books on Demand,
12/14 rond-point des Champs Élysées, 75008 Paris

Impression : BoD - Books on Demand GmbH, Norderstedt, Allemagne
ISBN 9782322271887 – dépôt légal : 2021
création graphique de la session 2020 : Aurélie Le Blond